

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13186 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 21-LUNDI 22 JUIN 1987

Quinze tués dans un attentat à Barcelone

Madrid « ne reculera pas devant le terrorisme »

Le courage de choisir

L'attentat de Barcelone, acte de terrorisme aveugle contre la foule populaire d'un supermarché, est d'une telle monstruosité que l'on comprend les hésitations de ses auteurs à en revendiquer formellement la responsabilité. Et plus encore le lourd silence de la formation indépendantiste basque Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire et qui a fait campagne aux dernières élections régionales et européennes en soutenant l'action de cette dernière avec ce slogan sans ambiguïté : « C'est ce qui leur fait le plus mal ». Trois cent cinquante mille électeurs - dont un tiers hors du Pays basque - lui avaient alors donné leurs voix. S'en iront-ils aussi nombreux aujourd'hui ?

Il paraît en tout cas exclu que le carnage de vendredi soir puisse avoir un effet déstabilisateur sur le gouvernement de M. Gonzalez. Malgré les critiques qui sont adressées à la police, et à travers elle au ministre de l'Intérieur, c'est un réflexe de solidarité qui se manifeste à Madrid. « L'ETA contre tous : tous contre l'ETA », titre l'éditorialiste de « El País ». L'heure n'est plus où des bombes, dressant des militaires contre le pouvoir civil, pouvaient mettre la démocratie en danger en Espagne.

Celui qui demeure, c'est le problème posé aux institutions par un mouvement séparatiste engagé dans un processus de dégradation aux aboutissements imprévisibles, d'autant plus enclin à radicaliser son action qu'il a de moins en moins de prise sur la vie politique du pays.

Jusqu'au début de cette année, un espoir tenu d'éviter cette radicalisation avait été encouragé par les très discrets contacts ouverts entre le gouvernement et des dirigeants indépendantistes exerçant une influence déterminante sur leur organisation. La mort en Algérie, au mois de février dernier, de « Txomin », le numéro un de l'ETA militaire, semble bien avoir interrompu ces tentatives de recherche d'une solution politique. Un peu comme en 1979, où certains éléments du mouvement s'étaient déjà livrés, dans des actes de terrorisme aveugle, une partie au moins des membres de l'ETA ne voient désormais d'autre perspective que celle d'une criminelle fuite en avant.

Les combattre supposerait, comme y invite « El País », une action de toute la population pour rejeter de son sein les auteurs d'actes terroristes. C'est toutefois compter sans cette loi du silence qui - de la même manière que l'omertà en Corse - protège ceux en qui on veut encore voir des compatriotes et qui savent en outre se faire craindre. Chez les Basques comme chez les Corses, il faudra pourtant un jour, si l'on veut mettre fin au règne de la terreur, avoir le courage de choisir d'autres solidarités.

Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a interrompu sa visite officielle au Brésil pour regagner Madrid après l'attentat qui a fait quinze morts et trente-cinq blessés le vendredi 19 juin dans un supermarché de Barcelone. Cet acte terroriste est attribué à l'ETA militaire.

« Nous allons continuer à combattre le terrorisme par tous les moyens à notre disposition dans un Etat de droit », a déclaré M. Gonzalez. Le gouvernement ne reculera pas. Le ministère de l'Intérieur a annoncé l'adoption de mesures d'urgence.

(Lire nos informations page 3.)

Les obsèques de Jean-Paul Lafay

Majorité et opposition s'associent pour l'opération « Corse, île morte »

Les obsèques du docteur Jean-Paul Lafay, assassiné mardi à Ajaccio, devaient avoir lieu le samedi 20 juin dans l'après-midi à Corte (Haute-Corse). La population est invitée à cesser toute activité. Majorité et opposition se sont associées pour cette opération « Corse, île morte ».

Hommage exceptionnel de la Corse à un « continental » : de 15 à 16 heures, pendant les obsèques du docteur Lafay, les Corses ont été appelés à cesser toute activité et à faire de la Corse une « île morte », une île sans bruit. C'est l'ensemble des élus qui ont demandé à la population d'assister aux obsèques à l'issue d'une réunion organisée, vendredi après-midi, par M. Jean-Paul de Rocca Serra, président de l'Assemblée régionale et député (RPR) de Corse-du-Sud. Le Parti communiste, qui n'était pas présent à cette réunion pour ne pas « cautionner la récupération politique », a cependant appelé, lui aussi, à assister aux obsèques aux

quelles M. Mitterrand devait être représenté par M. Michel Chassagne, sénateur (PS) du Puy-de-Dôme et conseiller à l'Elysée, et le premier ministre par M. Michel Rocard, chef de son cabinet. Les nationalistes ont boycotté la réunion.

A Paris, le samedi 20 juin, le Journal officiel publie, sous la signature de M. Chirac et de M. Pasqua, la citation à l'ordre de la Nation du docteur Lafay qui « a confirmé par son exemple que la cause de l'unité de la République et du respect des droits de l'homme ne font qu'un ».

(Lire page 7 l'article de DANIELLE ROUARD.)

La Nouvelle-Zélande a battu la France par 29 à 9

Une leçon de rugby

Président de la Fédération française de rugby et de l'International Board, Albert Ferrasse a remis le samedi 20 juin le trophée William Webb Ellis à David Kirk, le capitaine des All Blacks. Le Quinze néo-zélandais a en effet très largement dominé la finale de la première Coupe du monde sur le terrain de l'Eden Park d'Auckland : 29-9, avec trois essais contre un seul aux Français dans les dernières secondes. M. Mitterrand et M. Chirac ont envoyé des messages de réconfort à l'équipe de France.

AUCKLAND de notre envoyé spécial

« Ces All Blacks sont patients, ils savent que la victoire va arriver. Il y a dans leur jeu quelque chose d'inéluctable. » Ce jugement de Jacques Fouroux s'est vérifié samedi de cuisante manière pour l'équipe de France, battue 29-9.

« C'est le triomphe du rugby réaliste », devait commenter l'entraîneur français. « Depuis trente ans les Néo-Zélandais

jouent le même rugby. C'est celui que j'aime. Celui dont personnellement je m'inspire. »

Or il l'avait dit quelques jours avant le match : « Pour les battre à leur propre jeu il faut être au moins leurs égaux sur leurs points forts. » Malheureusement les joueurs français ont payé en seconde mi-temps une condition physique déclinante alors que les All Blacks en sont au début de leur saison. De plus leur préparation avait été perturbée toute la semaine par les ennuis de santé de

Lorieux, Garnet et Ondarts. Mais c'est psychologiquement que la différence était la plus grande. La Nouvelle-Zélande est la seule équipe à avoir abordé la Coupe du monde en pensant que perdre la finale serait pour elle une contre-performance.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(Lire la suite page 8 ainsi que l'entretien avec ALBERT FERRASSE, président de l'International Board.)

Coopération militaire entre Paris et Bonn

Le chancelier Kohl propose la création d'une unité franco-allemande.

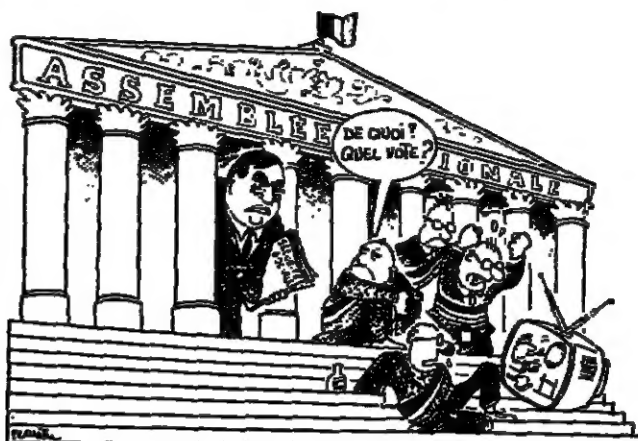
PAGE 4

Le Rafale prêt pour 1996

M. Chirac se prononce en faveur du nouvel avion de combat pour l'armée française.

PAGE 8

La colère de M. Séguin



Le rejet de la loi sur la Sécurité sociale provoqué par l'absentéisme des députés de la majorité.

PAGE 5

Le rapport d'enquête sénatorial sur les manifestations étudiantes

La communication gouvernementale mise en cause.

PAGES 6 et 7

La Documenta de Kassel

La huitième édition de la manifestation d'art contemporain la plus prestigieuse ne tient pas toutes ses promesses.

PAGE 10

Retour à Nancy

300 hectares à reconquérir.

PAGE 9

Les Fidji en proie aux passions

Mélanésien et Indiens : la déchirure

Depuis le coup d'Etat du 14 mai, la tension entre les autochtones et les populations d'origine indienne s'est aggravée aux îles Fidji. Canberra et Wellington s'inquiètent.

SUVA de notre envoyé spécial

Au centre de la capitale fidjienne, un grand négociant en textiles a lancé un concours récompensant d'un prix de 5 000 dollars la photographie qui montrera « le plus beau sourire d'un couple de races mixtes ». Le négociant risque d'être déçu dans ses efforts de réconciliation entre Fidjiens d'origine océanienne et Indiens descendants d'une main-d'œuvre importée il y a un siècle par la Grande-Bretagne : de tels couples sont rares, et les événements, depuis le coup d'Etat du 14 mai, laissent prévoir une détérioration des relations entre les deux communautés.

L'ancien premier ministre, Sir Kamisese Mara, battu aux élections d'avril et revenu, à la faveur du putsch du lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka, à un poste de conseiller aux affaires étrangères, est catégorique, il faut, nous a-t-il

dit « que soit accepté le fait que les Fidjiens autochtones doivent dominer la sphère politique tandis que les populations non indiennes dominent la sphère économique ». C'est là le but de la réforme constitutionnelle que veut mettre en œuvre le gouverneur général, Sir Penaia Ganilau, qui a pris les pleins pouvoirs au nom de la reine d'Angleterre.

Cela reviendrait, le cas échéant, à maintenir les Indiens, pourtant légèrement majoritaires parmi les sept mille habitants de l'archipel, dans le statut de citoyens de seconde zone que prévoyait déjà la Constitution de 1970. Cassant, Sir Mara, qui semble tirer les ficelles de cette administration provisoire, ne s'en cache pas : « Où donc au monde pouvez-vous trouver des Indiens qui vivent aussi bien qu'à Fidji ? Je me moquerais bien d'être un citoyen de seconde zone avec une grande maison, deux voitures, les moyens de me rendre à l'étranger tous les six mois et d'y envoyer mes enfants faire leurs études... Pourquoi pas citoyen de troisième classe, si nécessaire... »

Chez les Indiens, qui détiennent effectivement la quasi-

totalité du secteur économique, mais ne sont pas tous aussi opulents que veut bien le dire Sir Mara, - le désespoir est total : « Ce pays va au désastre », dit un des personnages en vue, de leur communauté, en ajoutant : « Je suis un immigré de troisième génération. Je n'ai aucun lien particulier avec l'Inde, je me considère comme Fidjien, et on me propose de demeurer à vie un étranger. La pilule est difficile à avaler... »

Il a suffi que le premier ministre du gouvernement travailliste, élu en avril, M. Timoci Bavadra, évoque, au cours de sa campagne électorale, avec maintes circonvolutions, le besoin de parvenir à une utilisation plus rationnelle et productive des terres, pour que les esprits s'enflamment. C'était là, en effet, toucher la corde sensible du monde océanien, la possession exclusive de la terre étant la clé de voûte du système coutumier des chefferies. Le mouvement des « Taukei » (littéralement : « eux-mêmes ») nationalistes est tôt fait de pousser le colonel Rabuka à l'action.

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 3.)

HANNA SEGAL



Délire et créativité

Publication en français des ESSAIS DE PSYCHANALYSE CLINIQUE ET THÉORIQUE

Un événement dans la théorie psychanalytique

des femmes

1987

Dates

Il y a cinquante ans

La chute du premier gouvernement de Front populaire

RENDEZ-VOUS

Dimanche 21 juin. - Moscou : Elections aux Soviets locaux.

Lundi 22 juin. - Jérusalem : Reprise du procès de l'ancien SS Demjanjuk ; - Samoa : Visite officielle du secrétaire d'Etat américain George Shultz ; - Luxembourg : Conseil des ministres des affaires étrangères des Douze.

Mercredi 24 juin. - Moscou : Visite du secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar.

Jeu 23 juin. - Vienne : Conférence de l'OPEP.

Vendredi 24 juin. - Vienne : Visite du président autrichien Kurt Waldheim.

Dimanche 28 juin. - Bruxelles : Grande fête de l'Europe pour le trentième anniversaire du traité de Rome.

Tokyo : visite du général Jaruzelski.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vermet

Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE/TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-810 is published daily,
except Sundays for \$ 4.00 per year by Le
Monde c/o Speedipex, 45-45 33 th
Street, L.C.L., N.Y. 11104. Second class
postage paid at New-York, N.Y.

postmaster : send address changes to Le
Monde c/o Speedipex U.S.A., P.O.C.,
45-45 33 th Street, L.C.L., N.Y. 11104.

Le 22 juin 1937, à 2 h 45 du matin, après une longue délibération du conseil des ministres, Léon Blum, président du conseil, porte au président de la République, Albert Lebrun, la démission de son gouvernement. C'est, en apparence, et si l'on suit étroitement la chronologie des faits, l'épilogue d'une bataille parlementaire qui a vu le Sénat s'opposer avec intransigence à une demande de pleins pouvoirs financiers formulée par le gouvernement dont le texte est rejeté à deux reprises par la Haute Assemblée. Mais c'est surtout, après une tentative qui a duré un an, l'échec de l'expérience originale du Front populaire, inaugurée dans l'enthousiasme, et qui s'achève dans l'amertume et le désenchantement.

Formé le 4 juin 1936, après la victoire électorale de la gauche aux élections du 26 avril-3 mai, le ministère Léon Blum, premier gouvernement français dirigé par un socialiste, comprend des ministres SFIO, radicaux et républicains-socialistes et peut compter, en outre, à la Chambre sur les voix des communistes. Il se veut un gouvernement social plus qu'un gouvernement socialiste et, à la veille de son installation à l'hôtel Matignon, le président du conseil définit ainsi la nature de son expérience : «... Nous agissons à l'intérieur du régime actuel, de ce même régime dont nous avons montré les contradictions et les iniquités au cours de notre campagne électorale... Le vrai problème que cette expérience va poser, c'est de savoir si, de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité de bien-être, d'ordre, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des producteurs. »

Une atmosphère de haine

Cette expérience d'exercice du pouvoir par un socialiste en régime capitaliste s'opère donc autour du triple slogan du Front populaire, « Le pain, la paix, la liberté », autrement dit la lutte contre la crise économique qui sévit depuis 1931, le refus de toute politique belliciste et l'opposition déterminée aux entreprises du fascisme en France. Programme qui soulève dans la population un immense espoir dont témoigne l'incontestable enthousiasme populaire de l'été 1936, mais qui entraîne, par contrecoup, la crainte des adversaires de la nouvelle majorité qui voient dans le gouvernement le fourrier de la révolution proche. Un an plus tard, avec la chute du gouvernement Blum, l'espoir a changé de camp ; la majorité victorieuse de juin 1936 est sur la défensive et les vaincus du suffrage universel discernent la fin du cauchemar. Comment s'explique ce retournement ?

La première cause de l'échec du Front populaire tient à la violence des oppositions qu'il a suscitées. Sans doute le débat politique de l'entre-deux-guerres est-il naturellement marqué d'excesses verbaux, mais, avec le Front populaire, c'est une atmosphère de guerre civile larvée qui s'installe, les hommes au pouvoir devenant un groupe à abattre et leurs adversaires faisant fièche de tout bois pour parvenir à ce résultat. C'est que la nouvelle majorité souffre d'un péché originel qui n'autorise aucune rédemption : la présence des communistes. De là à accuser les ministres socialistes et radicaux conduits par Blum et Daladier, personnages au demeurant rassurants, de n'être que des marionnettes dont les communistes tirent les ficelles, il n'y a qu'un pas que l'extrême droite, toujours à la recherche d'un complot, franchit allègrement.

Et dans cette voie de l'amalgame, toujours payante auprès de l'opinion publique, la droite libérale lui emboîte le pas, un homme comme Jacques Bardoux se distinguant dans la dénonciation de complots imaginaires (1). Or l'argumentation porte sur une grande partie de l'opinion publique, à droite, mais aussi dans les milieux du centre gauche et même de gauche. Bientôt, pour une bonne partie des Français, il fait peu de doute que Blum est le Kerensky français préparant le lit du bolchevisme.

Contre un gouvernement ainsi diabolisé, tous les moyens sont bons. La presse d'extrême droite se déchaîne, développant, dans l'Action française ou Gringoire, une haineuse campagne antisémite qui vise Léon Blum et les membres juifs des cabinets ministériels, menant contre le ministre de l'Intérieur, Salengro, une offensive de calomnies qui le conduira au suicide, et dévoilant de pseudo-conspirations. La violence n'est pas uniquement verbale. En juin 1936, c'est au nom du risque d'une victoire communiste que Jacques Doriot crée avec le PPF (Parti populaire français) la première formation fasciste française. C'est pour chasser par la force le gouvernement qu'est monté par les milieux d'extrême droite, avec des appuis dans l'armée, le complot de la Cagoule qui prépare un putsch militaire, mais qui sera démantelé au printemps 1937.



Violence verbale, violence en actes : en 1937, le sang coule à Clichy lorsque la police tire sur des manifestants de gauche qui tentaient d'empêcher la tenue d'une réunion du Parti social français, le parti de droite du colonel de La Roque. La violence de ses adversaires est certes impuissante à abattre le gouvernement Blum, mais elle contribue à la détérioration du climat et pousse une partie de l'opinion à souhaiter la fin d'une expérience qui fait régner une atmosphère de tension et de haine.

La déception de l'extrême gauche

En même temps qu'il suscite la haine de ses adversaires, le ministère Blum provoque la déception de ses plus chauds partisans par la modération dont il fait preuve. D'abord la déception des membres des minorités révolutionnaires des partis de gauche qui, à l'instar de Marcel Pivert s'écriant devant les grèves de juin 1936 : « Tout est possible ! », auraient souhaité que le président du conseil se serve de sa position pour transformer l'exercice du pouvoir en « conquête du pouvoir », fasse cette révolution sociale dont rêvent les hommes de l'extrême gauche. Jamais ils ne pardonneront à Blum, son respect de la légalité, cette « politique du juste » (Colette Andry) qui, pour eux, a consisté à satisfaire ses propres exigences morales aux dépens de sa mission de chef révolutionnaire.

Mais, plus grave est la déception du Parti communiste devant ce qu'il tient pour une trahison du pacte antifasciste

qu'est à ses yeux le Front populaire. Lorsque éclate le 18 juillet 1936 la guerre civile d'Espagne, Blum, personnellement partisan de venir en aide à la République espagnole, se résout, la mort dans l'âme, à proposer la non-intervention, lorsqu'il constate le refus par une partie de sa majorité de toute action qui comporterait un risque de conflit et l'hostilité de la Grande-Bretagne à toute immixtion dans un combat qui, pour elle, oppose profascistes et pro-communistes.

Contre cette décision du gouvernement, le Parti communiste lance une campagne : « Des canons ! Des avions pour l'Espagne ! » et s'abstient dans le débat de politique étrangère de décembre 1936. Mais si la déception de l'extrême gauche et des communistes affaiblit la majorité, elle ne menace nullement de détruire le Front populaire, puisque, au contraire, révolutionnaires et communistes continuent à se réclamer de lui pour contraindre le pouvoir à infléchir sa politique.

L'échec économique

Plus lourd de conséquences est l'échec économique du Front populaire. Pour lutter contre la crise, le gouvernement préconise une politique de « reflation », c'est-à-dire de relance économique par injection de pouvoir d'achat, et, d'autre part, de lutte contre le chômage par diminution du temps de travail des salariés (qui aurait en outre l'avantage d'améliorer la condition des travailleurs). Cette politique est mise en œuvre en juin-juillet 1936 par les Accords Matignon du 7 juin qui, outre l'établissement de conventions collectives, la liberté syndicale et l'élection de délégués du personnel, prévoient une augmentation générale des salaires de 7 à 15 %, et, d'autre part, par les lois instaurant la semaine de quarante heures sans réduction de salaire et donnant aux salariés quinze jours de congés payés.

Ces mesures provoquent l'enthousiasme des bénéficiaires et expliquent l'euphorie de l'été 1936, mais l'ensemble du dispositif est générateur d'échec économique. La loi de quarante heures, appliquée de façon rigide et insuffisamment étudiée dans ses effets, débouche sur une diminution de la production, faute, en particulier de pouvoir faire travailler plus longtemps des machines que l'absence d'investissements depuis 1931 n'a pas permis de renouveler. La diminution de la production, jointe à l'accroissement de la circulation monétaire due aux hausses de salaire, provoque la flambée des prix dès l'automne 1936.

Ce phénomène, coïncidant avec la fuite des capitaux, contraint le gouvernement à dévaluer le 29 septembre 1936. Dès la fin de l'année, Blum doit faire machine en arrière sur sa politique économique. En février 1937, il annonce la « pause » dans les réformes, provoquant l'amertume de ses partisans, sans pour autant se concilier les milieux d'affaires, qui ne voient dans cette décision qu'une preuve de son affaiblissement et se montrent plus que jamais résolus à se débarrasser de lui.

C'est ce problème économique qui servira de prétexte au renversement du gouvernement, puisque c'est sur un projet de pleins pouvoirs financiers que le Sénat met le gouvernement en minorité le 22 juin. Mais, dès juin 1936, le Sénat est hostile au gouvernement, et seule sa crainte d'entrer en conflit avec le suffrage universel qui vient de se prononcer l'empêche d'interdire la formation d'un ministère

qui ne lui plaît guère. S'il franchit le pas en juin 1937, c'est qu'il possède la certitude d'un retournement de l'opinion à l'égard du gouvernement.

La cause fondamentale de la chute du premier gouvernement du Front populaire est en effet la défection des classes moyennes. Ce groupe composite, constitué à la fois de petits patrons de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, de propriétaires-exploitants agricoles, de membres des professions libérales, de salariés des entreprises privées et de fonctionnaires, est bien représenté par le parti radical. A la suite de celui-ci, nombre de ses membres ont voté pour le Front populaire qui leur promettait de défendre la République et de résoudre la crise.

Mais Léon Blum, adepte convaincu du marxisme, n'envisage de solution de la crise que favorable en monde ouvrier et n'a rien à proposer aux classes moyennes, en lesquelles il voit un groupe promis à une disparition rapide en raison du processus de concentration capitaliste. Si bien que les classes moyennes, et plus particulièrement le groupe (majoritaire) du petit patronat ne tarde pas à éprouver devant la politique de Léon Blum inquiétude et déception. Inquiétude devant les grèves avec occupation d'usines de juin 1936 qui lui apparaissent comme le début de la révolution, lui semblent menacer le droit de propriété, et que le gouvernement combat trop mollement à ses yeux. Inquiétude encore devant la propagande pour l'aide à la République espagnole, conduite par les communistes et dont il redoute qu'elle ne précipite la France dans la guerre. Déception devant la politique sociale de Léon Blum qui a pour effet d'accroître d'environ 30 % les charges des entreprises et met en difficulté un petit patronat déjà atteint par la crise économique.

Le Parti radical suit sa base

Dès l'été 1936, cette classe moyenne se montre attentive aux accusations portées par les adversaires du Front populaire : les communistes préparent la guerre et la défaite de la France en l'affaiblissant par des grèves ; les socialistes, en accablant le petit patronat sous les charges, préparent son expropriation légale. L'audience de cette lecture de la politique du Front populaire est telle que le Parti radical ne peut ignorer le mécontentement de sa base. A partir de l'automne 1936, Edouard Daladier, président de ce parti, multiplie les réserves, puis les critiques à l'égard de la politique de Blum. Au printemps 1937, de grandes manifestations sont organisées dans le Sud-Ouest par les adversaires radicaux du Front populaire. Présent à celle de Saint-Gaudens, le 6 juin 1937, Daladier y émet des réserves sur la politique gouvernementale qui le font apparaître comme solidaire de l'alle droite de son parti qu'il s'est jusqu'alors efforcé de contenir.

Désormais, le sort du gouvernement est scellé : entraîné par sa base, le parti radical est prêt à accepter sa chute. Lorsque, le 10 juin, le gouvernement demande au Parlement les pleins pouvoirs financiers, les députés radicaux - dont la plupart ont été élus grâce à des désistements à gauche - n'osent se déjuger en renversant le gouvernement. Mais ils font savoir à leurs collègues sénateurs (qui constituent le groupe dominant de la Haute Assemblée) qu'ils verraient sans déplaisir la chute du ministère. C'est donc fort de l'appui de leur parti, sûr, d'interpréter les vœux d'une part croissante de l'opinion, que les sénateurs radicaux joignent le 22 juin leurs voix à celles de la droite pour mettre fin à l'expérience Blum.

SERGE BERSTEIN.
(Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.)

(1) Voir sur ce point Jean-Jacques Becker, Serge Berstein, Histoire de l'anticommunisme en France, T.I (1917-1940), Paris, Olivier Orban, 1987.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

ANDRÉ GIRAUD

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Jacques ISNARD (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

RTL

URSS : l'anniversaire de la révolution d'Octobre

Certains prisonniers politiques pourraient bénéficier d'une amnistie partielle

Une amnistie partielle, dont sont notamment exclus les auteurs de « délits particulièrement dangereux contre l'Etat » et les responsables de plusieurs grandes catastrophes, a été décrétée en URSS par le président du Soviet suprême à l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, à qui l'on demandait si cette amnistie excluait les prisonniers politiques, a répondu : « Je pense que ce n'est pas exactement correct. Cela dépend de la gravité des crimes commis. » (AFP, AP.)

MOSCOU
de notre correspondant

Dans les milieux dissidents, on s'accorde à voir dans le décret du Soviet suprême une mesure plus large que celles qui l'ont précédée, notamment l'amnistie du 28 avril à l'occasion du trentième anniversaire de la victoire. Mais personne ne s'avance à fournir de chiffres et, surtout, ni ne sait encore si des prisonniers politiques sont concernés.

Le décret, caractéristique de la langue administrative soviétique, est à la fois minutieux dans sa formulation et flou sur les points essentiels. Il indique que l'amnistie est guidée par « les principes humanistes socialistes » et énumère les caté-

gories qui en bénéficient. Il s'agit tout d'abord des anciens combattants, des titulaires de décoration, des hommes âgés de plus de cinquante ans et des femmes de plus de cinquante-cinq ans. Sont également libérés les femmes condamnées à une peine de moins de cinq ans ayant purgé au moins un tiers de leur peine ainsi que les mineurs ayant déjà accompli une année de détention.

Le décret interrompt, d'autre part, les poursuites qui n'ont pas encore abouti à un jugement par un tribunal. De « nombreuses » peines d'assignation à résidence sont également levées. « Certains condamnés », enfin, qui n'ont pas plus de cinq ans de prison, sont également libérés.

Il est cependant un paragraphe restreint qui constitue un véritable casse-tête. On comprend que, comme dans n'importe quel autre pays, sont exclus de l'amnistie les personnes condamnées pour « homicide volontaire », ainsi que « les récidivistes particulièrement dangereux et ceux qui ont été condamnés plus de deux fois pour des crimes commis avec préméditation ». Cette exclusion s'applique également aux responsables par négligence de catastrophes majeures, tel le capitaine du paquebot *Amiral Nakhimov*, dont le naufrage en mer Noire, en août dernier, avait entraîné la mort de quatre cents personnes. Mais on reste perplexe sur l'exclusion qui frappe, sans autre précision, les auteurs de « crimes

d'Etat particulièrement graves », ainsi que « certaines autres catégories ».

La plupart des dissidents sont condamnés pour « agitation et propagande antisoviétique ». Ce délit semble bien devoir être considéré comme un « crime d'Etat particulièrement grave ». Mais les opposants emprisonnés en vertu d'un autre article du code qui punit la « calomnie » contre l'Etat soviétique, ainsi que ceux qui ont violé les règlements concernant la pratique religieuse pourraient bénéficier de l'amnistie. La même remarque s'applique aux dissidents contre lesquels on a retenu, surtout ces derniers années, des charges souvent fantaisistes de « vandalisme » ou de « trafic de drogue ».

M. Sergueï Grigorovitch, un ancien dissident libéré en février, qui estime à un millier le nombre actuel de prisonniers politiques en URSS, croit qu'un certain nombre d'entre eux vont en bénéficier.

Il s'agit, en tout cas, d'une procédure complètement différente de celle qui a permis, depuis le début de l'année, la libération d'environ cent quarante dissidents. Ces derniers ont dû — à quelques rares exceptions près — rédiger un recours en grâce devant le Soviet suprême ou du moins une lettre adressée par les autorités à une demande de grâce — et ont fait l'objet de mesures de grâce individuelles.

D'autre part, M. Ioulia Edelstein, récemment libéré, a annoncé vendredi au cours d'une réunion d'anciens détenus qu'il avait reçu un visa d'émigration pour Israël. Les participants à la réunion ont appelé à la libération de deux autres prisonniers condamnés à l'émigration en Israël, MM. Jossif Zissels et Aïda Magazir.

DOMINIQUE DHOMBRES.

ESPAGNE : quinze morts, trente-cinq blessés

Terrorisme aveugle dans un supermarché de Barcelone

MADRID
de notre correspondant

Quinze morts, parmi lesquels deux enfants : trente-cinq blessés, dont dix-huit dans un état grave : c'est un véritable carnage qu'a provoqué, le vendredi 19 juin, l'explosion d'une voiture piégée dans le sous-sol d'un supermarché de Barcelone. Un massacre pratiquement sans précédent dans l'histoire, pour tant sanglant, du terrorisme en Espagne, si l'on excepte l'attentat anti-américain contre un restaurant proche de Madrid, qui avait fait dix-huit morts en avril 1985.

Il était 16 h 10, et le grand magasin Hipercor, situé à la sortie nord de Barcelone, dans un quartier populaire, propriété de la grande chaîne espagnole de supermarchés Corte Ingles, était plein de clients faisant leurs courses en prévision du week-end. Tout à coup une formidable détonation fit trembler l'édifice, qui compte quinze étages. Une bombe venait d'exploser dans une Ford Sierra située au parking du second sous-sol.

La déflagration, qui provoqua immédiatement un incendie, fut tellement violente qu'elle ouvrit une brèche de 2 mètres de diamètre dans le plafond, pourtant bétonné, du parking. Les flammes et la fumée s'y engouffrèrent, étendant le feu au rez-de-chaussée et à l'étage supérieur. Au milieu de la panique générale, les familles se précipitèrent, entre les débris éparpillés des rayons, pour tenter de gagner la sortie.

La situation semblait plus dramatique encore au parking, submergé par une épaisse fumée noire et où une vingtaine de voitures avaient pris feu. Il fallut plus d'une heure aux pompiers pour réussir à pénétrer au sous-sol, où ils découvrirent les premières victimes, certaines carbonisées, d'autres asphyxiées. Ce n'est qu'au bout de trois heures que

l'incendie put être véritablement maîtrisé. Les blessés furent transportés dans les services de grands brûlés de plusieurs hôpitaux de Barcelone. Pendant ce temps, la police établissait à la hâte des contrôles à la sortie de la ville, où le chaos de la circulation allait être total durant plusieurs heures.

Trois quarts d'heure avant l'explosion, une personne affirmant parler au nom de l'ETA avait téléphoné au journal de Barcelone *Avui* pour annoncer l'imminente explosion d'une bombe au supermarché Hipercor. Les responsables du quotidien avaient immédiatement alerté la police autonome catalane, qui avait elle-même averti la police nationale. Des témoins ont affirmé avoir vu, une demi-heure environ avant l'explosion, des gardiens du supermarché procéder, sans résultat, à un sommaire examen des lieux.

Voiture volée
au Pays basque

Reconnaissant l'existence de cet appel au journal *Avui*, ainsi que d'un autre à la police de Barcelone, le gouverneur civil de la province, M. Cardenal, s'est contenté d'expliquer dans la soirée que la police recevait régulièrement de nombreux appels de ce genre et qu'il était difficile d'en déterminer la crédibilité. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'aucune mesure d'évacuation ne fut décidée par les responsables d'Hipercor ou des forces de l'ordre.

Quel est l'auteur de ce carnage ? Les autorités accordent apparemment crédit à la revendication antiterroriste de l'explosion effectuée par l'ETA. Certes, aucune certitude n'est encore possible à l'heure actuelle : les attentats des indépendantistes basques, pour sanglants qu'ils fussent, visaient toujours, jusqu'ici, des cibles précises, militaires ou forces de l'ordre dans la

plupart des cas. En outre, la revendication ne s'est apparemment pas produite par le « canal » habituel. D'autres responsabilités peuvent être envisagées, comme celle des groupes radicaux islamiques, particulièrement actifs ces dernières années au sud des Pyrénées.

Reste que la thèse d'une action de l'ETA semble actuellement la plus plausible. La voiture piégée, dont le numéro d'immatriculation a été reconstitué, avait, semble-t-il, été volée au Pays basque, à Saint-Sébastien, en février dernier. En outre, depuis la désignation de Barcelone comme ville organisatrice des Jeux olympiques de 1992, les séparatistes basques ont fait de la Catalogne leur principal théâtre d'action. Depuis septembre, six attentats revendiqués par l'ETA se sont produits dans cette ville, la plupart avec des voitures piégées. Il y a une semaine à peine, la même organisation faisait exploser une bombe en plein milieu du complexe pétrochimique de Tarragone, à une centaine de kilomètres au sud de Barcelone.

Si la responsabilité de l'ETA se confirmait, cet attentat, sans précédent dans l'histoire de la violence basque, confirmerait les appréhensions de ceux qui craignaient que les séparatistes ne basculent tôt ou tard dans le terrorisme le plus aveugle. Il s'agirait non plus de s'en prendre spécifiquement aux institutions qualifiées d'« oppresseurs » de la population basque comme les forces armées ou la garde civile, mais bien de terroriser la population civile en dehors du Pays basque pour amener le gouvernement à capituler et à s'associer à la table de négociation. On attend, à cet égard, à Madrid la réaction de la coalition radicale basque Herri Batasuna, qui ne cache pas ses sympathies pour l'ETA et qui vient d'enregistrer un spectaculaire succès aux élections du 10 juin dernier.

THIERRY MALINIAK.

Des lettres publiées à Moscou

Quand Mikhaïl Boulgakov touchait le fond du désespoir

Moscou (AFP). — L'écrivain russe Mikhaïl Boulgakov, auteur du *Maître et Marguerite*, dont la plupart des œuvres furent interdites de son vivant, avait désespérément cherché à quitter l'URSS, selon des lettres inédites de l'auteur, dont l'une adressée à Staline, publiées cette semaine à Moscou.

Le numéro de juin du mensuel *Oktober*, organe des écrivains de la Fédération de Russie, publie une pièce inédite en URSS de Boulgakov, *Adam et Eve*, ainsi que la correspondance de l'écrivain avec les autorités « dans la période la plus difficile de sa vie lorsque toutes ses pièces étaient interdites et que pas une seule ligne de lui n'était publiée dans la presse ». Ces lettres datent de 1928 et du début des années 30, précise la revue. Boulgakov était alors plongé dans une « profonde dépression ».

« Puisque la totale interdiction de mes œuvres en URSS me conduisit à la perte, puisque ma perte en tant qu'écrivain a entraîné une catastrophe mondiale, permettez-moi, ainsi qu'à ma femme Lioubov, de partir pour l'étranger », écrit-il le 3 septembre 1929 au gouvernement.

A Madame Gorki, il demande trois semaines plus tard : « Pourriez-vous m'indiquer un pays où mes œuvres ne peuvent pas être publiées ? Je vous demande une solution humaine, laissez-moi partir. Toutes mes pièces sont interdites. Je n'ai aucun travail, je ne touche pas un kopek de droits d'auteur. En un mot, tout ce que j'ai écrit en dix ans de travail en URSS est détruit. Il ne me reste qu'à me dévêtir. Laissez-moi partir. »

« On me conseille d'écrire une pièce « communiste » et une lettre de repentir. Je n'ai pas suivi ces conseils », écrit-il encore. A l'attention de Staline, il ajoute : « Un écrivain qui se sent n'est pas un écrivain. J'étais l'unique loup. On m'a conseillé de tondre ma toison. Mais un loup tond un loup tordu ne ressemble jamais à un caniche. »

« Cœur de chien, l'une des œuvres les plus cyniques de Boulgakov, qui y décrit la greffe d'un cœur de chien sur le corps d'un ouvrier, va être publié à Moscou, après des décennies d'interdiction. »

CHILI : après la mort de douze jeunes gens

Les obsèques de trois des militants tués par la police provoquent de nombreux incidents

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Les obsèques de trois des douze jeunes gens tués par la police le 16 juin ont donné lieu, le jeudi 18 juin, à de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Ces-ci ont fini par s'emparer du cercueil de l'économiste Ignacio Valenzuela, recouvert d'un drapeau du front Manuel Rodríguez, et l'ont conduit rapidement au cimetière afin d'empêcher le cortège de la suivre à pied. Lors de la mise en terre, plusieurs dirigeants du Parti communiste ont pris la parole devant une foule nombreuse.

Le soir, des manifestations ont eu lieu dans les quartiers populaires de la capitale. Une patrouille de l'armée et un véhicule de la police

ont essuyé plusieurs coups de feu. Deux policiers ont été blessés.

Les étudiants de la faculté de pharmacie qui suivaient le cercueil de leur condisciple Ricardo Silva ont été dispersés par les forces de l'ordre. Les militants des Jeunesses communistes et du MIR (gauche révolutionnaire) ont donné le ton à grand renfort de slogans hostiles au régime et en faveur de la lutte armée. « On verra bien qui aura le dernier mot, le peuple ou l'armée ou le fils de p... ».

Vendredi, une centaine de personnes se sont réunies devant la Moneda, le palais présidentiel, pour exiger « la fin des crimes, de la torture et de la dictature ». Les manifestants répondaient à l'appel du mouvement Sebastian Avello, d'inspiration chrétienne, qui porte le nom d'un ouvrier qui s'est donné la mort par le feu en 1983 après la détention de ses deux enfants par la Centrale nationale d'information (la police politique du régime). A la différence de ce qui s'était passé il y a deux jours au même endroit, les opposants ont été matraqués par la police, qui a procédé à plusieurs arrestations. Dans la nuit, un carabinier et plusieurs civils ont été blessés lors d'une attaque menée par des inconnus à bord d'une voiture.

D'après le gouvernement, deux des jeunes gens tués mardi auraient participé à l'attentat contre le général Pinochet en septembre dernier.

GILLES BAUDIN.

Les Fidji en proie aux passions

Mélanésien et Indiens : la déchirure

(Suite de la première page.)

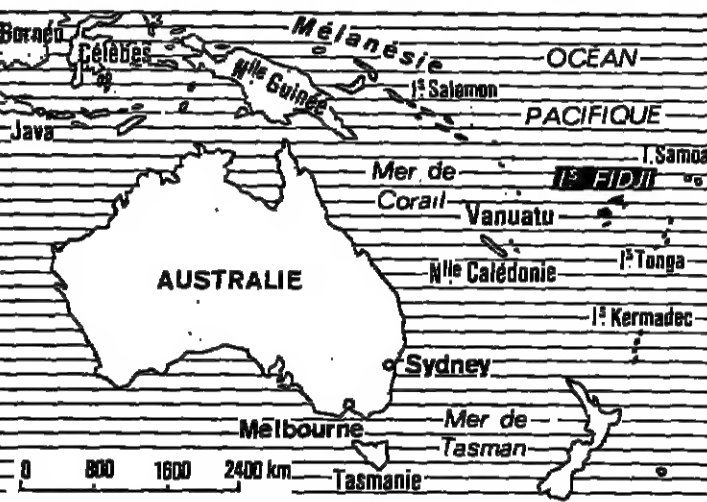
Plus d'un mois après les violences sporadiques et relativement limitées qui ont suivi le putsch, lui-même accompli sans effusion de sang, Suva n'est pas remise de ses émotions. Il flotte sur ce bourg colonial anglais, à peine défiguré par quelques basses modernes, une ambiance d'incertitude. Le gouverneur général jure ses grands dieux que le pays n'est pas placé sous dictature militaire. Mais l'armée s'ingénie à montrer sa vigilance : soldats doublant la garde officielle du palais du gouvernement, trasseries à l'encontre des journalistes et des organes de presse locaux, vérifications d'identité quelque peu insistantes pour les personnes liées au gouvernement renversé.

Ces mesures sont opérées avec politesse, parfois même gentillesse, mais fermement, par des gendarmes immenses, surs d'eux-mêmes, ravis de rappeler à l'occasion leurs états de service dans la FINUL au Liban. Cela ne cadre guère, en tout cas, avec l'image de paradis tropical souriant que les Fidji arboraient jadis, non sans autosatisfaction. « Fidji — le monde entier devrait être fait ainsi », disait alors le bureau du tourisme aux visiteurs.

Le tourisme, qui venait juste, l'an dernier, de dépasser le sucre dans le revenu national, est en chute libre : depuis le coup d'Etat, un tiers seulement des réservations hôtelières se sont réalisées. Les autorités prévoient que le marasme se poursuivra, quoi qu'il arrive, jusqu'à la fin de l'année. Certes, les boutiquiers indiens ont, pour la plupart, rouvert leurs commerces. Pourtant, plus d'un millier d'entre eux ont déjà gagné un autre pays d'adoption : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada. Certains sont candidats pour la Nouvelle-Calédonie, « et des milliers d'entre nous partiraient s'ils le pouvaient », disent-ils.

La capitale vit en sous-régime, assurent les résidents. La circulation reste inhabituellement fluide. Les Indiens se plaignent d'une surveillance policière constante et mettent en garde le visiteur contre toute curiosité déplacée. Dans certaines rues, les Indiens refusent d'envoyer leurs enfants à l'école. Les transports publics — également aux mains des Indiens — fonctionnent irrégulièrement.

Plus grave, les planteurs indiens de canne à sucre rechignent à rentrer la récolte, pourtant urgente, par peur de représailles de la part d'extrémistes indiens. Ce secteur représente 15 % du PNB et 60 %



des exportations. Le pire se produirait si l'archipel ne parvenait pas à honorer ses engagements auprès de ses clients, dit-on au sein du gouvernement.

Sir Mara lui-même reconnaît que les dégâts économiques sont d'ores et déjà sérieux. La crise constitutionnelle pourrait bien, à l'en croire, être réglée d'ici un an, mais « il faudra vingt ans pour réparer les dommages économiques », estime cet homme qui a dirigé le pays depuis l'indépendance jusqu'en avril. Il admet aussi que les Fidjiens de souche ont une part de responsabilité dans la crise : faute d'avoir répondu aux appels et incitations visant à leur faire prendre part à la croissance économique, ils ont laissé les Indiens en situation de monopole dans tous les secteurs qui comptent. Il faut que cela change si Fidji veut revivre, a-t-il lancé dans une récente allocution radiodiffusée.

Dans ce contexte, les déclarations du premier ministre renversé, M. Bavadra, à Washington le 17 juin, mettant en cause la CIA dans le putsch du lieutenant-colonel Rabuka, paraissent bien éloignées des problèmes réels de ce petit pays traditionnellement très pro-occidental. L'ambassade américaine à Suva a opposé un démenti cinglant au dire de M. Bavadra. Sir Mara reprend des termes identiques : « Comment peut-il... ? Ridicule... Pas la moindre ombre d'une preuve ».

Les Etats-Unis n'ont guère d'intérêts aux Fidji. Même la menace de M. Bavadra, avant de parvenir au pouvoir, d'interdire l'archipel aux navires à équipements nucléaires, à l'instar de la Nouvelle-Zélande, ne les aurait guère affectés, leurs propres bases navales n'étant pas si lointaines. En revanche ni les Etats-Unis ni

les autres pays du camp occidental dans le Pacifique sud n'ont intérêt à ce que la situation se détériore aux Fidji. Sur les quelques dizaines d'Indiens musulmans de l'archipel, plusieurs auraient déjà effectué des séjours à caractère religieux en Libye à l'invitation du colonel Kadhafi, disent des membres de la communauté indienne des affaires. Voilà qui vient s'ajouter aux « menées libyennes » dans la région, dont s'inquiètent Canberra et Wellington.

Envers l'Australie et la Nouvelle-Zélande, c'est l'amertume qui prévaut à Suva. Les deux pays ont condamné le putsch, sans s'embarrasser d'égards envers les Fidjiens, et ont, au temps, repris à leur compte l'accusation de M. Bavadra envers Sir Mara l'implicite dans le complot. Ce dernier s'en défend vivement. « Qu'ils retirent ce qu'ils ont dit », lance-t-il, le regard dur. Au reste, il affirme désormais vouloir prendre sa retraite, dès que la réforme constitutionnelle aura été mise en route.

Le plus inquiétant dans l'immédiat est le semi-blocus économique dont Fidji fait l'objet en Australie et en Nouvelle-Zélande. « Nos voisins les plus proches ne sont plus nos amis », déclare Sir Mara. « Nous ne pouvons maintenir des relations amicales dans ces conditions. Nous voulons savoir où sont nos vrais amis à présent, ne serait-ce que pour trouver de nouveaux partenaires commerciaux », ajoute-t-il. Autant de raisons pour que l'ancien « phare de la décolonisation » dans le Pacifique sud soit à la recherche désespérée d'une solution, même si l'équation qu'il doit résoudre tient de la quadrature du cercle. Quant à savoir s'il est encore temps...

FRANCIS DERON.

GRANDE-BRETAGNE

Le miroir d'Ascot

LONDRES
de notre correspondant

Toutes les courses de la journée, et particulièrement la Gold Cup, l'un des sommets de la saison, ont été remportées par des chevaux... Cela vaut d'être noté sans plus de précisions, quand manifestement les grands vainqueurs se trouvent de l'autre côté de la balustrade, dans l'enclos royal. Ce sont eux que l'on est venu voir, par milliers. Ce sont eux qui, par milliers, sont venus se voir.

La semaine d'Ascot, notamment le jeudi « jour des dames », est plus que jamais un événement majeur de la vie mondaine britannique. Il faut y être, dans le saint des saints d'Ascot : la tribune d'honneur et son fameux enclos vers lequel sont tournées toutes les caméras de télévision. Il faut savourer sans retenue ce privilège. C'est la réussite.

Champagne

Pour les messieurs, queue de pie et haut-de-forme sont de rigueur. Pour les dames, surtout pas de rigueur, concours d'élégance oblige, et un *ladies day* l'extravagance est de règle. Les chapeaux les plus fous, Champagne. Au goulot pour une favorite.

Pour se rendre à Ascot, à moins d'avoir une Rolls ou une Daimler, le fin du fin est d'emprunter le chemin de fer. Tellement amusant une fois par an. La fête commence au gare de Waterloo. Avant même le départ, on s'agitote déjà le champagne dans certains compartiments. Sur le quai en face, des passagers étrangement habillés comme des gens ordinaires embarquent dans un train à destination de Manchester et du Nord, cette autre partie d'un pays que l'on dit de plus en plus coupé en deux.

En fin de journée, aux portes de l'hippodrome, les crieurs de journaux brandissent les éditions du soir. Gros titre à la une : « Moins de trois millions de chômeurs », le nouveau tant attendu et promis par le gouvernement Thatcher. Excellent pronostic. La dame semble décidément avoir bien mérité sa troisième victoire. Chapeau. Champagne.

FRANCIS CORNU.

● RECTIFICATIF. — M. Karoly Nemeth est secrétaire général adjoint du Parti socialiste hongrois, et non pas premier ministre de Hongrie, comme nous l'avons écrit par erreur dans l'article « Les chameaux tanés du modèle hongrois » (le Monde du 19 juin).

Diplomatie

Le débat sur la coopération militaire européenne

Le chancelier Kohl propose de créer une brigade franco-allemande

BONN de notre correspondant

Répondant au débat public engagé en France sur la nécessité de renforcer la coopération avec la RFA en matière de sécurité, le chancelier Kohl a suggéré, le vendredi 19 juin, à Bonn, la création d'une unité franco-allemande totalement intégrée, au niveau par exemple d'une brigade. Dans l'esprit du chancelier, une telle décision s'inscrirait dans la logique de l'engagement pris par Paris et Bonn de réviser le traité de l'Elysée. Il a rappelé les mesures déjà prises pour développer la coopération entre les deux armées, aussi bien dans le domaine opérationnel (manœuvres communes) que dans celui de la formation commune des états-majors.

Le chancelier, qui tenait une conférence de presse à l'issue d'une réunion du comité directeur du Parti démocrate-chrétien, a réaffirmé que la politique de sécurité de la RFA reposait à la fois sur sa fidélité à l'alliance atlantique et sa conviction de devoir renforcer la coopération européenne. « La coopération avec la France offre précisément de bonnes possibilités de développement », a-t-il souligné.

Interrogé sur une éventuelle extension de la protection nucléaire française à la RFA, le chancelier Kohl s'est prudemment retranché derrière le refus de s'immiscer dans un débat intérieur français. Il s'est déclaré satisfait de la déclaration faite au début de 1986 par M. Mitterrand, qui avait offert, en cas de crise, de tenir les Allemands de l'Ouest informés des plans de mise en œuvre de la force de frappe française.

De même, a-t-il jugé prématuré d'aborder l'idée lancée par M. Schmidt, son prédécesseur social-démocrate, de placer les forces européennes de l'OTAN sous un commandement français. « On ne peut commencer de parler de commandement avant de savoir quelles forces il faut commander », a-t-il dit.

Le premier ministre tunisien en visite en France

Tunis. — Le premier ministre tunisien, M. Rachid Sfar, était attendu le dimanche 21 juin à Paris pour une visite de travail de quarante-huit heures au cours de laquelle il s'entretenait avec M. Jacques Chirac.

Cette visite sera l'occasion de faire le point des relations franco-tunisiennes, excellentes malgré le retard apporté à la solution définitive du problème des comptes bancaires français encore bloqués. Autre sujet — sinon le principal — qui doit être abordé : le cas de l'ancien premier ministre, M. Mohamed Mzali.

Dans les milieux politiques de Tunis on se montre en effet extrêmement irrité par la multiplication des déclarations de M. Mzali lors de ses séjours de plus en plus longs et fréquents sur le territoire français. Les mêmes milieux, qui jugent « diffamatoire » son dernier livre, *Lettre ouverte à M. Habib Bourguiba*, se sont étonnés qu'il ait pu être édité (1) et mis en vente en France. — (Corresp.)

(1) Chez Alain Moreau.

M. Marcel Rey ambassadeur au Malawi

M. Marcel Rey a été nommé ambassadeur de France au Malawi, en remplacement de M. Paul Faure, a annoncé, le vendredi 19 juin, le porte-parole du Quai d'Orsay.

[Né en 1928, diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Rey a été en poste à Tananarive (1961-1962) puis à Alger (1969-1972). Après un passage à l'administration centrale (direction Afrique du Nord-Levant), il a été deuxième conseiller à Bessako (1973-1977), puis premier conseiller à Bamako (1978-1983). Depuis décembre 1983, il était premier conseiller à Dublin.]

• Trois Kurdes irakiens hospitalisés à Lyon. — Trois Kurdes irakiens — dont un enfant de huit ans — brûlés par des armes chimiques lors du bombardement irakien de leur village de la province d'Erbil, au Kurdistan d'Irak, le 27 mai dernier, ont été admis à la clinique Saint-Luc de Lyon pour y être soignés.

estime qu'une telle intégration permettrait de rééquilibrer le rapport des forces avec l'Est et de diminuer la dépendance à l'égard des armes atomiques.

Le président du groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag, M. Alfred Dregger, a, à son tour, estimé que la France devait assumer un rôle moteur pour une politique européenne de sécurité. Contrairement aux sociaux-démocrates, M. Dregger attribue cependant un rôle essentiel aux forces de dissuasion française et britannique qui, il n'y a pas si longtemps encore, étaient considérées dans ces milieux comme quantité négligeable.

« La France et la République fédérale d'Allemagne forment pour des raisons géographiques, une unité stratégique, a-t-il déclaré à l'occasion de la réunion des instances dirigeantes de la CDU. Il faut en tirer les conséquences aussi bien dans les domaines conventionnels que nucléaires. (...) Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider à ce que, dans le cadre de l'alliance, émerge une union européenne en matière de sécurité dans laquelle la France soit pleinement partie prenante et assume un rôle dirigeant. »

M. Dregger, qui a estimé que l'on devait trouver pour l'emploi des armes préstratégiques françaises une solution prenant en compte les intérêts du peuple allemand, a également indiqué que cette évolution vers l'union en matière de sécurité devait être accompagnée de progrès parallèles vers l'union économique et monétaire.

HENRI DE BRESSON.

Selon le Vatican

Le pape recevra M. Kurt Waldheim « à la demande répétée de l'Autriche »

L'audience que le pape Jean-Paul II doit accorder, le jeudi 25 juin, au Vatican au président autrichien, M. Kurt Waldheim, répond « à une demande répétée » de la part de l'Autriche, a indiqué vendredi le porte-parole du Saint-Siège, M. Joaquin Navarro-Valls, devant les journalistes autrichiens au Vatican, annonce l'agence catholique autrichienne Kathpress à Vienne.

La visite de M. Waldheim, qui a suscité de violentes protestations de la part des organisations juives en raison des soupçons qui pèsent sur le passé du président autrichien, « correspond », en outre aux « traditions diplomatiques d'une visite de retour », a précisé M. Navarro, selon Kathpress, ainsi qu'à un usage selon lequel le pape ne refuse pratiquement jamais de recevoir un chef d'Etat qui en fait la demande.

Pour sa part, le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock, s'est déclaré, vendredi à Vienne, « attristé et bouleversé par la haine » contenue dans de nombreuses réactions. « Je ne m'attendais pas, a-t-il dit à la radio, au fait qu'une campagne de diffamation » contre l'Autriche « se poursuive avec tant de détermination ».

M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU et successeur de M. Waldheim — qu'il vient de rencontrer lors d'un passage à Vienne, — a été interrogé sur cette affaire lors d'une conférence de presse qu'il donnait vendredi à Genève. Comme le rapporte notre correspondant Isabelle Vichniac, M. Perez de Cuellar a dit en substance que M. Waldheim est le président d'un

LE PAPE NE POUVAIT QU'ACCEPTER: IL ÉTAIT SÛR DE L'EXCLUSIVITÉ!



pays hôte de l'ONU (plusieurs agences de l'ONU ont leur siège à Vienne) qu'il n'avait rien concernant les soupçons dont le président autrichien faisait l'objet.

Asie

Les affrontements en Corée du Sud

Appel de M. Reagan à la modération

L'ambassadeur des Etats-Unis à Séoul a remis au président Chun Doo Hwan, le vendredi 19 juin, une lettre personnelle du président Reagan dans laquelle, selon la presse américaine, il ferait part de son inquiétude devant la dégradation du climat politique en Corée du Sud et appellerait les autorités locales à faire preuve de modération. De son côté, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, tout en souhaitant l'ouverture de négociations entre le gouvernement et l'opposition, a exclu toute sanction à l'égard de Séoul en cas de proclamation de la loi martiale.

Entre-temps, selon le Times de Londres, l'opposition radicale étudiante aurait menacé de s'en prendre aux ressortissants américains en Corée du Sud au cas où serait décrétée la loi martiale. Enfin, le président du Comité olympique américain a déclaré que son pays pourrait se retirer des Jeux olympiques, prévus à Séoul en 1988, si la situation présentait alors un « haut risque » pour les athlètes américains.

SÉOUL de notre envoyé spécial

La mort d'un policier tué dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 juin à Tadjon, ville située au sud de Séoul, a aggravé la tension qui règne en Corée du Sud et pourrait marquer un tournant dans la politique du gouvernement Chun à l'égard de l'opposition.

Le policier a été tué par un étudiant qui s'est emparé d'un autobus et a foncé sur les forces de l'ordre. Trois autres policiers ont été grièvement blessés. L'incident a eu lieu au cours d'une manifestation, peu avant minuit, quelques heures après un appel au calme doublé d'un aversissement du premier ministre, M. Lee Han Key. M. Lee a notamment déclaré, au cours d'un message télévisé, que, faute d'un rétablissement de l'ordre, le gouvernement serait contraint de prendre une « décision extraordinaire ». En d'autres termes, décréter des mesures d'urgence qui, selon la Constitution, permettent au gouvernement de « suspendre temporairement les libertés et les droits des individus », voire imposer la loi martiale.

Une telle réaction du gouvernement paraît d'autant plus prévisible que les manifestations se sont poursuivies vendredi. A Séoul, des affrontements violents entre policiers et étudiants ont eu lieu aux alentours de plusieurs universités. Ce samedi, elles continuaient à Pusan, et un grand rassemblement était prévu en milieu de journée au temple Chogyo-Sa à Séoul. Les étudiants bouddhistes et les jeunes moines ne voulant apparemment pas être de reste quand les chrétiens jouent un rôle important parmi les contestataires.

La déclaration du premier ministre a été interprétée, à Séoul, comme un souhait afin d'éviter le pire, d'aboutir à un compromis avant que la situation ne se dégrade davantage. Le premier ministre mentionne dans son appel au calme non seulement les étudiants, mais aussi les religieux et les « ouvriers qui doivent retourner à leur travail », reconnaissant implicitement que l'agitation s'est étendue à d'autres catégories sociales que les étudiants, traditionnellement contestataires.

Ph. P.

Les perspectives de règlement au Cambodge

M. Shultz « plutôt découragé » par les nominations à Hanoi

Singapour (AFP). — La nomination des nouveaux dirigeants du Vietnam (le Monde du 19 juin) signifie la « mise en veilleuse » à Hanoi de toute volonté de compromis dans la crise cambodgienne, a déclaré, le vendredi 19 juin, à Singapour le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. L'annonce, jeudi, de la nomination de M. Pham Hung, considéré comme un « dur » par des observateurs, au poste de premier ministre du Vietnam, et de M. Vo Chi Cong, réputé « relativement modéré », au poste de président du Conseil d'Etat vietnamien, est « plutôt décourageante », a estimé M. Shultz au cours d'une conférence de presse.

Les Etats-Unis et les membres de l'ASEAN, Association des nations du Sud-Est asiatique (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Singapour), s'en tiennent à leur stratégie commune, qui « tôt ou tard marchera », a poursuivi le secrétaire d'Etat, précisant que cette stratégie consistait « à soutenir la résistance non communiste au Cambodge, à faire tout ce qui était possible pour isoler diplomatiquement et économiquement le Vietnam », et à être disposé à discuter le jour où le Vietnam décidera de « retirer ses troupes du Cambodge ».

Arrivé mercredi à Singapour, où il a eu des entretiens avec ses homologues de l'ASEAN, M. Shultz rejoint Sydney samedi.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques) offre un dossier complet sur :

LA COMMUNICATION POLITIQUE

Avec notamment des articles de :
• A. SINCLAIR
• R.-G. SCHWARTZBERG
• E. DELANOE
• M. GALLO

Envoyez 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à : APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

La sécurité dans le Golfe

Trois officiers de la frégate américaine « Stark » — attaquée le 17 mai par un avion irakien — sont relevés de leurs fonctions

Le capitaine Glenn Brindel, commandant de la frégate américaine Stark, attaquée le 17 mai dans le Golfe par un avion irakien, et deux de ses principaux officiers ont été relevés de leurs fonctions le vendredi 19 juin en raison d'un « manque de confiance » à leur égard, a annoncé le Pentagone.

Selon des sources proches du département de la défense, le rapport de la commission officielle d'enquête sur l'attaque contre la Stark, remis vendredi aux chefs des forces armées américaines, recommande que les trois officiers soient traduits en cour martiale. Actuellement à Bahrein, ils seront remplacés immédiatement et rapatriés aux Etats-Unis, a précisé le Pentagone.

Sur le problème de la sécurité dans le Golfe, le Pentagone, en réponse aux avertissements de la CIA, a, d'autre part, annoncé au Congrès, vendredi, qu'il allait revoir les plans dans la région afin d'être certain que les bâtiments américains pourraient faire face à des attaques surprises. « Il est clair, en effet, a estimé le sénateur démocrate du Tennessee, James Sasser, que les risques sont plus importants que le gouvernement n'est actuellement prêt à le reconnaître. » Ces derniers jours, des divergences d'appréciation étaient apparues entre le Pentagone et la CIA sur la menace irakienne dans la région.

La marine de guerre américaine a dépêché dans la région du Golfe des experts pour évaluer le danger qu'un éventuel minage par l'Irak des eaux proches de ports koweïtiens ferait courir à la navigation. Le département d'Etat avait indiqué jeudi qu'il prenait « au sérieux » les informations selon lesquelles l'Irak aurait miné les approches de ports koweïtiens pour répliquer à la décision des Etats-Unis de protéger des pétroliers de cet endroit, tout en qualifiant cette éventualité de « faible à modérée ».

Selon un responsable américain cité par le Washington Post, des mines irakiennes ont été localisées dans la partie nord du Golfe, près de Mina-el-Ahmedi, le principal port pétrolier du Koweït. Un superpétrolier libérien, le *Sierra Explorer*, a failli être légèrement endommagé en heurtant une mine vendredi soir à 44 kilomètres du terminal koweïtien de Mina-el-Ahmedi. Le pétrolier a dû rebrousser chemin par mesure de précaution.

Le gouvernement américain s'est, en revanche, déclaré optimiste à propos de la conclusion avec l'Arabie saoudite d'un accord portant sur l'extension de la surveillance aérienne dans le sud du Golfe.

A Téhéran, le Conseil supérieur de défense a examiné jeudi soir les plans de défense des forces navales irakiennes dans le Golfe. A l'issue de cette réunion, l'hojatoleslam Raf-

sandjani qui représente l'imam au sein de cette instance, a affirmé que l'URSS avait modifié sa politique au sujet du Golfe après la récente visite à Téhéran du premier vice-ministre des affaires étrangères soviétique, M. Loui Vorontsov, ajoutant que les autorités de Moscou avaient « explicitement indiqué à Téhéran qu'elles étaient hostiles à la présence des Etats-Unis dans ces eaux et ne la toléreraient pas ».

M. Vorontsov, qui a quitté jeudi Bagdad pour Moscou après une visite de deux jours en Irak, a affirmé que les vues de l'URSS et de l'Irak sur l'après de la guerre étaient « concordantes ». Il a indiqué, dans une déclaration publiée par le quotidien irakien *Al Goun-hourya*, qu'il avait constaté, lors de ses récents entretiens à Téhéran, que les responsables irakiens « maintenaient toujours leurs mêmes mots d'ordre au sujet de la guerre », malgré le fait que le peuple irakien est « très soucieux d'une paix entre l'Irak et l'Iran et demeure très préoccupé par la stabilité dans la région ». — (AFP, Reuter, UPI.)

M. Hissène Habré est reçu par M. Ronald Reagan

Washington. — Pour sa première visite officielle aux Etats-Unis, le président tchadien, M. Hissène Habré, a été reçu, le vendredi 19 juin, par le président Ronald Reagan. Les deux chefs d'Etat se sont entretenus des succès enregistrés par les soldats tchadiens sur l'armée libyenne dans le nord du Tchad. « Nous sommes très contents de reconnaître ce qu'il a accompli, qui n'est rien de moins qu'époustouflant », a indiqué un haut responsable du département d'Etat, en précisant : « Nous sommes ravis de le recevoir à la Maison Blanche ».

Selon un haut fonctionnaire, Washington ne s'attend pas à ce que M. Habré présente une quelconque « liste » de demandes au cours de son séjour de cinq jours, ni à ce que le gouvernement américain annonce une nouvelle assistance au Tchad. Les Etats-Unis ont fourni cette année une assistance militaire d'urgence de 25 millions de dollars à N'Djamena. A cela s'ajoute une aide militaire régulière de 7 millions de dollars pour l'entretien fiscal en cours et une aide économique de l'ordre de 35 millions de dollars au cours des deux dernières années.

Avant de quitter Washington, mardi, M. Habré doit également s'entretenir avec le secrétaire d'Etat à la défense par intérim, M. William Taft. Ce dernier devrait faire part au président tchadien de l'intérêt des spécialistes américains pour le matériel soviétique capturé dans le nord du Tchad. — (AFP, Reuter.)

Proche-Orient

Arrestation en Cisjordanie de plusieurs membres d'un réseau terroriste affilié au FPLP

JÉRUSALEM de notre correspondant

Les autorités militaires israéliennes ont annoncé, le vendredi 19 juin, l'arrestation récente en Cisjordanie de plusieurs membres d'un réseau terroriste affilié au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et responsable, entre autres attentats, de l'assassinat, le 2 mars 1986, du maire de Naplouse, M. Zafer Al Masri.

Au cours d'une conférence de presse, le général Adam Mitzna, commandant de la région centre, a attribué à ce réseau la responsabilité de trois meurtres — ceux de M. Masri, d'un civil et d'un garde-frontière israéliens — d'une tentative de meurtre contre le maire arabe de Jenine en mai dernier et de deux autres attaques contre des civils.

Selon le général Mitzna, ce réseau était l'un des plus dangereux ayant opéré en Cisjordanie ces dernières années. Ses membres, tous résidents de la région de Naplouse, « étaient hautement professionnels, très motivés idéologiquement et entièrement voués à leur mission ». Ils exécutaient les ordres donnés par le QG du FPLP à Damas. L'un d'eux avait suivi un entraînement dans une base palestinienne proche de la capitale syrienne.

Héritier du plus puissant clan de Naplouse, ville dont il présidait la chambre de commerce, M. Masri était l'archétype d'une nouvelle génération de Palestiniens, pragmatiques et incides. Fort du soutien de la grande majorité des habitants de Naplouse et de l'accord tacite de M. Arafat, il avait accepté par réalisme, en novembre 1985, de remplacer à la mairie un fonctionnaire israélien. Il exerça ses fonctions pendant deux mois avant d'être assassiné dans la rue à l'âge de quarante ans, le 2 mars 1986, de trois balles dans le dos.

Le FPLP de M. George Habache avait aussitôt revendiqué l'assassinat en affirmant avoir réservé à M. Masri le sort de « quiconque devient un partenaire de la conspiration jordanienne-sioniste visant à créer une alternative à l'OLP dans les territoires occupés ». Il y a quelques semaines, le général Sneh, chef de l'administration « civile » en Cisjordanie, nous avait confirmé que les pistes des enquêteurs conduisaient au FPLP. La disparition de M. Masri avait provoqué un choc en Cisjordanie. L'OLP avait condamné le meurtre et transformé les obsèques du maire en une manifestation de nationalisme. Reste à savoir si la campagne de M. Arafat régira à l'arrestation des assassins maintenant que l'organisation, qui avait commandité l'attentat, a officiellement réintégré le giron de l'OLP.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Le Monde sur minitel

IMMOBILIER

Pour trouver un logement
30 000 affaires Paris-Provence. Garantie FNAIM.
36.15 TAPÉZ LEMONDE

A l'Assemblée nationale

Le projet du gouvernement sur le financement de la Sécurité sociale repoussé... par erreur !

Alors, au perchoir du Palais-Bourbon, le président de séance, le député socialiste de la Somme, M. Jacques Fleury, écarquille les yeux. Il hésite, ne reprend. Mais les chiffres sont les chiffres. Les mots fatidiques sortent enfin de sa bouche : « L'Assemblée nationale n'a pas adopté... » A 1 h 30, le samedi 20 juin, le projet de loi de MM. Philippe Séguin et Alain Juppé sur le financement de la Sécurité sociale n'a été approuvé que par 283 députés (RPR et UDF), alors que 284 (PS, PC, FN) votaient contre. Deux voix ont manqué et le projet gouvernemental a été repoussé.

La majorité, pourtant, ne s'est pas divisée. Malgré quelques états d'âme, tous ses membres étaient décidés à apporter leur soutien au nouveau plan de sauvetage de la Sécurité sociale. Malheureusement pour elle, une fois encore, elle était physiquement minoritaire dans l'hémicycle : huit élus RPR et UDF devaient faire face à trois du PS, quatre du PC et trois du FN. Le gouvernement, une fois de plus, devait demander un scrutin public. Les quelques députés courageux en étaient réduits à tourner les talons et à se retirer. La fatigue

aidant, M. Robert André Vivien, qui opérait dans ce secteur-là, oubliant les députés de quatre de ses amis qui avaient voté contre le Front national et ceux-ci furent comptés non votants. Un de ses amis, lui, se trompa complètement de touche et fit voter « contre » deux autres membres du RPR. Sur les bancs UDF, deux « clés » furent aussi oubliées.

Un vote est un vote, et il est impossible de revenir dessus. Pourtant les autres articles du projet avaient été, eux, adoptés, grâce à la non-participation pour trois d'entre eux des députés du PS et pour l'absence de ceux du PC. Prévenu de ces intentions, M. Alain Juppé avait pu se contenter de laisser voter à main levée.

Le gouvernement va devoir maintenant jouer avec la procédure pour rattraper cette lézarde. Le texte va être envoyé au Sénat. Quand celui-ci l'aura voté, une commission mixte paritaire pourra être réunie, puis le projet revendra en deuxième lecture devant l'Assemblée nationale, qui pourra alors corriger son erreur.

La majorité sénatoriale est, toutefois, privée de la seule arme dont elle dispose pour faire face à une éventuelle opération d'obstruction forte de la gauche : la question préalable. Car, alors repoussé par les deux Chambres, le projet serait enterré. La tentation peut être

grande pour les socialistes et les communistes.

La fureur de M. Séguin était d'autant plus grande que, grâce au secours du Front national, la proposition de M. d'Ornano sur le contrôle par le Parlement des finances de la Sécurité sociale, que le ministre des affaires sociales n'apprécie que fort modérément, fut, elle, votée sans difficulté. Mis largement à contribution, tout au long de cette session, pour faire adopter des projets difficiles, M. Séguin a eu, chaque fois, la tâche compliquée par l'absentéisme chronique de ses amis. On l'aurait au charbon, mais on ne descend que fort peu avec lui dans la mine. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, cette nuit, sa colère était d'autant plus forte qu'elle n'était pas. Mais M. Pierre Messmer, le président du groupe RPR, peut s'attendre à une sévère volée de bois vert. D'autant que M. Séguin n'a pas oublié les leçons abondamment distillées par grand ancien sur « ces jeunes ministres qui manquent d'expérience... » « Nous quand nous étions députés nous étions présents dans l'hémicycle », faisait remarquer avec une amertume douloureuse l'homme auquel ses amis venaient de faire subir un nouveau camouflet dont il se serait bien passé.

Th. B.

Un sujet de consensus

L'incident ne doit pas faire oublier la qualité du débat qui l'a précédé. Sa première leçon est une confirmation : il faut ranger la Sécurité sociale parmi les sujets de consensus politiques. Seul le Front national a contesté le système de protection sociale hérité de la Libération.

Mais si M. Séguin n'a cessé de répéter que le mécanisme mis au point il y a quarante ans devait rester fidèle à l'esprit de ses origines, certains de ses alliés n'ont pas caché leurs désirs d'évolutions substantielles. C'est le cas de M. Edmond Alphandéry (UDF, Maine-et-Loire), qui demandait au gouvernement de ne pas toucher « aux dogmes » et « aux tabous ». Ce fut aussi celui de M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) qui distinguait ce qui relève de la « solidarité », donc de l'Etat, et ce qui relève de l'assurance, donc de la responsabilité des partenaires sociaux. M. Jean Bonhomme (RPR, Tarn-et-Garonne) s'est plaint, pour sa part, d'abus « camouflés sous le droit à la santé », et a critiqué « une médecine à la fois de technique et de bon sens, et plus en plus, se prive de bon sens ».

Cela a aidé la gauche à craquer des années-pensées dans la majorité. « Par votre casus-trisme qui veut faire croire que la Sécurité sociale est une dette, une dette à la fois sociale et technique », a dit M. Charles Plass (PS, Tarn) à M. Séguin, vous voulez préparer les Français à une diminution de leur protection sociale. M. André Belon (PS, Alpes-de-Haute-Provence) a ajouté : « Vous diminuez des dépenses, vous accroissez les charges au bénéfice des professions de santé, et aujourd'hui vous voulez augmenter les cotisations. » Dans la même ligne, M. Georges Hugué (PC, Nord) a en pré à un dispositif inégalitaire qui rattrape plus les salaires que les autres revenus, alors que la droite a déjà fait des cadeaux fiscaux au capital.

Pour le monter au fillet, M. Séguin n'attendait pas autre chose. Trouver quelques recettes supplémentaires ne peut suffire à résoudre les difficultés de la Sécurité sociale, affirmait-il, car « si l'on ne fait pas pour les Français, il ne faut pas leur cacher la vérité ». Or améliorer la gestion de la Sécurité sociale ne peut suffire, à ce que disent les socialistes... et quelques membres de la majorité.

Th. B.

La réunion du comité central du RPR. M. Jacques Chirac, devant le comité central du RPR, réuni le vendredi 19 juin à Paris, a souligné « l'action de redressement économique engagée par le gouvernement » et demandé à ses amis d'avoir des raisons d'optimisme pour conduire la France à la victoire. M. Jacques Toubon a appelé « au rassemblement autour de l'idée de 1982 ». Pour lui, « la majorité est toujours la majorité ». Le secrétaire général du RPR a évoqué les soixante-huit élections partielles qui se sont déroulées depuis le 18 mars 1986 pour montrer la « formidable stabilité » du corps électoral, puisque, selon lui, l'opposition demeure à 44,5 % et la majorité à 54,5 %.

Un « accident » fâcheux

A u-delà de cet « accident » qui devait arriver un jour ou l'autre, l'absentéisme était ce qui, selon l'expression démodée, de M. Séguin, le gouvernement est appelé à un constat machinistique qu'il avait tendance à oublier : sa majorité au Palais Bourbon est fort étroite et ne peut se permettre la moindre défaillance. Et pour éviter ce genre de « farce », il aurait besoin, pour sa part, de l'appui de groupes politiques sérieusement structurés et fortement organisés. Or ce n'est le cas ni l'UDF ni le RPR.

Cet autre constat n'est pas nouveau. Les élus de droite sont réduits à toute discipline. Mais depuis longtemps le mauvais fonctionnement — pour ne pas dire la non-fonctionnement — du groupe chrétien de l'Assemblée nationale est contesté par ceux-là mêmes des siens qui font compris que les méthodes socialistes à l'échelle du gaullisme triomphant ne le sont plus dorénavant. Ces députés avaient espéré que le remplacement à la présidence du groupe, en mars 1986, de M. Claude Labbé par M. Pierre Messmer allait arranger les choses. Apparemment, il n'en a rien été.

L'« accident » de la nuit dernière va fournir, en outre, de nouveaux arguments à tous ceux qui réclament une sérieuse remise en ordre. D'autant que, par ses remontrances aux jeunes ministres faites au nom de son expérience personnelle, M. Messmer ne s'est pas fait que des amis. La génération de l'après 1974, qui continue à tenir les rênes du groupe, va avoir plus de mal à maintenir son autorité.

En vérité, ce vote anecdotique ne pouvait survenir à un plus mauvais moment pour le gouvernement. Son effet n'est guère heureux, à l'instar même où le premier ministre s'efforce de redonner une image d'homme d'autorité et de décision qui réussit à faire marcher une majorité aux tendances centrifuges.

Pour le ministre des affaires sociales, l'impact est encore plus malheureux, car il peut contribuer à faire passer au second plan ce qui pour lui, était l'enjeu principal du débat qu'il a engagé sur la Sécurité sociale.

M. Séguin cherche avant tout à détenir l'image de bon gestionnaire du système de protection sociale que M. Pierre Bérégovoy a réussi à se donner. Car pour justifier l'appel de fonds qu'il lance pour la Sécurité sociale, et son souhait de mise à plat de son dossier qu'il présente comme catastrophique, il lui faut d'abord démontrer que l'équilibre des comptes, à la fin du gouvernement socialiste, n'était qu'apparence trompeuse. Pour l'aider à apporter cette preuve, il compte sur les partenaires sociaux. C'est le résultat « politique » qu'il attend des deux généraux et le débat à l'Assemblée nationale devait servir à amorcer sa pompe. Le fait, fortuit, de son texte risqué de faire oublier les arguments qu'il a développés alors même que l'initiative de M. Michel d'Ornano avait sérieusement biaisé le plan du ministre des affaires sociales.

Après avoir failli faire capoter la tenue même des états généraux,

celle-ci a entraîné la discussion sur un thème non souhaité par M. Séguin : celui des rapports entre gouvernement et Parlement. Et alors qu'il voulait laisser émerger un débat sur les responsabilités et des organisations syndicales dans la gestion du système de protection sociale l'ancien ministre gaullien — même si c'est contre ses vœux — a semblé montrer que le choix de la majorité était déjà fait, puisqu'il justifie le pouvoir de contrôle qu'il demande pour le Parlement par le rôle réel que joue le gouvernement.

Ses amis et ses alliés ont ainsi compliqué la tâche, déjà bien ardue, du ministre des affaires sociales.

THIERRY BRÉHIER.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

UNIVERSITAIRE, juriste et homme politique connu, Léo Hamon a utilisé sa double expérience pour étudier le contrôle de la constitutionnalité des lois. Sous le titre des *Juges de la loi*, il rappelle comment l'idée de ce contrôle est apparue dans le cheminement vers la démocratie de la société française. L'ouvrage, par Stéphane, réunit — mais pas vraiment respectée — sous le Premier et le Second Empire, elle ne parvient pas à s'imposer spontanément dans notre pays, comme elle le fit aux Etats-Unis dès le début du système fédéral, et pas davantage après la seconde guerre mondiale, à la différence de plusieurs pays européens.

La raison en est que la prépondérance parlementaire ne s'est pas accommodée, chez nous, d'une quelconque mise sous surveillance. « Ce principe du Parlement — tous ceux qui ont étudié notre histoire l'ont constaté — marque, note l'auteur, le vision des partis de gauche, et pas seulement de ceux de droite, mais de ceux qui ont été les artisans les plus actifs de la république [...]. Cette conception a dominé jusqu'à l'avènement de la 1^{re} République. »

Après avoir rappelé, dans la perspective de son étude, les débats constitutionnels de la 1^{re} République, auxquels il a participé, — Léo Hamon en vient à la création du Conseil constitutionnel, véritable objet de son propos qui est, précise-t-il dans le sous-titre de son ouvrage, de montrer combien cette haute juridiction a donné naissance à un contre-pouvoir.

L'auteur décrit dans le détail ce qu'il appelle « la première naissance » du Conseil, en 1958, avant de mener sa seconde naissance — qui s'accomplit, selon lui, en deux temps et en procédant de deux initiatives.

La première, d'ordre juridique, est la décision du 16 juillet 1971 par laquelle le Conseil déclare non conforme à la Constitution une loi touchant à la liberté d'association. La haute juridiction affirmait ainsi, solennellement, son nom de la défense des libertés

fondamentales, son rôle de contre-pouvoir.

L'autre initiative consistait, sur la proposition de M. Giscard d'Estaing, alors président de la République, à étendre le droit de saisine du Conseil aux membres des deux assemblées. Elle connaît — et connaît encore — le plus grand succès.

Les juges de la loi

L'auteur se réfère souvent aux jugements portés par d'éminents juristes mais, au fil de son analyse, il nous livre les siens, sous lesquels perçent la politique. Ainsi, écrit-il, entre « une société devenue centrifuge » et un Parlement soumis « aux tentations centrifuges d'une alternance des extrêmes », le Conseil constitutionnel apparaît comme « un réducteur d'incertitudes » en matière de législation ou, encore, comme « un amortisseur de l'alternance ». En effet, « il marque le poids du centre contre l'embellissement des extrêmes, la résistance de la société à une politisation excessive ». La mode de désignation de ses membres lui semble le pire... à l'exception de tous les autres.

Le gaullisme resurgit pour conclure que si le contrôle de constitutionnalité des lois s'est imposé aux dépens de la souveraineté parlementaire, c'est parce qu'il correspondait avec d'autres évolutions, telle l'affirmation « du rôle véritable du chef de l'Etat », une conception des rapports de la politique et de la société, « une certaine idée de la république », en somme.

En Polynésie française

Jeu de massacre à la tahitienne

PAPEETE de notre envoyé spécial

La scène politique polynésienne est devenue un vrai jeu de massacre mais la cible principale est toujours la même : M. Gaston Flosse. Bien qu'il ait renoncé, le 7 février, sous la pression conjuguée de ses adversaires locaux (qui l'accusent d'affaires, d'ingérence et de corruption), des organisations syndicales (qui s'opposent à son ultra-libéralisme) et de M. Jacques Chirac (qui le considère pourtant comme « un frère »), le secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud demeure en permanence sur la sellette.

On ne compte plus les plaintes portées contre lui, à propos de tout et de rien, tant par les partis d'extrême gauche que par ses anciens alliés, qui ont désormais juré sa perte. La dernière en date a été déposée, justement, comme dix-huit des précédentes, par M. Eulogie Brau-Ortega, dit Quito, un séduisant homme d'affaires qui vient de créer sa propre formation et même contre M. Flosse — son ancien instituteur — une guerre totale depuis que le parti de ce dernier, le Tahora Huiatira — le Rassemblement du peuple, — majoritaire à l'assemblée territoriale, a officiellement recommandé à ses membres, il y a deux ans, de le « démolir » en l'attaquant jusque dans ses affaires.

Le prétexte de cette dernière plainte est la construction d'une bretelle routière réalisée avec l'argent du territoire, afin de desservir une propriété de 4,5 hectares achetée par la famille de M. Flosse sur les hauteurs d'Arae, près de Papeete. Une fois de plus M. Brau-Ortega accuse M. Flosse de trafic d'influence.

Coincidance ou précaution ? Toujours est-il que M. Flosse vient de se faire nommer à la présidence de la société — la SETIL — chargée de gérer ce chantier. Il explique que son objectif est de le dynamiser au bénéfice de l'habitat social.

Les délateurs sont légion. Ici, c'est un conseiller du gouvernement territorial en exercice qui tient, à condition de conserver l'anonymat, à attirer l'attention sur des faits troublants : « Je sais de quoi je parle puisque moi-même, dans mon ancien emploi de fonctionnaire, j'ai dû subir pendant longtemps, de la part de gens comme lui, près d'une tentative de corruption par semaine... Lui, M. Flosse, il n'a pas eu les mêmes scrupules. »

Là, c'est un syndicaliste très influent, M. Hiro Tefarere, secrétaire général de l'Ada 1 Mus, policier de son état, qui raconte, le 5 juin, au cours d'une conférence de presse, comment M. Flosse a essayé — assure-t-il — de l'« acheter » au moment des grèves de l'hiver dernier : « Il a d'abord essayé le bâton en demandant ma révocation, puis il a essayé la carotte en me disant : « Si tu viens travailler pour moi tu gagnes le double de ce que tu gagnes aujourd'hui ». Il m'a fixé trois rendez-vous et je n'y suis pas allé... »

M. Flosse n'a pas, toutefois, l'exclusivité de ces assauts. L'affaire qui défraye actuellement la chronique concerne le président de la chambre de commerce et d'industrie de Papeete, M. Charles Porot, qui a été inculpé de détournement de fonds publics, faux en écritures privées ou de commerce et placé sous contrôle judiciaire à la suite d'une plainte contre X déposée également par M. Brau-Ortega, en 1985.

Le successeur de M. Flosse à la présidence du gouvernement territorial, M. Jacques Teuira, est lui-même visé par une plainte qui l'accuse, lui aussi, de détournement de fonds.

« Le SIDA moral »

Les dirigeants de l'opposition locale s'en donnent évidemment à cœur joie. Le principal compère de M. Brau-Ortega, M. Emile Ver-naudon, conseiller territorial, maire de Mahina, bouillant président du AIA Api, dénonçait, le 9 mai, devant le congrès de son parti, « le SIDA moral qui atteint les élus de la majorité : à force de vivre au milieu de cette gangrène on finit par s'habituer à son odeur nauséabonde et c'est ce qui est grave, car le mal prend alors sa propre vie sans qu'on y prenne garde, et il devient vite incurable ». M. Ver-naudon ajoutait : « Il n'est évidemment pas question que Flosse revienne au pouvoir : les Polynésiens n'en veulent plus ce serait assombrir la révolution. »

MM. Brau-Ortega et Ver-naudon sont conscients que leur travail de sapes de la majorité territoriale par un juriste incriminé, M. Henri Renaud de La Faverie, qui avait présidé le tribunal de première instance de Papeete avant de devenir le directeur de cabinet de M. Flosse, puis de régler des comptes personnels avec celui-ci en passant à l'ennemi avec

armes et « munitions », ce qui lui a valu d'être exclu du RPR.

Ces polémiques à répétition commencent toutefois à laisser indifférents la plupart des Polynésiens, comme si les excentricités en tout genre étaient devenues dans ce territoire trop banales pour ému.

Un partisan de M. Flosse, M. Lucas Pacamara, maire des Gambier, résumait un sentiment très répandu en écrivant, en décembre dernier, à M. Ver-naudon : « Si Gaston Flosse vous a battu au Monopoly c'est qu'il est plus malin que vous... »

M. Flosse, lui, fait mine d'ignorer ses détracteurs. Il mise sur son charisme et sur son savoir-faire clientéliste pour conserver les positions électorales qui lui ont donné en Polynésie un pouvoir absolu grâce à un découpage privilégiant les archipels éloignés par rapport à Tahiti. Il espère aussi tirer un profit politique personnel de l'efficacité travail de relations publiques et de promotion de l'image de la France qu'il effectue, dans sa mission de secrétaire d'Etat, auprès de tous les pays de la zone.

Mais l'assurance personnelle de M. Flosse n'empêche pas son parti de connaître des tiraillements internes : « C'est vrai, nous avons eu tort de nous en remettre à un seul homme parce qu'il avait bien mené notre barque jusque là, admet M. Henri Marera, maire de Rangiroa, doyen des conseillers territoriaux du Tahora Huiatira. Il a eu la tête un peu gonflée mais maintenant il a tendance à revenir à la normale et nous allons tout faire pour regagner la confiance des gens. » Cet élu des Tuamotu insiste, toutefois, sur la nécessité d'une trêve politique : « L'opposition doit être bien considérée. Là aussi le gouvernement territorial a fait des erreurs. Il faut pratiquer une politique d'ouverture pour le bien commun. »

L'ouverture ? Le nouveau chef de l'exécutif local, M. Jacques Teuira, s'y emploie discrètement, avec la bénédiction du haut-commissaire de la République, M. Pierre Angeli. Il a déjeuné chez M. Ver-naudon, rencontré le maire de Papeete, M. Jean Juvenin, leader du Hère AIA. Mais jusqu'à présent ces contacts ne débouchent sur aucun changement de majorité ni de politique. Aux yeux de l'opposition, M. Teuira demeure l'homme lige de M. Flosse tant qu'il n'ose pas prendre son autonomie vis-à-vis de celui-ci.

Une régionalisation ?

C'est surtout M. Chirac qui risque, au niveau national, de faire le frais de cette situation. Les chefs de file de cette opposition polynésienne ont déjà dit qu'ils soutiendraient de préférence M. François Mitterrand ou M. Raymond Barre plutôt que M. Chirac à l'élection présidentielle : « Il nous est impossible de voter Jacques Chirac puisque voter Chirac c'est voter pour son « frère » Gaston Flosse », affirme M. Ver-naudon. Une défaite de M. Chirac pourrait, en outre, provoquer l'éclosion du Tahora Huiatira.

Le malaise qui règne ainsi en Polynésie met également en cause le fonctionnement du statut d'autonomie interne entré en vigueur en 1984, avec la bénédiction des socialistes. L'expérience de la concentration des pouvoirs entre les mains de M. Flosse et les effets pervers qu'elle a provoqués, conduisent l'opposition locale à préconiser un réajustement du partage de ces pouvoirs, au moment même où les dirigeants de la majorité territoriale pressent, au contraire, le gouvernement central d'élargir encore davantage les compétences du territoire, en particulier dans le domaine économique. Tel était d'ailleurs l'objet de la réunion du comité Etat-territoire qui a eu lieu jeudi 18 et vendredi 19 à Paris.

Alors que M. Flosse se réfère personnellement au « modèle » des Iles Cook, proche du concept de l'indépendance-association, ses principaux adversaires centristes, MM. Brau-Ortega et Ver-naudon, trouvent un autre modèle... en Nouvelle-Calédonie. Ils plaident, en effet, pour l'instauration en Polynésie d'une régionalisation qui créerait dans chacun des archipels un conseil de région doté d'un pouvoir réel en matière de développement économique et social.

Le délégué du gouvernement, M. Angeli, homme d'expérience, n'apparaît pas insensible à cette perspective dans la mesure où une telle réforme institutionnelle réduirait l'emprise du détenteur du pouvoir exécutif territorial, donc les risques de dérive, et pourrait rendre pleinement à l'Etat le rôle d'arbitre qu'il a parfois donné l'impression d'abandonner, au profit d'un mouvement indépendantiste à l'effrit. Car la première conséquence de la foire d'empoigne actuelle, et non la moindre, est d'avoir jeté au discrédit considérable sur l'Etat et altéré l'image de la mère patrie aux yeux de beaucoup de Polynésiens.

ALAIN ROLLAT.

Société

Le rapport de la commission d'enquête du Sénat sur les manifestations étudiantes

La communication gouvernementale mise en cause

Cinq cents pages : le rapport fait par M. Paul Masson, sénateur RPR du Loiret, au nom de la commission d'enquête chargée de recueillir des éléments d'information sur la préparation, l'organisation, le déroulement et la présentation des événements de novembre et décembre 1986, est certes volumineux... mais il pourrait faire aussi un excellent best-seller. Il sera d'ailleurs prochainement publié par Hachette.

Au risque de décevoir ceux qui s'attendaient à une défense et illustration du gouvernement par des parlementaires de sa majorité et à un procès en règle de la presse, la commission tire « un bilan globalement positif » malgré des « déviations localisées » du rôle des médias et souligne les défaillances du gouvernement. Quant à la police, « bon émissaire » pour d'autres, elle a, écrit M. Masson, « préservé l'esprit de la mission du service public à la seule disposition de l'ordre républicain ».

Un « Terrain miné » : un « Projet orphelin », ainsi intitulés, les deux premiers chapitres du rapport de la commission d'enquête sénatoriale fixent le cadre à partir duquel le mouvement de contestation du projet de loi Devaquet s'est développé. Cette démarche s'explique d'autant mieux que le rapporteur, M. Masson, reconnaît que les défilés de novembre et décembre 1986 « n'ont pas d'équivalent dans notre histoire ». Situant « le centre de gravité de la contestation » à la « charnière » entre les cycles secondaire et universitaire, il souligne la « large sympathie » dont le mouvement a bénéficié dans l'opinion alors que le gouvernement apparaissait déraisonnablement « entêté ».

Tentative d'explication psychologique : pour outrancier qu'il ait été la propagande contre le projet de réforme universitaire, son contenu a été accepté dans la mesure où le terrain était « favorable », affirme le rapporteur qui assimile le mouvement de contestation à « un important rassemblement de consommateurs d'écoles ».

Sur ce point, « la nature de la tension interne au lycée et au premier cycle de l'enseignement supé-

rieur » apparaît claire à ses yeux : « Une demande d'éducation accrue, fondée sur la crainte du chômage et le désir de promotion rencontre la réalité d'un système d'enseignement dominé par l'orientation négative et la réjection d'une partie des jeunes vers des voies offrant des perspectives limitées. »

Cet état de fait ne pouvait que donner du crédit « aux bruits alarmistes abondamment répandus contre le projet Devaquet », ajoute-t-il.

Sans contester, bien au contraire, la nécessité d'une réforme, M. Masson observe que son élaboration a certes donné lieu à des consultations mais sans concertation et que cela a constitué un « lourd handicap », d'autant que les arbitrages difficiles entre les vues « relativement divergentes » de M. Devaquet et de M. Durand, conseiller du premier ministre chargé de l'enseignement, ont abouti à des formules « quelquefois ambiguës ». L'analyse du projet lui-même, permit ensuite à M. Masson de souligner combien l'ampleur du mouvement d'hostilité, n'a pu s'expliquer que par une « présentation erronée » qui en a été faite aux lycéens et aux étudiants, que ce soit au cours de réunions ou par voie de tracts.

M. Masson n'incrimine pas la presse dans ces « défaillances », mais bien le gouvernement et surtout la manière dont le texte a été rendu public qui ne remplissait aucun des trois objectifs qui font l'efficacité d'une communication gouvernementale : la volonté du gouvernement n'a pas été « nettement affirmée », son message n'a été « ni simple ni complet » et l'intérêt de la réforme n'a pas été suffisamment perçu pendant les événements, cette communication a, en outre, eu le défaut de prêter « un caractère uniquement défensif ».

Le « succès total » de la contestation s'explique par l'organisation du mouvement en « techniques d'actions qui ont parfaitement fonctionné », note M. Masson. Quant aux médias, il observe la montée en puissance des événements dans l'actualité, un intérêt croissant du public pour un « feuilleton », somme toute « populaire ». Un petit coup de patte est donné à la télévision : pas de spécialiste de l'éducation à TF 1 un des deux d'Antenne 2 en congé de longue durée. Force est de constater que face à des « personnalités très médiatiques » comme Philippe Durrin et Isabelle Thomas, les ministres sont restés sur la « défensive », les participants du

projet « bien silencieux » et les non grévistes plutôt oubliés.

C'est ensuite en détail que le rapport consigne les événements survenus entre les 27 novembre et le 4 décembre, dates des deux grandes manifestations. Pour la seconde, M. Masson évoque les aides financières apportées par des municipalités de gauche aux manifestants.

Double méprise

Le rapporteur ne tranche pas l'une des questions posées par la radicalisation de l'opposition au projet Devaquet. L'attitude de l'UNEF-ID est-elle un leurre à l'usage du gouvernement ou bien l'expression d'une volonté sincère d'examiner les ouvertures multiples par le gouvernement, à commencer par le premier ministre, dès le 28 novembre ? Il n'empêche que d'assemblée générale en assemblée générale, la « stratégie extrême » l'emporte et la Coordination nationale des étudiants et lycéens n'a d'autre finalité que d'aboutir au « retrait préalable et total » du projet de loi.

Quant à l'échec de la négociation organisée au soir du 4 décembre entre M. René Monory et une délégation de la Coordination nationale,

le rapporteur l'explique par une double méprise : « un gouvernement qui croit pouvoir négocier alors que la négociation est exclue par ses interlocuteurs, les « politiques » de l'UNEF-ID qui croient encore diriger le mouvement alors que celui-ci leur échappe ».

Se penchant sur le déroulement de la manifestation du 4 décembre, le rapporteur relève que « la recherche de la vérité est particulièrement difficile ». Pourtant quelques faits s'imposent : la coopération entre les organisateurs et les forces de l'ordre a été patente, ainsi que les « tentatives répétées et courageuses » du service d'ordre étudiant pour s'interposer entre les provocateurs et les sautes du maintien de l'ordre ; l'agression « incontestable, préméditée, dangereuse... et réussie » contre les forces de l'ordre. Un point reste non tranché : « La commission, indique le rapport, ne peut ni confirmer ni exclure la réalité des tirs tendus ».

Tous les événements du 5 décembre s'effacent devant le drame de la rue Monsieur-le-Prince : en effet, la mort de Malik Oussekine a tout fait « basculer » relève le rapporteur. La commission s'est gardée d'enquêter sur les circonstances de ce décès, en raison des poursuites judiciaires engagées.

Quant à la soirée du lendemain, celle où des « casseurs » sont intervenus au quartier Latin, la commission se montre très prudente.

Les enseignements à tirer

Dans un ultime chapitre, la commission tire des enseignements de son enquête. Elle préconise une adaptation des processus de décision en insistant sur la nécessité du dialogue et insiste sur le besoin d'une meilleure préparation des débats parlementaires : « Légiférer rapidement pour ne pas être dans la précipitation, sur les sujets dits « de société » n'est pas de bonne méthode. » La commission souhaite aussi que soient revus les problèmes du maintien de l'ordre, notamment ceux liés aux interpellations. Elle note aussi les défaillances des renseignements généraux. Quant aux techniques utilisées lors des manifestations, elle insiste sur un impératif : éviter le contact physique.

Faut-il en outre aménager le droit des manifestations ? A tout le moins, la commission souhaite des décisions concertées, en particulier la mise en point d'une méthode de comptage des manifestants ainsi qu'une publicité faite aux techniques de sommation, afin que les manifestants ne soient pas tenus dans la méconnaissance de ce système.

Que le mariage entre le pouvoir et les médias soit difficile, la commission le reconnaît, mais elle ne met pas la balle du côté de la presse. Critique à l'égard des insuffisances « constantes, périodiquement soulignées depuis quelques années » de la communication gouvernementale, la commission souligne que l'information soit globale, étalée dans le temps, immédiatement disponible, adaptée aux nouvelles techniques. Elle constate que les journalistes « maîtrisent mal les contraintes de l'ordre public » et souhaite donc que leur travail soit facilité, notamment par une publicité donnée aux grandes lignes des préparatifs de manifestation.

L'exploitation exclusive de certaines images assorties d'un commentaire approprié, peut imposer la mémoire collective, note enfin M. Masson qui souhaite que les sources de référence soient diversifiées, la concurrence entre les images étant à ses yeux, la meilleure réponse possible qui puisse être donnée pour « l'expression de la vérité ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

Mais d'où venaient les provocations ?

A moins d'imaginer qu'une manifestation de rue ne rassemble toujours que de gentils jeunes gens, il était dans l'ordre des choses qu'un cortège entraîne plusieurs dizaines de milliers de personnes puisées charrier en son sein — comme le diant, en un langage inhabituel au Palais du Luxembourg, les rédacteurs du rapport — quelques individus décidés à « cogner sur les flics » ou à « aller au beston ». Aussi plusieurs chapitres du rapport sénatorial sont-ils consacrés à l'analyse des épisodes qui ont vu opérer les « casseurs », notamment à l'issue de la manifestation du 4 décembre sur la place des Invalides, où les affrontements firent plusieurs blessés.

Les sénateurs ont cherché à en établir minutieusement la chronologie. La démonstration se veut complète avec le détail des projectiles lancés, contre les forces de

l'ordre, le compte rendu des échanges radio qui accompagnent la progression des événements, la description de la collaboration parfaite entre le service d'ordre étudiant et le service d'ordre policier qui tentent d'amener à la raison quelques centaines d'« incontréniés ». Conclusion : ce sont les forces de l'ordre qui ont eu à subir les premières agressions, et la thèse de la provocation policière ne résiste pas à l'examen.

Pour être nette et apparemment fondée, cette conclusion laisse pourtant subsister une pointe de déception. Si les sénateurs, comme tous les observateurs présents, ont pu en effet constater l'intervention de quelques dizaines de « provocateurs » à l'origine des premiers incidents — ils agissaient d'autant plus efficacement qu'ils le faisaient à l'abri d'une foule dont la densité autant que la jeunesse

interdisaient aux forces de l'ordre, sous peine de graves conséquences, de charger pour se dégager, — la commission d'enquête n'a pas réussi à désigner avec précision ces « tribulations » qui ont entraîné derrière eux plusieurs milliers de jeunes. « Qu'écrira, sinon qu'il est décidément difficile de se prononcer avec certitude » est-il affirmé dans le rapport. Mais quelques autres lignes, moins rigoureuses, démentent aussitôt cette prudence et montrent que les soupçons du rapporteur se portaient volontiers sur... les organisations d'extrême gauche.

Lors des manifestations suivantes, les contraintes subies le 4 décembre n'étaient plus les mêmes. Cette fois, ni l'importance des cortèges ni la possibilité pour les « casseurs » de s'y protéger ne s'opposaient aux interventions policières. Et pourtant des provocateurs sont revenus à la charge.

D'autant plus regrettable est l'attitude de la commission qui n'a pas cherché à expliquer avec la même minutie que dans l'exemple précédent la quasi-impunité avec laquelle ont pu opérer les « incontréniés ».

La mort de Malik Oussekine a certes conduit les responsables de la police à y regarder à deux fois avant d'engager leurs troupes. Mais elle n'explique pas tout : ni, ce soir tragique, la passivité des unités attendant sans ordres que se forment les conditions qui allaient conduire à l'intervention du peloton-volontaire motocycliste ; ni, le lendemain, ces CRS dispersant mollement quelques poignées d'indisciplinés ; ni ces voitures trop facilement retournées et brûlées, ni... ce ministre de l'Intérieur agitant au petit jour le spectre du désordre généralisé.

GEORGES MARION.

1re QUINZAINES COMMERCIALE RENAULT

DU JEUDI 18 JUIN AU JEUDI 2 JUILLET

RENAULT 5 FIVE COACH 564^F par mois	RENAULT 11 TC COACH 750^F par mois	RENAULT 21 TL 916^F par mois	RENAULT 25 TS 1171^F par mois
---	--	---	--

MODÈLE	RENAULT 5	RENAULT 11 TC	RENAULT 21 TL	RENAULT 25 TS
PREMIER DÉBIT	49000	59000	79000	99000
DEBIT DE CREDIT	4200	4800	6200	7800
1. Loyer mensuel	1200	1400	1800	2200
2. Loyers de	300	350	450	550
3. Loyers de	100	120	150	180
4. Loyers de	100	120	150	180
5. Loyers de	100	120	150	180
6. Loyers de	100	120	150	180
7. Loyers de	100	120	150	180
8. Loyers de	100	120	150	180
9. Loyers de	100	120	150	180
10. Loyers de	100	120	150	180

VENEZ, COMPAREZ, CALCULEZ.

Pour faire une bonne opération, il faut comparer et calculer. Sur l'ensemble de la gamme, RENAULT vous propose un bail avec option d'achat sur 60 mois. Offre valable jusqu'au 02/07/87 sous réserve d'acceptation du crédit par RENAULT Bail - S.A. au capital de 150 000 000 F - 51-53, Champs-Élysées - 75008 Paris. RCS Paris B 70202221.

RENAULT présente **elf**

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT, LES 15 JOURS LES MOINS CHERS DE L'ANNÉE

RENAULT DES VOITURES À VIVRE

Société

de l'hiver dernier

Un sérieux travail d'investigation mais une analyse contestable

Les principaux responsables étudiants ont immédiatement réagi au rapport de la commission d'enquête sénatoriale. Philippe Darriulat, président de l'UNEF-ID (Indépendant et démocratique), le qualifie de « rapport policier cherchant à dédouaner le gouvernement en faisant un procès politique au mouvement étudiant ». Pour David Aussouline, porte-parole de la coordination



évaluer l'état d'esprit qui était celui de la masse des étudiants en grève. S'il y a eu, et personne ne le nie, une volonté des groupes d'extrême gauche de peser le plus possible sur l'évolution des événements, la radicalisation progressive du mouvement a résulté tout autant, sinon plus, de la logique même, de la sensation quotidienne de sa force croissante et de la possibilité de faire rapidement

monter les échelles. Bref, à la fois d'une prise de conscience et d'une griserie collective. Mais au-delà de ce biais général dans l'analyse des sénateurs, ceux-ci ont réalisé un travail d'investigation souvent passionnant et sérieusement débroussaillé le terrain pour les historiens. Du côté des étudiants, le récit des hésitations — légitimes — de plusieurs responsables de l'UNEF-ID apporte des confirmations et quelques révélations. Ainsi l'entretien en tête à tête de M. Philippe Darriulat avec M. René Monory, le 1^{er} décembre, au cours duquel chacun s'efforce de sonder l'autre sans prendre aucun engagement. Ou encore la rencontre, le 3 décembre, entre M^{lle} Isabelle Thomas et M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, qui aboutit à la rédaction de sept amendements pouvant servir de base à un accord honorable. Enfin, le dimanche 7 décembre, la veille du retrait du projet Devaquet, le rendez-vous entre M^{lle} Isabelle Thomas et M. Jacques Toubon à nouveau, la responsabilité des étudiants plaidant vigoureusement pour le retrait du texte.

Mais côté gouvernemental, que d'écarts éblouissants ! On n'en retiendra qu'un : le récit de la rencontre, le 4 décembre au terme de la grande manifestation des Invalides, entre MM. Monory et Devaquet et une délégation d'étudiants et lycéens. Le manque de préparation de cette réunion est stupéfiant : les ministres ne semblent connaître ni la composition de la délégation ni la stratégie envisagée. Et M. Devaquet gardera au fond de sa serviette le texte des sept amendements transmis le matin même par M. Jacques Toubon. On ne saurait décrire plus précisément, et parfois cruellement, la part de responsabilité du gouvernement dans les carrouselles de ces quelques jours cruciales, du 2 au 4 décembre. Et l'on est très loin de la conspiration gauchiste !

GÉRARD COURTOIS.

Le procès de Klaus Barbie

Lectures cruelles sur la France vichyssoise

LYON

de notre envoyé spécial

Au terme de la sixième semaine du procès Barbie, quatorze avocats des parties civiles ont été entendus. Il reste à en écouter vingt-cinq, qui occuperont la semaine à venir. On ne sait ce qu'il faut le plus admirer de ces orateurs aux moyens inévitables divers, conscients d'être attelés à une tâche fastidieuse et répétitive avec des jurés astreints à l'attention mais en droit de penser, en leur for intérieur, qu'ils ont maintenant compris ce que l'on voulait leur faire comprendre. Les journalistes, eux, se sont faits rares. A ce stade de l'audience, le sensationnel ne sera sûrement pas au rendez-vous. En revanche, le public et, bien sûr, les parties civiles elles-mêmes, rattachées aux parents de victimes disparues, demeurent et écoutent.

Ceux qu'ils écoutaient vendredi 19 juin avaient à parler plus particulièrement de la rafle du 9 février 1943 à l'Union générale des israélites de France (UGIF), rue Sainte-Catherine à Lyon (étaient M^{me} Michel Zaoui, Sylvia Zimmermann, Alain Lévy et Didier Skornicki), et du professeur Marcel Gompel, juif et résistant dont M. André Frossard avait dit le 25 mai en termes émoionnants quel fut le martyre dans la « baraque aux juifs » de la prison Montluc (étaient M^{me} Alain Feder et Christian Charrère-Bourazel).

Le juif et l'héritage

Pour tous, il s'agissait, comme pour leurs prédécesseurs et comme, la semaine prochaine, pour leurs successeurs, de réfuter l'avance certaine des arguments de la défense de Klaus Barbie. Cette défense, pour l'affaire de l'UGIF, est fondée sur deux affirmations. D'une part, l'ancien SS affirme qu'il n'a jamais mis les pieds rue Sainte-Catherine le 9 février 1943. D'autre part, il assure avoir tout ignoré du sort promis aux juifs arrêtés et envoyés à Drancy pour être ensuite déportés à Auschwitz ou dans d'autres camps.

Sans croire que Klaus Barbie n'était pas présent, M^{me} Zaoui estime que la question n'est pas primordiale puisque en tout état de cause sa culpabilité est démontrée par deux rapports et un télégramme qu'il signe pour rendre compte de l'opération à ses supérieurs à Paris, ces documents faisant bien apparaître que la rafle fut le résultat d'une initiative locale prise à Lyon et non la conséquence d'un ordre reçu de Berlin ou de Paris.

Mais pour lui comme pour M^{me} Sylvia Zimmermann et Alain Lévy, l'évocation de la rafle de la rue Sainte-Catherine fut l'occasion de montrer quelle était alors la situation des juifs en France, déjà désespérée aux nazis par les lois prises dès octobre 1940 par le gouvernement de Vichy. « En les isolant, en décidant l'internement dans des camps des juifs étrangers sans ressources, l'assignation à résidence des autres, en les excluant de toutes les fonctions administratives, des profes-

sions libérales, du cinéma, du commerce et même de tout emploi supposant un contact avec le public, en leur imposant des papiers d'identité tamponnés du mot « juif », dit M^{me} Zaoui, on permettait aux Allemands de les recenser avec plus de facilité et de constituer le premier fichier mécanographique dans lequel il n'y avait plus qu'à puiser comme dans un vivier. »

C'est dans ce climat hostile, conscients du danger, qu'ils ont cherché à survivre, à s'organiser au sein de ces Unions générales des

Les lois antisémites de Vichy ont facilité la politique allemande du génocide et la presse française de la collaboration militait pour que « soit réglé le problème juif »

israélites de France effectivement créées par Vichy sur la demande de l'occupant mais qui, pour autant, cherchaient à assurer leur autonomie et à organiser en priorité le sauvetage des enfants. C'est donc à Lyon, que fut monté le guet-apens. M^{me} Zaoui a lu une réponse donnée par Barbie pendant l'instruction : « Lorsque quelque chose avait été fait, déclarait-il alors, c'était fait. Les exactions qui avaient pu être accomplies, je ne pouvais pas les remettre en cause, et les arrestations, il fallait bien les maintenir. »

Pouvait-il ignorer ce qui devait suivre ? M^{me} Zaoui et M^{me} Zimmermann ont donné leurs réponses. Le premier l'a concrétisée par une formule : « Qu'un nazi averti comme l'était Klaus Barbie puisse dire que les juifs ne l'intéressaient pas, c'est comme si un homme de l'inquisition avait pu dire que l'hérétique ne l'intéressait pas. »

Quant à M^{me} Sylvia Zimmermann, elle entreprit de montrer, texte à l'appui, que, bien avant la guerre, ce qui se passait en Allemagne au temps où Barbie était SS après avoir appartenu aux Jeunesses hitlériennes ne pouvait laisser aucun doute sur le sort réservé aux juifs. Déjà avaient été promulguées les lois dites de Nuremberg qui allaient jusqu'à interdire aux agriculteurs juifs le droit de conduire leurs vaches et leurs génisses à la saillie du taureau communal. Elle rappela aussi ce que fut la « Nuit de cristal » du 9 au 10 novembre 1938, « véritable pogrom soldé par des pillages, des incendies de magasins et de synagogues, de nombreux morts et 30 000 internements ». C'est encore des lois de Vichy « qui ont facilité la politique allemande du génocide » que devait parler M^{me} Alain Lévy, représentante M^{me} Gilberte Jacob, arrêtée rue Sainte-Catherine, déportée à Bergen-Belsen et qui, au moment de sa déposition, avait relevé toutes les horreurs et toutes les abominations éprouvées.

« C'est pourquoi, dit M^{me} Lévy, on est en droit de demander que ceux des Français qui ont collaboré à cette politique soient aussi poursuivis et condamnés pour crimes contre l'humanité. » Lui aussi il fut de lectures cruelles. Il cita ce qu'écrivait la presse fran-

çaise de la collaboration : « Le juif n'est pas un homme, c'est une bête puante. On se défend contre le mal, contre la mort, c'est donc que l'on doit se défendre contre le juif ». Et Robert Brasillach dans Je suis partout voulait lui aussi que « soit réglé le problème juif ».

L'antisémitisme français

Après que M^{me} Didier Skornicki eut particulièrement opposé celui qu'il représentait, M. Marcel

à plébiscité un gouvernement antisémite. Mais tout cela n'est pas arrivé par hasard. Depuis l'affaire Dreyfus il existait un antisémitisme français fondé sur la proclamation d'un peuple décidé. »

Il lut alors des textes de Maurice Barrès : « Que Dreyfus est capable de trahison, je le conclus de sa race ». Il cita Drumont, l'auteur de la France juive, pamphlet d'une violence extraordinaire : Léon Bloy, l'écrivain catholique qui, lui aussi, n'avait pas la plume légère « parce que, dit-il, il faut aller jusqu'au bout de ce que fut notre abaissement ». Il devait ajouter : « Ces hystéries ont une postérité. Certes, on ne s'avoue plus ouvertement antisémite mais on distribue et l'on affiche, pas très loin même de ce palais de justice, des tracts pour nier ce qui s'est passé. Et d'autres dénoncent les immigrés, veulent isoler les « sidiques ». Cela a le même visage et le même nom. Marcel Gompel, lui, représentait une autre tradition française, celle de la prééminence de l'esprit. »

C'est ce qu'avait montré M^{me} Alain Feder en évoquant le souvenir de « cet homme d'exception, humaniste et poète, ami d'Einstein, qui disait de lui : « Il est en France un des rares hommes capables de me comprendre ». Et M^{me} Feder n'avait pas manqué de rappeler qu'il fallut l'arrêt de la Cour de cassation du 20 décembre 1985 pour que la fille du professeur Gompel, revenue des camps, puisse, ici, faire revivre ce père chéri, car le juge d'instruction de Lyon puis la chambre d'accusation de cette ville, qui entendaient limiter la notion de crime contre l'humanité au seul génocide des juifs, avaient rejeté la constitution de partie civile de Nicole Gompel en disant qu'on ne pouvait savoir si Barbie, en arrêtant son père, avait arrêté un juif ou un résistant.

JEAN-MARC THÉOLLEVE.

Après les incidents au cours de la visite de M. Pasqua

Six nationalistes corses sont condamnés

AJACCIO de notre envoyée spéciale.

Il pleut sur la ville. En cercle autour du catafalque, place des Palmiers, le vendredi 19 juin à 15 heures, quelques centaines de personnes rendent hommage à la dépouille mortelle de Jean-Paul Lafay, assassiné mardi. L'Assemblée de Corse lui a décerné, à titre posthume, le titre de citoyen d'honneur.

Jean-Paul Lafay a, d'autre part, été cité à l'ordre de la Nation par M. Jacques Chirac, sur proposition du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua. Publiée samedi au Journal officiel, la citation précise : « Jean-Paul Lafay a prouvé son courage en s'opposant fermement aux tentatives d'intimidation et d'extorsion dont il a été l'objet dès 1982. Il a voulu malgré des agressions graves et répétées, s'engager aux côtés des victimes du terrorisme séparatiste et il a confirmé par son exemple que la cause de l'unité de la République et le respect des droits de l'homme ne font qu'un. »

Vers 15 heures également, devant les grilles du palais de justice, quelques dizaines de nationalistes attendaient, silencieux, le verdict du tribunal. Comparaient, vendredi, en flagrant délit, six des onze personnes interpellées au cours des incidents survenus mardi, pendant le discours de M. Pasqua. Cette audience a un air de « première » : à Ajaccio, en effet, depuis l'abrogation de la loi anti-casseurs, les inculpations de manifestants étaient relativement rares. Autre originalité : quatre des onze manifestants sont poursuivis pour participation au maintien ou à la reconstitution de ligue dissoute. Il leur est reproché d'avoir crié « FLN », référence à l'ex-FLNC, organisation dissoute.

Le tribunal, présidé par M. Bertrand Darolle, après une délibération d'une heure, ne retient pas ce motif, considérant que les cris entendus ce jour-là ne sont pas des preuves suffisantes. Il prononce, en revanche, six condamnations : Paul Buresi, vingt-quatre ans, un an de prison ferme pour rébellion, coups et violence à agents de la force publique ; Jean-Baptiste Rotilly-Forcioli, trente-six ans, un an de prison ferme pour rébellion, coups et violence à agents de la force publique ; Jean-Baptiste Rotilly-Forcioli, trente-six ans, un an de prison ferme pour rébellion, coups et violence à agents de la force publique ; Jean-Baptiste Rotilly-Forcioli, trente-six ans, un an de prison ferme pour rébellion, coups et violence à agents de la force publique ; Jean-Baptiste Rotilly-Forcioli, trente-six ans, un an de prison ferme pour rébellion, coups et violence à agents de la force publique ; Jean-Baptiste Rotilly-Forcioli, trente-six ans, un an de prison ferme pour rébellion, coups et violence à agents de la force publique.

an de prison dont six mois avec sursis ; Jean-Pierre Gilquin, quarante-trois ans (rébellion et coups et violence à agents) : six mois de prison dont trois avec sursis ; Jean-Pierre Arrighi, trente-quatre ans (outrages à magistrats) : six mois avec sursis et 3 000 francs d'amende ; Franck Fois, vingt-six ans (rébellion à agents) : 1 000 francs d'amende.

Dans la salle d'audience comme aux abords du palais, l'annonce de ces condamnations suscite peu de réactions. Toute la ville baigne dans une tension inquiète. Depuis longtemps, même au moment des fortes secousses, l'île n'avait pas connu ce sentiment de scepticisme teinté de désarroi. Tout ou presque, souligne-t-on en ville, a été tenté pour développer la Corse et arrêter les attentats. Mais sans grand résultat. Va-t-on baisser les bras ? « Les continuateurs finiront par partir... », disent les plus pessimistes.

L'assassinat de Jean-Paul Lafay a, plus que d'autres drames, frappé l'opinion. Par son absurdité, sa cruauté, l'autopsie révèle que, d'abord touché par une balle à la tête, le vétérinaire a été achevé à terre par une balle dans la poitrine.

DANIELLE ROUARD.

Tueurs à gages pour un héritage

Un jeune homme de vingt-cinq ans, Thierry Cominassi, qui voulait « éliminer » ses parents « pour des motifs financiers » a été interpellé le 17 juin dans la région parisienne, ainsi que les deux tueurs à gages présumés qu'il avait embauchés pour réaliser le contrat. Les trois hommes ont été défilés au parquet vendredi 19 juin.

La mère de Thierry Cominassi vit à Paris, elle est divorcée de son mari, entrepreneur de travaux publics à Fontoy (Moselle), dont la société emploie plusieurs centaines de salariés.

Leur fils s'était endetté pour se lancer dans le cinéma et comptait sur l'héritage afin de mener à bien ses projets. C'est dans ce dessein qu'il avait recruté Jean-Philippe Saché, vingt-cinq ans, et Jean Lasrajoli, vingt-six ans. Au cours des perquisitions au domicile de ces derniers, rue de Chine, à Paris (20^e), les policiers ont retrouvé des photos de leurs « cibles » et des plans de leurs résidences ainsi que les clés pour y pénétrer. D'autre part, les policiers ont retrouvé 75 louis d'or représentant, selon eux, l'acompte versé par Cominassi pour le « contrat ».

La Chicorée Leroux, sous toutes ses formes, est un trésor de bienfaits.



Les nouveaux sachets de chicorée soluble 3 g. facilitent l'emploi individuel, en voyage, en vacances, dans les restaurants, les hôtels et en toutes occasions hors de chez soi. La Chicorée Leroux est saine, naturelle, rafraîchissante, elle équilibre l'organisme, fait beaucoup de bien sans contre-indication aucune. C'est un très noble produit de l'alimentation.

Victoire des All Blacks leçon de rugby

Une leçon de rugby

LE MONDE
diplomatique **DOSSIER**
LA SÉCURITÉ SOCIALE
DANS LE MONDE
NUMÉRO DE JUIN - EN VENTE PARTOUT



Le Monde REGIONS

Retour à Nancy

Le Monde a publié le 2 mai dernier un supplément de seize pages consacré à « Nancy, ville au futur ». Des lecteurs nous ont signalé des initiatives intéressantes et nous ont fait part de leurs réactions.

300 hectares à reconquérir

L'avenir est sur le canal

SI le technopôle de Nancy-Brabois est l'image même du dynamisme retrouvé de la ville vers l'extérieur, une énorme opération de reconquête de la cité sur elle-même est en train de débiter à quelques centaines de mètres de la fameuse place Stanislas. « Entourée de collines, Nancy ne dispose en effet que d'un territoire relativement exigu, environ 1 500 hectares presque entièrement urbanisés », résume André Rossinot, maire de la ville.

Aussi Nancy s'est-elle lancée avec pugnacité et désormais avec résultats dans une campagne patiente de ravalement de façades et de rénovation des logements de sa vieille ville. Un type d'action qui est commun à de nombreuses grandes agglomérations. Mais, compte tenu de son enclavement, Nancy devait voir plus grand avec tous les risques politiques que cela comporte. Une opération d'envergure vient ainsi de démarrer entre le canal de la Meuse au Rhin et la

Meurthe, partie intégrante mais semi-désertique du centre de la ville.

Près de 300 hectares, qui constituent pendant des décennies la plus grande zone d'activité nancéienne. Il faut toutefois remonter au siècle dernier pour comprendre cette prospérité. C'est là que se construisit en 1870 le canal, puis peu après la voie ferrée. Nancy trouve là un axe de communication d'importance. De nombreuses industries s'y installèrent. Entre les entrepôts et les industries, à la manière des corons, de petites maisons d'ouvriers bouchèrent les interstices. Mais, fruit d'une urbanisation anarchique tributaire de la naissance des industries du début du siècle, le quartier devint progressivement une sorte de zone-bouchon interdisant l'expansion de la ville vers l'est. Mais l'activité du quartier déclina progressivement. Il constitue désormais un cinquième de la superficie de la ville et n'abrite plus qu'un vingtième de la population nancéienne.

Devant l'énormité de la tâche de rénovation à accomplir, une sorte d'inertie toucha le secteur. Aucun investissement municipal n'y fut

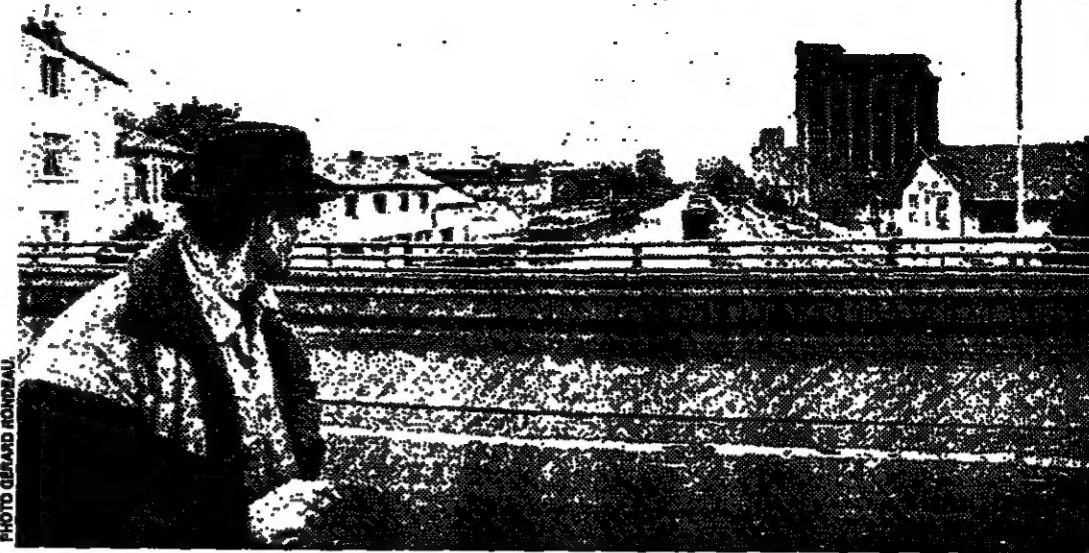


PHOTO DÉPÂCH ASSOCIATÉ

fait entre 1914 et 1970. Au contraire, le district urbain en s'étendant a « enkisté » cette partie de la ville vouée en grande partie aux friches industrielles. Enfin, tout comme la place Stanislas proche, construite sur pilotis, la zone était marécageuse. La portion de la Meurthe le traversant n'étant pas « domestiquée », les petites inondations y étaient fréquentes. Les Nancéiens gardent toutefois en mémoire les grandes crues de 1983, qui ont plongé certains quartiers de la ville sous plus de deux mètres d'eau.

« L'éthargie active »

« Il était indispensable d'avoir une stratégie globale, mais de ne pas tout figer dans un grand projet définitif, donc de progresser par étapes », commente Claude Gaillard, président du district urbain de Nancy qui regroupe les 306 000 habitants des dix-sept communes constituant l'agglomération nancéienne.

Commencée il y a quelques mois, la première étape consistait tout logiquement à remodeler le trajet de la Meurthe qui, dans cette partie, balafre Nancy sans que la ville en tire d'autres bénéfices que les inondations. « Nancy doit maintenant s'ouvrir vers l'eau et en cultiver le charme », explique André Rossinot en commentant l'aménagement des abords du canal en promenade et la mise en forme d'un port de plaisance.

Pour revivifier le quartier, de grosses infrastructures doivent s'implanter sur l'espace dit « Stanislas-Meurthe », premier îlot rénové. Le futur hôtel du conseil général de Meurthe-et-Moselle et vraisemblablement la reconstruction de l'école d'architecture trouveront là leur place. Enfin une salle polyvalente de spectacle de 3 500 places complètera l'ensemble sur l'espace dit « Sébastien-Lepage ». « Mal emmanché administrativement », pour reprendre l'expression de certains élus, le projet de la salle (esthétiquement discuté par ailleurs) confié au célèbre

architecte Norman Foster est actuellement en « léthargie active ». « Même si nous devons reprendre la procédure au point de départ, Nancy aura sa salle de 3 500 places, résume le maire. Ce n'est d'ailleurs qu'un élément parmi tant d'autres de l'opération « Meurthe-Canal » qui, à bien des égards, est beaucoup plus complexe. Nous voulons faire d'une zone en cours de désertification un trait d'union entre le centre-ville et l'extension de l'agglomération vers l'est. »

Aidée par les deux mille emplois générés par Nordon, CGER Aisthom et les Moulins Vilgrain (Moulin de Paris), cette zone critique devrait bénéficier d'un premier ballon d'oxygène avant 1990 avec la concrétisation du premier îlot de rénovation. Mais le mécanisme enclenché continue sur les 300 hectares de l'espace « Meurthe-Canal » jusqu'à l'horizon 2000. Un programme de mille à deux mille logements, des zones à vocation tertiaires, voire industrielles légères, devraient terminer ce programme de fin de siècle.

JEAN-LOUIS BÉMER.

Minitel pour artisans

La chambre des métiers de Meurthe-et-Moselle vient d'innover en matière de création d'entreprises puisqu'il suffit à n'importe quel candidat potentiel de prendre son minitel et de planoter le 3615 suivi du code d'accès ACCT (Artisan, créateur, conseil, télématique). Réalisé avec l'aide du conseil général de Meurthe-et-Moselle, ce serveur est critique en France. Il donne immédiatement réponse au créateur d'entreprise potentiel qu'il

s'agisse de choisir la forme juridique de sa future entreprise, le remboursement d'emprunt ou le calcul des charges sociales.

Invité par Gérard Degron, le nouveau président de la chambre des métiers, le ministre Georges Chavannes, chargé du commerce, de l'artisanat et des services, est venu inaugurer ce serveur créé à Nancy mais qui, par le biais du minitel, est désormais accessible partout en France.

MERCI

DE M'AVOIR INVENTÉ LE FUTUR



Au 3^e millénaire, cet enfant sera homme de décision. Et pour satisfaire à ses projets d'Avenir, chaque jour nous anticipons et nous lui inventons le Futur. Chaque jour, nous innovons et nous perfectionnons nos approches, nos produits, nos services et nos équipes. Notre objectif : consacrer notre temps au conseil des clients et leur offrir le meilleur service. A Nancy, nous y parvenons. A Nancy, nous inventons le Futur.



Caisse d'Epargne Ecureuil de Nancy

L'accord entre la Fédération des villes jumelées et le district urbain

Une capitale pour le monde de l'eau

NANCY, ville d'eau. Qui le croirait ? Pourtant, c'est une réalité depuis 1984 lorsque la Fédération mondiale des villes jumelées s'est associée à la ville de Nancy et au district urbain de l'agglomération nancéienne pour constituer l'agence de l'eau des cités unies. Là encore, le potentiel scientifique de Nancy a joué à fond puisque ses universités et grandes écoles proposent trois diplômes de troisième cycle dans ce domaine : DEA « eau et géologie », DEA « eau et aménagement régional » et DEA « réalisation d'unité industrielle ». De plus, plus de trois cents chercheurs nancéiens travaillent dans le domaine de l'eau.

Nancy et NANC.I.E.

Nancy, centre international de l'eau baptisé NANC.I.E., s'appuie donc sur sa connaissance des techniques de pointe afin de valoriser à l'échelon international le potentiel nancéien. « Dans cet esprit, de nombreux liens de coopération sont établis avec de nombreuses villes africaines, un contrat a notamment été signé avec la ville d'Alger pour l'établissement d'un diagnostic sur l'état de son réseau d'assainissement, commente le sénateur Richard Pouille, président-fondateur du NANC.I.E. Les relations avec les organismes internationaux sont permanentes dont l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations unies. »

Car l'eau, pour liquide banal qu'elle paraît, n'est pas sans poser de plus en plus de problèmes. Désormais en Europe comme ailleurs, l'équation se pose en termes d'alimentation et de qualité des eaux distribuées par les réseaux publics, de connaissance de l'activité bactérienne, d'études globales des réseaux d'assainissement, de traitement des eaux usées sinon de valorisation des boues résiduelles des stations d'épuration.

Autant de thèmes décorréqués et conceptualisés parmi les trente et un

stages de formation continue qui seront mis en œuvre par NANC.I.E. durant l'année 1987. L'eau, c'est également celle des piscines vers lesquelles vont bientôt se ruier en nombre les Français. « Treize années d'expériences en matière de qualité de l'eau de distribution publique et d'eau de piscine m'ont amené à constater que les collectivités locales ne sont pas suffisamment formées ou informées », résume Michel Morlot du laboratoire d'hygiène et de recherche en santé publique de la faculté de médecine de Nancy qui vient d'animer le premier stage de formation « piscines publiques ».

Les travaux des spécialistes déboucheront prochainement sur l'établissement d'une sorte de « cahier des charges » de la piscine. « Nous avons réussi à faire du centre international de l'eau de Nancy un lieu privilégié d'échanges et de réflexion qui aboutit en outre à un développement d'une politique suivie dans le domaine des transferts de technologie », résume Claude Gaillard, président du district urbain de Nancy et actuel président de NANC.I.E.

Face aux pluies acides

Ainsi un nouveau procédé d'optimisation de techniques d'épuration biologique de l'eau, « BIOLIFT », conçu par deux chercheurs nancéiens, est-il en cours d'expérimentation à la station d'épuration du district urbain de Nancy à Maxéville grâce à un cofinancement du NANC.I.E., de la région lorraine et de l'agence financière de bassin Rhin-Meuse. Cette avant-première va déboucher sur l'industrialisation de « BIOLIFT ».

Enfin face au problème crucial que posent les pluies acides, NANC.I.E., l'association pour la prévention des pollutions atmosphériques et le laboratoire de géographie physique de l'université de Nancy-II ont décidé de regrouper leurs laboratoires de mesure et de

recherche dans les mêmes locaux. C'est une manière de renforcer le potentiel d'information à la disposition des spécialistes qui étudient ce phénomène menaçant pour le massif vosgien tout proche mais également les massifs forestiers européens. « NANC.I.E. est aujourd'hui présent sur quatre continents et dans plus de trente pays », conclut non sans satisfaction son directeur, James Cheron.

J.-L.B.

Nos lecteurs ont la parole

J'ai été très intéressée par le supplément du Monde sur « Les villes au futur : Nancy ». Par contre, j'ai bonhi lorsque j'ai lu, dans l'article sur l'école de Nancy, que Bitch se trouvait en Alsace ! Bitch se trouve en Moselle, près de Sarreguemines, et par conséquent en Lorraine. Je suis Lorraine et c'est une erreur que je tenais à rectifier.

M. DURAL-MARCELIN (Jouy-en-Josas).

J'ai à plusieurs reprises demandé au Monde de bien vouloir faire apparaître sur les cartes qu'il publie toutes les infrastructures de transport, et en particulier les voies ferrées, qui sont souvent oubliées.

La publication du plan de Nancy (22 mai 1987, supplément, page 2) m'amène à réitérer cette demande : les routes, autoroutes, aéroport et même les canaux y sont figurés, mais on cherche en vain voies et gare SNCF.

Pourriez-vous m'expliquer cet ostracisme anti-rail autrement que par un conformisme contemporain qui oublie le train s'il n'est pas TGV ? Mais ce n'est pas pour son conformisme que j'achète et lis le Monde.

G. CHARMANTIER (Montpellier).

La huitième Documenta de Kassel

Les pieds dans le meuble

Créée en 1955, la Documenta de Kassel est devenue la manifestation d'art contemporain la plus prestigieuse, dont on attend toujours des révélations. Celle de 1987 est-elle à la hauteur de sa réputation ?

Qu'une édition de la Biennale de Venise laisse à désirer, ce qui est souvent le cas, après tout ça n'est pas dramatique ; il y a Venise, mais que la Documenta de Kassel soit ratée, c'est plus embêtant, car Kassel, qui est loin, en Hesse, à la frontière de l'Allemagne de l'Est, quoi qu'en disent les prospectus touristiques, n'est pas ville à procurer d'immenses joies culturelles, à l'exception des Rembrandt du château de Wilhelmshöhe.

Or cette huitième édition de la Documenta est plutôt ratée, malgré la tentative de relancer le bon vieux débat autour de la fonction sociale de l'art qu'elle ramène après des années d'oubli sur la scène internationale. Les ! Avec trop peu de pièces sans conviction, trop d'œuvres de moindre importance, trop peu de rigueur dans le choix pour donner l'impression d'envoyer cet été ses amis à Kassel.

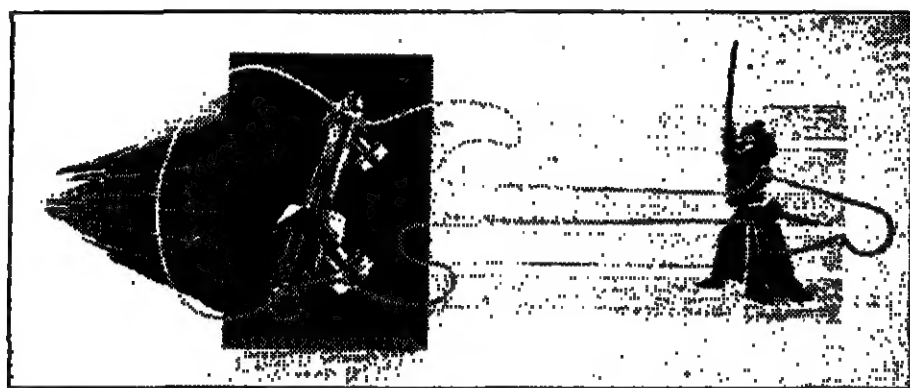
Pourtant, on l'attendait, sinon avec impatience, en tout cas avec curiosité, cette Documenta, on se demandait de quel bois elle allait se chauffer pour rester à la hauteur de sa réputation de « Mecque de l'art contemporain ». A travers les déclarations de Manfred Schneckenburger, son directeur, on savait qu'elle ne tenterait pas de faire un bilan de la création au cours des années écoulées depuis sa précédente édition, qu'elle ne serait ni théorique ni thématique, mais que, tout bien considéré, elle « mettrait en perspective » des rapports nouveaux que les artistes entretiennent avec l'espace social, et qu'elle serait très différente de la Documenta 7. Ce qui est bien vrai. A tel point qu'elle paraît beaucoup plus avoir été conçue contre cette dernière qu'en tenant réellement compte de la situation de l'art aujourd'hui.

C'est bien le problème de la grande machine-exposition qui, talonnée de partout, ne peut plus jouer comme naguère son rôle de premier informateur en matière de nouveauté, pas plus qu'elle ne peut couvrir tout le champ désormais éclaté de la création, et à commencer à se rebattre sur elle-même, et, pour faire événement, s'est inventé des mises en scène spectaculaires (comme en 1982, wagnérienne en diable), ou des mises en perspective comme cette fois, mais cette fois sans grand spectacle.

La Documenta 7, sous la responsabilité de Rudi Fuchs, l'ancien directeur du musée d'Eindhoven, célébrait la peinture et par-dessus tout la peinture néo-expressionniste allemande, parlait de l'art avec un grand A, lui donnait du panache, le mettait sur un piédestal, l'envoyait tout droit au musée, ou sur le marché. C'était agaçant, injuste et plein de parti pris, mais l'image d'une création, certes, passablement embrouillée, mais riche et folle, n'était pas déformée.

Pour le reste, à savoir le plus gros des installations, photos, vidéos et sculptures balançant entre la récupération de déchets, dans une optique

de post-modernisme, mêlant styles, citations du passé et haute technicité, d'où il ressort parfois d'amusantes propositions comme celles de Sottsass, pimentées d'exotisme. Des architectes, enfin, et non des moindres (comme les designers, d'ailleurs) qui, d'Isosaki à Hollen, ont été, en tant qu'animateurs de musées, invités à présenter leur idée du musée idéal, sans autre contrainte, pour une fois, que de tenir dans 25 mètres carrés, où ils se sont sûrement bien amusés à multi-



Robert Longo, « Samurai Overdrive » (9 m de long)

que néo-nouveau réaliste (Baqué, en bien) et la mise en boîte, en coffre et constructions mentales maximalistes, on est assurément saisi à l'excès de messages d'urgence, de destructions imminentes par tous les moyens, mais au fil d'un parcours souvent traversé d'œuvres qui sonnent creux ou faux, occupant pourtant les meilleures places. A commencer par la caravane aux roues de béton de Collyer et les entonnoirs d'Ecker. Aussi on est tenté de prendre le large, après avoir salué quelques anciens : de Beuys, dont le fantôme hante toute la Documenta, à l'autre Richter, celui des crânes allongés sous un soleil sans merci, mais qui sont sans surprise. Comme sont sans surprises quantités de prestations d'artistes inconnus ou peu connus, qu'il était tout de même bon de sortir de l'ombre.

plier les trous de voyer dans les murs et les jeux de miroirs sans peut-être se rendre compte qu'ils enfouissent des portes largement ouvertes par les artistes conceptuels, il y a déjà pas mal de temps.

Troisième et quatrième étape de la Documenta : les sculptures dans le parc et dans la ville. Une vingtaine, avec des bons (Serra, Ruckert, Karavan...) et quelques découvertes, comme les tentes de toile hypersophistiques de Brumack, qui, de part et d'autre de la grande pelouse, mêle avec finesse bois des îles, marbre, ciment, poteaux de cases et câbles on ne peut plus performants, pour des effets à l'abri de la pluie ou du soleil qui ne manquent pas de charme ; ou le nid de planches que le Japonais Kawamata est allé échauffer dans un bâtiment ruiné derrière le Fridericianum. Non loin de la place la plus laide, la plus encombrée de mobilier urbain du centre-ville qui a choisi Trakas pour y installer une énorme construction en bois brut avec ponts, passerelles et poteaux qui devraient amener les habitants de Kassel à s'interroger sur la qualité de leur environnement. Ce qui est bien, mais donne aussi à penser que cette Documenta, décidément, à quelque chose de provincial.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(1) Notamment dans le Monde du 27 janvier.

* Kassel, jusqu'au 20 septembre. Catalogue (en Allemand) : 90 marks.

Des œuvres qui sonnent creux

Tant pis pour la peinture, dont il ne reste que quelques vestiges au Fridericianum, l'austère musée du dix-huitième siècle, où a toujours lieu l'exposition centrale. Elle y est prise, et comment, sous le signe de l'emphase entre, par exemple, Bob Morris dont les oranges nucléaires au pastel engendrent leur poids d'ossements calcinés au lieu et place du cadre massif des tableaux éclatés, et Robert Longo qui use des moyens les plus « tous » pour répondre à l'agression par l'agression, et met des images d'engins de mort technologiquement très aboutis et plastiquement semblables à des panneaux publicitaires, en vis-à-vis d'un zombi de bronze qui fait penser à la

Designers en folie

A l'Orangerie, bâtiment plus aimable, en bordure du parc Aue, sur la Fulda, la situation ne s'arrange pas tellement, où cette fois sont renvoyés face à face plasticiens, designers et architectes. Des plasticiens versant dans le design, parfois capables de mauvaises plaisanteries comme de vous balancer le dernier modèle de Mercedes sur plateau tournant (Lecia) ou d'accumuler des quantités de rouleaux de tapis de sol (Liz Major). Des designers en folie, plus élitistes que les derniers des plasticiens, jubilant de leur liberté individuelle retrouvée à la

Une douce haine

Rivetot repasse les chemises de Mortez, prépare ses apparitions, ses sorties, lui épargne le pire surtout : une certaine lettre, de Paris, qui signifie la fin du bail, de l'émission éternelle, dépassée ; une lettre qui tuerait Mortez. Et l'entretien comme il peut dans l'illusion, lui fait ses piqures, partage (économie oblige) sa chambre à deux lits. Pas la moindre ambiguïté dans leurs rapports, du reste. Ils sont chastes entre eux, comme avec le beau sexe. Mortez, invité à la table d'un groupe de crétiens notables, fait la conquête d'une bibliothécaire sympathique qui, un instant, lui ouvre les portes d'un autre horizon, comprend qu'il vaut mieux que ce qu'il paraît. Il est trop fatigué.

Rivetot tombe, avec une chance rare, sur une délicieuse serveuse d'hôtel l'adorable Julie Jézéquel, à qui l'on dirait bien deux mots en privé, qui brûle les étapes avec une

MICHEL BRAUDEAU.

La mort de Michel de Saint Pierre

La sainte colère d'un traditionaliste

L'écrivain Michel de Saint Pierre est mort le vendredi matin 19 juin, dans son château de Saint-Pierre-du-Val (Eure), des suites d'une récente opération. Il était âgé de soixante et onze ans. Dans ses dernières volontés, rédigées le 11 juin, l'écrivain déclarait : « Je meurs dans la fidélité à la tradition catholique, en maison avec le siège de Rome et la Sainte Eglise romaine. » Ses obsèques auront lieu le mardi 23 juin, à 15 heures, en l'église de Saint-Pierre-du-Val.

« C'est la cherté dans l'Eglise », s'écrit Michel de Saint Pierre lors d'un débat le 27 octobre 1976 à Lourdes, dans ces années de déchirement pour l'Eglise de France, quand il emmenait en pèlerinage les bataillons de son association, Credo, créée deux années plus tôt, pour déferler les évêques réunis comme chaque année dans la cité mariale.

Bons princes, les évêques le recevaient et écoutaient patiemment l'écrivain, traditionaliste impénitent plus qu'intégriste borné, impitoyable greffier de tous les manquements à la doctrine et à la discipline de l'Eglise qui ont suivi le concile et de tous les excès commis par un clergé progressiste qu'en 1964, dans les *Nouveaux Prêtres*, il avait combattus.

Michel de Saint Pierre en a fait en 1976 la matière d'un livre-pamphlet, *Les Fumées de Satan*, dont Gilbert Cesbron, avec qui il rompit tant de lances, écrivait le 30 décembre de la même année dans les colonnes du *Monde*, qu'il était « un douloureux satiriste ». L'abandon du latin, la chute des vocations,

l'anarchie - et la « débâcle » introduites, selon lui, par les réformes de la liturgie et du catéchisme ulcraient ce croyant sincère et fervent.

Il n'avait cessé de proclamer - jusque dans son dernier écrit - sa fidélité à l'Eglise romaine et au pape. Mais c'est le même homme qui demandait à Mgr Lefebvre, en rupture avec Rome, de présider son pèlerinage à Lourdes, allié à Eobae et se fâchant de l'opposition, en 1977, de l'église Saint-Nicolas-de-Chardonnet, dont il disait qu'elle était « un lieu où souffre l'Esprit ».

Aux élections européennes de 1979, il avait pris la tête de la liste de l'Eurodroite, précédant Jean-Louis Tixier-Vignancourt et Jean-Marie Le Pen. Faute de moyens et d'entente dans l'extrême droite française, la liste se retira à la veille du scrutin.

Mais cet homme n'était pas tout d'une pièce. Catholique authentique, esprit indépendant, c'est à *Témoignage chrétien* qu'il avait commencé sa carrière de journaliste. Il avait rédigé des vies de sainte Bernadette (1954) et du curé d'Amiens (1961). Dans *Le retour des anges* (1975), il dénonçait toute forme d'antichristianisme. Membre de la LICRA, il ne cachait jamais son antipathie pour Israël. Il écrivait aussi le bon combat contre le « saccage » du patrimoine artistique des églises (*Eglises en ruine, Eglise en péril*, en 1973).

Michel de Saint Pierre laissera sans doute le souvenir d'une *Sainte Colère* (1965), mais surtout celui d'un combat inspiré par une vision très partielle et subjective des changements apportés par le concile à la grande Tradition catholique qu'il vénérât tant.

HENRI TINGO.

[Né le 12 février 1916 à Blois (Loire-et-Cher), Michel de Saint Pierre, marquis de Saint Pierre, comptait parmi ses ancêtres le maréchal Soult et le naturaliste Buffon. Après des études au collège Saint-Jean-de-Béthune, à l'Institut catholique et à la faculté des lettres de Paris, il s'était engagé quelque temps, en 1934, comme volontaire aux troupes métallurgiques des chantiers de la Loire, à Saint-Nazaire. Depuis 1965, il était maître-adjoint de la commune de Saint-Pierre-du-Val (Eure), où se trouve son château.

Son premier ouvrage, *Contes pour les sceptiques*, publié en 1945, n'était pas dénué de qualités littéraires. Avant le roman *Les Aristocrates* (la Table ronde) qui, en 1954, devait le faire connaître d'un plus vaste public, Michel de Saint Pierre avait notamment écrit un *Essai sur le théâtre de Molière*, et *Bernadette et Lourdes* (la Table ronde). Au fil de ses œuvres - plus de trente volumes - allaient se confirmer des préoccupations proches de l'extrême droite et de la tradition catholique : *Dieu nous garde des femmes* (1960), *Les Nouveaux Aristocrates* (Calmann-Lévy, 1960), *Le Dernier Viking*, *La Vengeance*, *La Vie prodigieuse*.

du curé d'Amiens, *Les Nouveaux Prêtres* (la Table ronde, 1964), essai dans lequel l'auteur donne libre cours à ses impressions militantes), *Sainte Colère*, *Contes pour les sceptiques*, *Le Drame des Femmes* (trois tomes). Suivront *Les Fumées de Satan* : *dolances à nos évêques* (1976), *la Table ronde*, *Mortez, de Charente* (1977), *Le Ver est dans le fruit*, en collaboration avec André Migon, *la Passion de l'abbé Delmas*, *Lettre ouverte aux assassins de l'école libre* (1982), *Albin Michel*, la *Souveraineté* (1984), *la Poésie* (1984), *les Contes de la Vierge* (Albin Michel, 1986).

En 1982, Michel de Saint Pierre avait publié la correspondance qu'il lui avait adressée son cousin Henry de Montherlant sous le titre : *Lettres à Michel de Saint Pierre par Henry de Montherlant* (Albin Michel, 1987). Peu avant sa mort, il avait remis aux éditions Albin Michel le manuscrit d'un roman, *Michel de Saint Pierre avait écrit*, en collaboration avec André Migon, *la Passion de l'abbé Delmas*, *Lettre ouverte aux assassins de l'école libre* (1982), *Albin Michel*, la *Souveraineté* (1984), *la Poésie* (1984), *les Contes de la Vierge* (Albin Michel, 1986).

DANSE

Trisha Brown, Suzan Buirge

Chorégraphies au féminin

Trisha Brown, après avoir dirigé un stage à Angers, vient de présenter *Newark*, une commande du CNDC, qui ira ensuite à Montpellier, puis au Festival d'automne.

La période difficile pour Trisha Brown se situe dans les années 60-70 où ses recherches sur le mouvement demeuraient confidentielles. Sa force tient à une résolution inébranlable de pousser toujours plus avant une expérimentation du mouvement sans cette nostalgie pour l'académisme qui perturbe nombre de chorégraphes contemporains. Peu à peu Trisha a introduit des garçons dans ses ballets. Elle a inventé pour eux une gestuelle complexe, boudée d'énergie.

Dans *Newark*, les mouvements synchronisés auxquels se livrent deux danseurs en gris (Jeffrey Axbrod et Lance Gries) sont troublés par les interventions de cinq danseuses. Leurs évolutions au sol, leurs culbutes et leurs pyramides acrobatiques sont rythmées par des variations de l'espace données par des rideaux de couleurs vives du sculpteur Donald Judd.

Par contraste, *Glacial Decay* paraît fluide, presque éthéré avec les longues robes translucides de femmes très 1900, qui laissent un vide au centre du plateau pour les

défillements des photos de Rauschenberg.

Suzan Buirge, tout comme sa compatriote Trisha Brown, reste dans le domaine du pur mouvement, mais elle recherche de plus en plus une expression conceptuelle de la danse. S'appuyant sur des textes de Marguerite Duras, puis de Marceline Alphonse, elle met en mouvement et en images ses idées. Trois femmes, vêtues de robes vertes plissées, esquissent avec deux garçons en gris des situations se référant à la légende. La musique choisie par Brian L. Martineau (Bartok, Monteverdi, Keating, Webern, Dowland, Hindemith) apporte une note sensuelle, dramatique, tandis que la gestuelle de Buirge, retenue (trop retenue) reste dans le domaine de l'abstrait.

MARCELLE MICHEL.

* *Suzanne au bain*, Théâtre 14, 20, avenue Maro-Sanguier, 20 et 21 juin.

* *Newark*, Festival de Montpellier, 26, 27, 29, 30 juin.

Vous aimez les BONS auteurs... MAIS...

Vous n'avez plus LE TEMPS DE LIRE. Vos enfants n'en n'ont pas le GOUT. Lire vous FATIGUE... alors VOICI...

LE LIVRE QUI PARLE

Catalogue GRATUIT de livres en K7.

LE LIVRE QUI PARLE, Librairie PEYRE.

26, bd de Montparnasse - 75006 Paris ☎ (01) 53 29 48 23 Répondeur 24 h/24

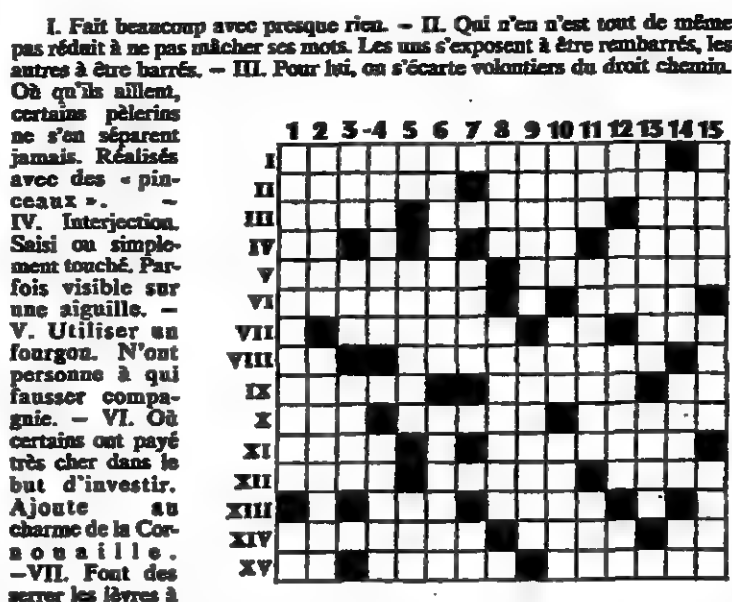


Communication

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4510

HORIZONTALEMENT



Solution du problème n° 4509

VERTICALEMENT :

Horizontalement

I. Autorité. — II. Unipare. —
III. Rire. Oral. — IV. Ive. INRI. —
V. Co. Idée. — VI. Uri. Essai. —
VII. LSD. TNT. — VIII. Aro.
Terça. — IX. Ite. Idéal. — X. Ré.
Ocs. — XI. Grés. Ne.

Verticalement

1. Auriculaire. — 2. Université. —
3. Tir. Idée. — 4. Ope. Or. — 5. Râ.
Identif. — 6. Ironie. Edée. —
7. Terrestre. — 8. Aïance. — 9. Ile.
Italia.

GUY BROUTY.

Le projet d'Antenne 2 de réorganisation de la tranchée 19 h 30-20 h 30, en faisant passer de la 1^{re} à la 2^e la diffusion d'une filiale de Canal Plus, Ellipse, crée des remous au sein de la rédaction. Les journalistes ont fait part, le vendredi 19 juin, de « leur plus vive inquiétude », à l'issue d'une assemblée générale tenue à l'antenne. Quant à la rédaction, un présentateur unique pour le journal et la jonc — conçu par Ellipse — qui le précéderait. Le présentateur pourrait être Philippe Gildas, qui anime actuellement une mission spéciale sur l'Europe et est un pilier de la rédaction de Canal Plus. La rédaction « refuse cet plan qui remettrait en cause la conception du journal défendue depuis dix ans ». Elle rejette une « réforme qui porterait les vertus de rigueur et de qualité propres au service public

● Gilles Schneider sur la Cinq et Laurent Cabrol sur A 2. — Deux journalistes d'Europe 1. Gilles Schneider et Laurent Cabrol, quittent la station pour faire de la télévision. Gilles Schneider, qui anime actuellement l'émission « Découvertes », dirigera le « pool » des reporters de la Cinq et devra y être chargé d'une émission. Quant à Laurent Cabrol, il remplacera à la rubrique météo d'A 2. Brigitte Simonetta qui passe à la rubrique « sciences et techniques ».



M. Marchelli «massivement» réélu au 27^e Congrès de la CFE-CGC

M. Jacques Chirac confirme un allègement de la fiscalité pour les cadres

M. Jacques Chirac a confirmé, le samedi 20 juin, un allègement de la fiscalité pour les cadres, devant le congrès de la CGC à Versailles, au cours duquel M. Paul Marchelli a été réélu président.

Si la CGC est morte — la Confédération française de l'encadrement s'appelle désormais la CFE-CGC — son président, M. Paul Marchelli, remplit pour un nouveau mandat de trois ans. Vendredi, au 27^e Congrès, il a même été l'objet d'un véritable plébiscite : 84,4% des votants (soit 0,62 point depuis 1984), 111 bulletins sur 669 étant blancs ou nuls. En 1981, M. Jean Menu, lui aussi candidat, avait été réélu par 90% des votants à la présidence. M. Jean de Saintis (VRP) a été également réélu, pour un dernier man-

dat de secrétaire général avec 92,18% des votants. Dans son programme d'orientation, M. Marchelli avait demandé aux délégués de lui renouveler «massivement» leur confiance en jouant tout à tour sur les registres de l'autopromotion («le creux de la vague est derrière nous» avec des «signes de reprise» de la syndicalisation) et de l'autosatisfaction («nous avons répondu à votre attente»).

Jeudi, pourtant, au premier jour du congrès, plusieurs délégués s'en sont pris à un certain «autoritarisme» du président. Un texte, émanant d'un mystérieux et anonyme «comité Malterre pour la rénovation de la CGC» — animé, disait-on dans les couloirs, par d'anciens permanents licenciés, proches de l'extrême droite — circulait parmi les congressistes en s'en prenant violemment à «Paul Marchelli le».

Alors que les délégués réservaient leurs coups au patronat, M. Marchelli, sans épargner ce dernier et tout en égratignant souvent FO, n'a pas hésité à critiquer le gouvernement. Amc de ne pas être entendu quand il demande au gouvernement d'inflechir sa politique en accordant une aide fiscale à l'investissement, le président de la CFE-CGC a lancé : «Nous voici comme en 1981, mais cette fois en sans contrôle, coincez par un dogme politique appliqué aveuglément aux réalités économiques», alors que «la France accumule de mois en mois des déficits supplémentaires». Si la centrale veut être le «partenaire privilégié du pouvoir économique et du pouvoir politique», «le gouvernement, emporté dans des considérations politiciennes et électoralistes, ne se conduit guère mieux que ses prédé-

cesseurs vis-à-vis de notre organisation».

Lors d'un congrès extraordinaire, la réforme des statuts de la CFE-CGC a été adoptée par les congressistes à l'exception de la limite d'âge à soixante-cinq ans pour des mandats représentatifs qui a été refusée. Lors de l'élection des sept secrétaires nationaux, M. Dufoux (Crédit Foncier), qui se voulait le défenseur de la «pluralité» a été largement battu.

Intervenant samedi, M. Jacques Chirac a confirmé sa «détermination» à poursuivre sa politique de baisse de l'impôt sur le revenu, «particulièrement pour les contribuables à revenus moyens, c'est-à-dire les cadres». «Il est trop tôt aujourd'hui, a-t-il ajouté, pour préciser la manière dont cet allègement sera opéré».

La veille, M. Marchelli avait chiffré les allègements fiscaux attendus à 10 milliards. Le premier ministre a jugé qu'avec un taux maximum de 58 %, la progressivité de l'impôt sur le revenu reste «trop forte». En revanche, M. Chirac n'a pas donné satisfaction à la CFE-CGC sur l'aide fiscale à l'investissement qu'elle demandait et que M. Marchelli chiffrerait à 15 milliards, en estimant que l'Etat pouvait alors prendre le risque d'un accroissement du déficit budgétaire.

MICHEL NOBLECOURT.

Quatre syndicats d'EDF demandent une révision de l'accord salarial. — Les fédérations CFTD, FO, CGC et CFC ont écrit le 17 juin à la direction d'EDF pour demander une révision de l'accord salarial 1987 qu'elles ont signé et qui était fondé sur les bases d'une hausse des prix de 1,7 % en niveau et 2 % en masse. «Cette tendance se trouve aujourd'hui inversée, affirment ces syndicats dans un communiqué commun. Une dérive des prix conduisant à une hausse supérieure à 3 % pour l'année 1987 est vraisemblable. Il est donc nécessaire que soient revues les mesures salariales pour l'année 1987».

A. Le.

(1) Contrat qui, en deux ans, permet aux jeunes de moins de vingt-cinq ans de recevoir une formation professionnelle.

Alternance et plan pour l'emploi des jeunes

La cotisation pour la formation professionnelle est augmentée pour les entreprises

L'exonération totale des charges sociales pour le contrat de qualification (1) est prolongée jusqu'au 30 juin 1988, ont indiqué les représentants du gouvernement, le 17 juin, au cours de la réunion de la commission permanente de la formation professionnelle. Les arbitrages ministériels, en suspens depuis plusieurs semaines, ont finalement été pris en faveur de la thèse défendue par M. Philippe Séguin et largement soutenue par les partenaires sociaux, signataires de l'accord de 1983 sur la formation en alternance (le Monde du 17 juin).

La disposition sera introduite dans les diverses mesures d'ordre social (DMOS), actuellement en discussion au Parlement, par la voie d'un amendement. Toutefois, et au contraire des exonérations pour l'apprentissage et pour les SIVP (sans initiation à la vie professionnelle) qui vont être pérennisées, l'exonération du contrat de qualification est maintenant temporaire.

Le plan d'urgence pour l'emploi des jeunes, lancé en mai 1986, va donc prendre une nouvelle forme dans ce qui sera une troisième version.

Un second amendement devrait également permettre d'améliorer le financement de la formation prévue dans le cadre de l'alternance. Les fonds mutualisés et décaissés des entreprises vont pouvoir augmenter, la cotisation établie sur la masse salariale passant de 0,3 % (0,2 % au titre de la formation des jeunes, 0,1 % prélevé sur la taxe d'apprentissage) à 0,4 % (0,3 % pour la formation, 0,1 % pour l'apprentissage) à compter du 1^{er} janvier 1987. Cette décision a pour conséquence de relever le plancher légal de cotisation à la formation professionnelle de 1,1 % à 1,2 % pour les entreprises de plus de dix salariés, ce qui représente 1 milliard de francs.

Parallèlement, l'Etat s'engageait à accorder un prêt de 700 millions

de francs environ pour permettre aux organismes mutualisateurs d'anticiper la rentrée des prochains versements effectués en octobre. De cette manière, pense-t-on, le déséquilibre financier de 1,2 milliard serait plus que compensé.

Si les organisations syndicales sont satisfaites de l'annonce du relèvement à 1,2 % de l'effort pour la formation professionnelle, le CNPF, pour sa part, exprime sa réserve de façon très mesurée. Même pour une noble cause, fait remarquer l'organisation patronale, les charges des entreprises vont être alourdies, bien que celles-ci consacrent en réalité 2,15 % de la masse salariale, en moyenne, à la formation de leur personnel.

A. Le.

(1) Contrat qui, en deux ans, permet aux jeunes de moins de vingt-cinq ans de recevoir une formation professionnelle.

CANADA : comme aux Etats-Unis

La réforme fiscale favorise les particuliers mais aggrave les impôts des entreprises

MONTRÉAL
de notre correspondante

Le ministre canadien des finances, M. Michael Wilson, ne pouvait trop tarder : neuf mois après que les Etats-Unis eurent annoncé leur réforme fiscale, il fallait qu'il présente la sienne avant que l'écart entre les deux systèmes ne provoque un exode.

Le projet qu'il a dévoilé le jeudi 18 juin à Ottawa s'inspire du même souci de simplification et de la même volonté de soulager les particuliers : leurs impôts vont diminuer dans 80 % des cas à partir de 1988, ceux des entreprises vont augmenter de 10 % en moyenne au cours des cinq prochaines années. Mais là s'arrêtent les comparaisons car la réforme de M. Wilson est beaucoup moins audacieuse que l'américaine. Elle est en outre incomplète. La taxe de vente fédérale (12 % sur les produits manufacturés) ne sera remplacée par une taxe nationale sur la valeur ajoutée, dont l'assiette demeure incertaine, qu'à l'issue de négociations menées avec les dix gouvernements provinciaux. Ces derniers ne renonceraient sans doute pas facilement à une partie des taxes qu'ils prélèvent actuellement eux-mêmes.

M. Wilson a réduit le nombre de tranches d'imposition de dix à trois (17, 26 % et 29 %). Les Américains n'ont gardé que deux (15 % et 28 %). Il a surtout converti plusieurs déductions et exemptions en crédits d'impôt, dans un dessein de «justice sociale», afin que les personnes à gros et faibles revenus soient traitées sur un pied d'égalité. Quelque 850 000 Canadiens, dont plus d'un quart sont des personnes âgées, ne paieront de ce fait plus d'impôts sur le revenu.

Ces sommes seront récupérées par le fisc auprès des sociétés en vertu du même principe qu'aux Etats-Unis : les taux d'imposition baisseront (de 38 % à 28 % pour les grosses entreprises), tandis que l'assiette fiscale sera élargie grâce à l'élimination de l'exonération cumulative en gain de capital et à la suppression de plusieurs types de déductions. Mais M. Wilson renonce à insaurer l'impôt minimum pour les sociétés que le gouvernement avait envisagé.

Les Etats-Unis ont cherché à mettre en place une réforme «neutre», le Canada, lui, a gardé de nombreux dispositifs fiscaux incitatifs. Parmi eux, les crédits d'impôt à l'investissement subsisteront pour les régions défavorisées, les encouragements fiscaux pour la recherche et le développement ne seront pas remis en cause.

Enfin, M. Wilson a cherché à apaiser les différences sectorielles : les sociétés opérant dans le domaine de la finance, des assurances ou de l'immobilier, qui payaient moins d'impôts que la moyenne, seront mises à contribution tandis que les compagnies pétrolières ou les entreprises commerciales, jusqu'ici relativement plus sollicitées, seront moins imposées.

Au total, le Trésor devrait gagner 2,7 milliards de dollars (1) dès 1989-1990. Selon les prévisions, le déficit budgétaire (31 milliards de dollars) devrait baisser à 23,5 milliards de dollars d'ici cinq ans grâce aussi à une réduction des dépenses, et la dette publique ne devrait pas dépasser 401 milliards de dollars en 1992.

Les milieux d'affaires ont réagi prudemment à l'annonce de ces mesures. Les milieux syndicaux ainsi que les partis libéraux et néo-démocrates d'opposition au Parlement d'Ottawa ont quant à eux dénoncé les «iniquités» de cette réforme aux dépens des personnes à faibles revenus.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney en 1984, les particuliers ont vu leurs impôts sur le revenu augmenter de 47 %. Cette hausse n'a été que de 4 % en moyenne pour les sociétés, affirmant-ils en constatant que la réforme proposée est loin de rétablir l'équilibre.

Avant de mesurer les effets concrets de ces changements, il faudra aussi attendre de savoir comment chacune des dix provinces du Canada va adapter son propre système fiscal. Les Canadiens, qui payent leurs impôts sur le revenu aux deux niveaux de gouvernement (fédéral et provincial), sur des déclarations différentes dans le cas du Québec, laissent jusqu'ici en moyenne près de la moitié de leurs revenus au fisc.

MARTINE JACOT.

(1) Un dollar canadien vaut environ 4,30 francs.

M. Michel Pébereau va succéder à M. Gabriel Pallez à la présidence du Crédit commercial de France

M. Michel Pébereau, directeur général du Crédit commercial de France (CCF) depuis décembre 1982, et vice-président, depuis octobre 1986, va succéder à M. Gabriel Pallez à la présidence de la banque d'ici six mois. Cette nomination a été annoncée par M. Pallez lui-même, qui la proposera au conseil d'administration désigné par l'assemblée générale du 22 juillet prochain.

Selon M. Pallez, «Michel Pébereau a fait la preuve, au cours de ces dernières années, sur le terrain de l'entre-

prise, de ses très grandes capacités». D'une intelligence remarquable — rapide et précise — M. Pébereau, sous une apparence modeste qui ne trompe pas, démontre la réalité du pouvoir. Humeusement pour un établissement qui vit passer trois présidents en trois ans : M. Deguen, de juin 1982 à juin 1984, M. Claude Jouven, de juin 1984 à octobre 1985, et, enfin, M. Pallez, octobre 1985, ancien directeur général de l'Assistance publique, qui devait survivre aux grands changements de juillet 1986.

Logique après la privatisation du CCF, la nomination de M. Pébereau ne fait que mettre le droit en accord avec la réalité.

F. R.

(Né en 1942 à Paris, ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'ENSA, inspecteur des finances, M. Michel Pébereau a été conseiller technique au cabinet de M. Giscard d'Estaing, ministre des finances, de 1972 à 1974, secrétaire général du CCF, sous-directeur au ministère de l'Economie et du budget, directeur du cabinet de M. Monory, ministre de l'Economie et des finances, de 1978 à 1980. Il est le frère de Georges Pébereau, ancien PDG de la CGE.)

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Philips investit dans les cristaux liquides

Le géant néerlandais de l'électronique Philips a décidé d'investir 100 millions de florins (297 millions de francs) dans le développement et la production-pilote d'afficheurs à cristaux liquides. Utilisés presque exclusivement dans l'instrumentation et l'horlogerie, les cristaux liquides constituent, en effet, la base technologique des tubes cathodiques des années 90, ils permettront, en particulier, de réduire la taille des postes de télévision à la dimension d'un petit magnétoscope en accrochant au mur, comme un tableau, l'écran de lecture. Le marché mondial des cristaux liquides s'est élevé, en 1986, à 1,4 milliard de florins (4,2 milliards de francs). Il atteindra probablement 10 milliards de florins (29,7 milliards de francs) en 1992.

Penarroya quitte le Brésil

Penarroya (producteur de métaux non ferreux), contrôlé par le groupe Imetal, a annoncé, lors de son assemblée générale du mercredi 17 juin, qu'il avait cédé sa participation dans le gisement australien de Thlanga et conclu un accord pour la cession de sa filiale brésilienne. Penarroya réduira également à moins de 20 % sa participation dans sa filiale péruvienne. Ces désengagements dans le secteur minier et les efforts déployés dans la métallurgie (réduction des coûts, projet d'association européenne dans le zinc) devraient permettre à Penarroya de retrouver l'équilibre en 1988. Mais, selon son PDG, Jean-

Pierre Rodier, des pertes d'exploitation sont encore prévisibles en 1987.

Poclain contrôlé par l'américain Tenneco

Poclain, fabricant français de matériels de travaux publics (pelles) est désormais contrôlé à 67,4 % par le groupe américain Tenneco. Celui-ci a augmenté sa participation — jusque-là de 44 % — à l'occasion de la restructuration du capital (réduction puis augmentation) décidée au début de l'année. Le groupe américain marque ainsi sa volonté de faire de Poclain un pôle européen performant, alors que celui-ci a encore été dans le rouge en 1986, après plusieurs exercices déficitaires.

REPÈRES

Prix des matières premières + 3,7 % en mai

Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont augmenté de 3,7 % en mai par rapport à avril. En un an (avril 1987 comparé à avril 1986), ces prix ont baissé de 4,7 %.

Les prix des matières premières alimentaires ont augmenté de 7,6 % en un mois, mais ont baissé de 16 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont augmenté de 2,1 % en un mois et de 1 % en un an.

Reserves de change + 9,7 milliards de francs en avril pour la France

Les réserves de change de la France ont augmenté de 9,7 milliards de francs en avril, passant de 410,5 milliards de francs fin mars à 420,2 milliards de francs. En un an (avril 1987 comparé à avril 1986), les réserves de change ont diminué de 39,2 milliards de francs.

Finances

La Lloyds se retire du marché des fonds d'Etat

La Lloyds Bank PLC, l'une des quatre grandes banques de dépôt britanniques, a décidé de se retirer du marché londonien des fonds d'Etat et des euro-obligations. Selon l'un des responsables de la banque, la Lloyds occupait une position insuffisante sur ces marchés, où les opérateurs sont en surcroît et les bénéfices retirés des capitaux investis ne justifiaient plus cette présence. En mars dernier, sa grande rivale, la Midland Bank PLC, avait pris une décision identique après avoir subi de lourdes pertes sur ces marchés, ouverts désormais à toute catégorie d'intervenants depuis le «Big Bang» d'octobre 1986, officialisant la déréglementation complète de la City.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

This announcement appears in a matter of record only.

March, 1987

HONEYWELL BULL INC.

U.S. \$ 400,000,000
Multiple Option Financing Facility

Arranged by

Banque Nationale de Paris

Co Arranged by

Morgan Guaranty Trust Company of New York
The Industrial Bank of Japan, Limited, Paris Branch

Lead Managers

Banque Nationale de Paris	Morgan Guaranty Trust Company of New York	The Industrial Bank of Japan, Limited, Paris Branch
Royal Bank of Canada	Barclays Bank Group	The Bank of Nova Scotia Group
Crédit Industriel et Commercial de Paris	Commerzbank Aktiengesellschaft	Commerzbank Imperial Bank of Commerce
The Dai-ichi Kangyo Bank, Limited	Security Pacific Merchant Bank	Banco Commerciale Italiana, Chicago Branch
The Dai-ichi Kangyo Bank, Limited	The Fajr Bank, Limited	Société Générale
The Dai-ichi Kangyo Bank, Limited	Toronto Dominion Bank	Westdeutsche Landesbank, New York Branch

Co-Lead Managers

Amsterdamsche Bank NV	Credito Italiano, New York Branch
Norwest Bank Minneapolis, MN	Republicbank Dallas, TX

Managers

Banco di Roma, Chicago Branch	Banco Nazionale del Lavoro, Chicago Branch	Banque Indosuez
Banque Paribas, Chicago Branch	Crédit Commercial de France	Crédit Lyonnais
Crédit National	The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited	
Union de Banques Arabes et Françaises - UBAF		

Facility Agent:

Banque Nationale de Paris

Tender Panel Agent:

BNP Capital Markets Limited

Security Agent:

Morgan Guaranty

Monitoring Agent:

Morgan Bank (Delaware)

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

EX-CRABLE ! Il n'y a pas d'autre mot pour qualifier la semaine qui vient de s'achever rue Vivienne. Car ce n'est rien de dire que la baisse a encore exercé des sévices à la corbeille. Elle a effacé tout à la fois les premiers signes d'une timide reprise amorcée et les derniers gains que la Bourse avait réussi à conserver péniblement de sa dernière progression durant le premier trimestre. L'indicateur instantané est revenu en dessous de son niveau du 31 décembre dernier et l'indice CAC à la cote 400, qu'il avait atteint pour la première fois il y a six mois.

Tout avait pourtant bien commencé. Pour la première fois depuis trois semaines, une franche hausse (+1,44 %) avait été au rendez-vous du lundi. Elle n'est pas le temps de s'épanouir. Dès le lendemain, le marché revenait à l'équilibre (-0,09 %), pour mieux se replier mercredi (-1,08 %) et plonger jeudi (-2,3 %). A la veille du week-end, l'émotionnisme était un peu mieux jugulé (-1,4 %), mais n'était pas, il s'en faut de loin, complètement stoppé.

Le bilan hebdomadaire n'est pas catastrophique (-3,2 %). Mais, ajoutée aux précédentes, la perte est considérable. En un mois, très exactement depuis le 11 mai dernier, la Bourse a baissé de 15 %.

Surtout, l'atmosphère qui règne autour de la corbeille est lourde. Et pour reprendre l'expression d'un détaché de la Bourse : « C'est sans espoir au royaume du grand capital ». Pourtant, au milieu des ténèbres qui ont envahi le ciel de la place parisienne, une lueur d'espoir est apparue. Mais, pour bien comprendre ce qui se passe exactement, force est de recourir à une analyse un peu plus fine. Le marché n'a pas baissé sur un caprice. Il avait pour ce faire de très bonnes raisons, mais pas évidentes pour le profane, et que ni la reprise du dollar ni la baisse des taux d'intérêt n'ont réussi à contrarier quand elles étaient pourtant tant attendues.

Tout est venu du front de l'économie. Les boursiers n'ont pas du tout apprécié l'aggravation du déficit commercial pour le mois de mai, en provenance essentiellement du secteur industriel. Du coup les vieux démons monétaires se sont remis à grincer sous les « grises », qui pourtant en avaient vu d'autres. Dès jeudi, le MATIF retournait aux enfers, c'est-à-dire au royaume de ses courbes d'insécurité en février 1986. De tous côtés des rumeurs s'élevaient. Elles disaient que le franc pourrait sortir du SME ou tout bonnement être dévalué. Pensez donc ! C'est tout dire de l'atmosphère qui régnait sous les lambris.

Mais ces très mauvais résultats commerciaux, qualifiés de « désastreux » par VGE, ne sont pas entièrement responsables des bouleversements observés ces derniers jours. Ils n'ont, en fait, été qu'une des composantes des forces qui favorisent le déclin du marché parisien depuis plusieurs mois. On ne fait jamais d'omlette sans casser d'œufs, assure le proverbe. Il aurait été insensé de croire qu'après quatre années de hausse insoumise, avec un quadruplement des cours et un septuplement des transactions, la Bourse

L'effet de levier

était encore capable, dans un environnement devenu plus hostile, de relever de nouveaux défis. Beaucoup trop ont surestimé ses possibilités. Et il est arrivé à ce qui devait arriver. Alors même que les échanges ont commencé à diminuer, le montant des achats a découvert à contrecœur d'augmenter. Fin mai, ce dernier a dépassé la barre des 8 milliards de francs, représentant sept séances de Bourse, ce qui n'est plus très sain. A la première alerte d'origine politique (coup d'état Chirac-Léotard), des positions avaient commencé à se dénouer à toute allure, provoquant déjà de sérieux dégâts à la cote.

Le coup de semonce économique a continué de vider l'abcès.

Car la baisse entraîne mécaniquement la baisse, avec les ventes inévitables faites pour reconstituer les couvertures (composées à 40 % en titre, à 20 % en liquide) devenues notoirement insuffisantes, également, pour se procurer les liquidités indispensables au règlement des soldes débiteurs de fin de mois. C'est ce que l'on appelle l'effet de levier. La liquidité générale de juin sera bien moindre. Elle sera portée d'un mois à 6 %. Dans les jours qui suivront, les intrépides du jeu à découvert devront impérativement rétablir les équilibres rompus (ou réduire leurs positions) — dans les deux cas il leur faudra vendre — et s'acquitter de leurs dettes. Dès lors, l'ampleur de la baisse, surtout celle de vendredi, devient plus compréhensible. Le mouvement n'est probablement pas complètement terminé. Mais il aura au moins ceci de profitable qu'il assainit le marché et abaisse en même temps le prix des actions françaises passablement surevaluées. Déjà nombre de valeurs sont revenues dans des zones d'achat.

Les investisseurs seront-ils sensibles à cette vague plutôt sympathique des détections ? Selon M^{me} Source-Kemp, vice-présidente du Foreign Exchange Advisory Service (un département dépendant du Crédit lyonnais aux Etats-Unis), les financiers américains jugent toujours « très attractifs » les valeurs françaises (beaucoup plus que les allemandes). Egalement d'après elle, 55 % des investisseurs du Nouveau Monde estiment même excellentes les perspectives du marché français.

Un son de cloche à peu près identique est recueilli dans la City de Londres. Des maisons aussi célèbres que James Capel et Savory Milb' se remettent à conseiller d'« acheter français ». Sans minimiser les risques, elles pensent que la Bourse parisienne devrait pouvoir tirer un bon profit du programme de privatisation et d'un assouplissement de la politique monétaire allemande s'il venait à s'en produire un. Il est difficile de soupçonner les Britanniques de quelconque complaisance que ce soit à notre égard.

Ajoutons que les seuls heureux faits par la baisse sont les « vendeurs à découvert ». C'est une race en voie de développement. Ils vont se racheter pour livrer les titres. Si reprise il y a, leur contribution au mouvement ne sera pas mince. C'est ce que l'on appelle le facteur technique. Avec les perspectives d'un léger redémarrage de la croissance pour le second semestre, également pour 1988, érogées par l'OCDE, les chances de la Bourse de se redresser une semaine financière durant l'été ne sont donc pas complètement négligeables. « La liquidation de juillet sera celle de redressement », nous a affirmé, en pleine possession de ses moyens, la pythie du piler sans venue assister à ces journées historiques.

Elle ne s'est fourvoyée qu'assez rarement dans le passé. Reste l'inconnu que représente le capitalisme populaire, que Michel Sicre, directeur général de Cortal, appelle « la foule aux cris d'or ». Quelle sera sa réaction ? Pour l'instant inhabitué au phénomène de la baisse, ce nouvel actionnariat de masse n'a pas vraiment bougé. Il y a gros à parier qu'il ne tentera pas de faire une sortie massive, à condition toutefois que les cieux ne continuent pas à se montrer menaçants.

Pour Michel Sicre, il est impérieux d'« élargir ces nouveaux boursophiles, élevés dans l'exception, à la vie normale des marchés », qui est aussi de baisser, et d'éviter les risques de spéculations qui pourraient nuire d'une « brutalement » (préface de l'investissement financier à l'investissement productif) des économies occidentales. Et Michel Sicre de plaider pour une autocensure de la profession, plus efficace, plus souple, plus rapide, plus économique à ses yeux qu'une réglementation ; et pour un développement d'une information vraiment saine. Mais n'aurait-il pas été plus avisé de commencer par là quand les rabatteurs de tout poil se sont mis à ramener tous les Français de sept à soixante-dix sept ans, pour les entraîner dans la plus folle spirale boursière de tous les temps ?

De Pavis général, il n'est pas encore trop tard pour rattraper l'erreur de départ. Mais le temps presse. Les mouvements de masse peuvent être imprévisibles et dévastateurs. Pour durer, l'investissement populaire doit être fondé sur la confiance.

Des événements de la semaine l'on retiendra le rachat de la branche « eaux minérales » de Beatrix Food aux Etats-Unis par Ferrer, qui va ainsi doubler ses ventes de l'autre côté de l'océan ; l'échange de deux blocs de 129 043 actions BSN (chaque pour un montant total de 1,3 milliard de francs environ, dans le cadre, paraît-il, de la constitution d'un noyau dur d'actionnaires ; enfin, la divulgation d'une étude confidentielle sur Moulins révélaient une situation assez désastreuse. La direction de la firme a démenti en fin de semaine, mais un peu tard. Les dégâts sont faits (-28 %).

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 15 au 19 juin

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Record battu

Tous les records d'histoire ont été, cette semaine, battus à Wall Street et ce à trois reprises différentes, mercredi, jeudi et vendredi, même vendredi, journée très redoutée avec la triple échéance des contrats à terme (actions, options, indices), encore appelée « journée des trois sorcières ». Mais finalement, grâce aux nouvelles dispositions permettant d'étaler les liquidations sur quarante-huit heures, le marché n'a pas subi de fortes secousses et a pu continuer sa progression. Vendredi, l'indice des industriels s'est établi au niveau historique de 2 420,85 (contre 2 377,73 le 12 juin).

Les milieux boursiers, trop occupés à régler les problèmes techniques, n'ont pas prêté une grande attention aux derniers statistiques économiques jugées positives par les experts, à savoir le PNB pour le deuxième trimestre (+4,8 %) et le taux de marche des unités industrielles pour mai (79,6 % contre 79,4 % en avril).

L'activité hebdomadaire a porté sur 917,87 millions de titres contre 812,71 millions précédemment.

	Cours 12 juin	Cours 19 juin
Alcoa	83 1/4	84 1/4
Allegheny (ex-UAL)	91 3/8	90 1/4
ATI	26 1/2	29
Boeing	46 3/8	48 3/8
Chrysler	42 1/2	45 1/4
Du Pont de Nemours	114 5/8	118 3/4
Eastman Kodak	82 5/8	84 1/2
Exxon	89 3/8	90 1/2
Ford	83 1/8	85 3/8
General Electric	54	53 5/8
General Motors	83 7/8	83 3/8
Goodyear	66 5/8	67 7/8
IBM	166 1/2	167 1/2
ITT	56 7/8	58 5/8
Mobile Oil	49 1/8	50 1/4
Prior	70 1/4	70 1/4
Schlumberger	44 3/8	45 3/8
Tesco	38 1/8	38 3/8
Union Carbide	29 1/2	29 7/8
USX	31 5/8	31 7/8
Westinghouse	64 3/4	65 1/2
Xerox Corp.	79 1/4	79 3/4

LONDRES

Reflex en fin de semaine

Après avoir volé de record en record, à la suite de la victoire électorale des Conservateurs, le marché a dû reculer sur une vague de vent bénéficiaire. Tout le terrain perdu a été regagné au vendredi soir, l'indice des industriels enregistrant une baisse de 1 %.

L'afflux de fonds étrangers attendu après les élections n'a pas été aussi important que prévu. D'autre part, la publication d'indicateurs économiques dénotant une modification de la hausse des salaires en avril et le niveau élevé des crédits bancaires en mai a fait reculer des centaines d'investisseurs.

Indice « FT » du 19 juin : industriel 1 758,3 (contre 1 767,9) ; mines d'or 390,1 (contre 409,3) ; fonds d'Etat 91,16 (contre 92,70).

	Cours 12 juin	Cours 19 juin
Bombardier	571	556
Bover	524	531
BP	358	365
Charter	398	398
Comstock	467	470
De Beers (*)	11 3/4	11 5/8
Free Gold (*)	16	15 1/4
Gold Corp.	17 55/64	16 51/64
Gr. Union	28	28 1/4
ICI	14 21/64	14 5/16
Shell	13 55/64	13 25/32
Unilever	32 61/64	32 35/64
Worleypar	48 5/16	48 1/2

(*) En dollars.

FRANCFORT

Forte reprise

Trois séances seulement cette semaine avec les échanges observés pour la fête nationale (17 juin) et la fête d'été. Mais trois belles séances marquées par une très vive reprise des cours, en partie due au raffermissement du dollar et à un facteur technique. Pour la première fois depuis un mois, l'indice de la Commerzbank s'est établi, le 19 juin, au-dessus de la barre des 1 800 points (1 854,4 contre 1 756 le 12 juin).

	Cours 12 juin	Cours 19 juin
AEG	209,70	215,50
BAF	295,30	302,50
Bayer	317,40	334,50
Commerzbank	290,50	269,30
Deutschebank	571,50	641,60
Hochtief	275,30	297
Karstadt	433	445
Manneberg	155	158,20
Siemens	496	532,50
Volkswagen	376	387

TOKYO

Baisse

Comme à l'habitude, le marché de Tokyo s'est brisé les ailes à vouloir trop monter vers le ciel. Après avoir atteint de nouveaux sommets, il en est redescendu à toute allure, surtout vendredi, sur un subtil afflux de ventes bénéficiaires.

Indice du 19 juin : Nikkei, 25 288,12 (contre 25 894,27) ; Général, 2 174,81 (contre 2 255,67).

	Cours 12 juin	Cours 19 juin
Akai	469	526
Briganceon	1 136	1 220
Cannon	933	971
Fuji Bank	4 010	3 810
Honda Motors	1 710	1 750
Matsushita Electric	1 950	2 100
Sanyo Heavy	611	595
Sony Corp.	3 700	3 970
Toyota Motors	1 970	1 970

Mines, caoutchouc, outre-mer

	19-6-87	Diff.
Géophysique	571	+ 9
Imetal	115	- 8
Michell	3130	- 60
Min. Farinon	4230	- 30
RTZ	99	- 1,50
ZCI	1,24	+ 0,04

Valeurs diverses

	19-6-87	Diff.
Acor	446	- 20
Agence Havas	520	- 20
Ajman	2 403	- 42
Bic	711	+ 26
Bis	1 350	- 9
CGIP (3)	1 385	- 35
Club Méditerranée (2)	588	+ 9
Essilor	3 499	- 21
Europe 1	629	- 40
Hachette	2 831	- 69
L'Air liquide (1)	660	+ 2
L'Oréal	4 005	- 45
Navigation Marse	935	- 50
Nord-Bel	120,30	+ 14,80
Presses Cité	3 382	+ 42
Saint-Gobain	416,50	+ 9,90
Saatchi	496	- 34
Sino Rosignol	1 200	- 11

(1) Coupon 13 F.

(2) Coupon 9 F.

(3) Coupon 15 F.

Produits chimiques

	19-6-87	Diff.
Int. Métaux	4 840	- 100
Labo. Bell	117	- 117
Roussel UC	1 510	+ 24
Basf	998	+ 22
Bayer	1 114	+ 63
Boehr	98	- 78
Imp. Chemie	143	- 1,50
Norsk Hydro	181,10	+ 2,60

Valeurs à revenu fixe

	19-6-87	Diff.
4 1/2 % 1973	1 940	+ 9
7 % 1973	8 908	- 30
10,30 % 1975	104,75	- 0,05
PM 10,6 % 1976	181,50	- 0,10
6,80 % 1977	126,61	- 0,02
10 % 1978	106,70	- 1,70
9,80 % 1978	104,28	- 0,72
9 % 1979	117,59	- 0,49
10,80 % 1979	103,35	- 0,33
13,80 % 1980	101,58	- 0,12
16,75 % 1981	101,68	- 0,15
16,20 % 1982	115,60	- 0,36
16,5 % 1982	117,59	- 0,49
15,75 % 1982	113	- 0,30
CNE 3 %	4 265	+ 33
CNE 5 % 5 000 F.	101,48	- 0,32
CNE 5 % 10 000 F.	102,05	- 0,32
CNE 5 % 5 000 F.	102,05	- 0,32
CNE 5 000 F.	101,46	- 0,11

Alimentation

	19-6-87	Diff.
Bégine-Say	521	+ 21
Boulogne	2 460	- 60
BSN (1)	4 840	- 55
Carrefour	3 185	- 30
Casino	1 945	- 24
Carrefour	2 500	- 60
Gayme et Gasc	678	- 31
Lesieur (5)	2 403	+ 231
Marshall	2 038	- 110
Mon-Homesy (2)	2 500	- 60
Nestlé	39 100	+ 3 900
Occidentale (Gie)	1 116	- 34
Oldes-Cabry	2 222	+ 11
Pernod-Richard (6)	1 359	- 27
Pommes (3)	1 910	- 58,50
St-Louis-Bonobon	1 165	+ 7
S.S. Saupiquet	1 230	- 104
Source Ferrer	795	- 15

(1) Coupon 45 F. (2) Coupon 21 F.

(3) Coupon 35 F. (4) Coupon 80 F.

(5) Coupon 25 F. (6) Coupon 10,50 F.

Matériel électrique

	19-6-87	Diff.
Alcatel	2 517	+ 169
Alstom-Alstom	402	+ 6,20
Crouzet	290,10	- 4,90
Général des Eaux	1 145	- 30
IBM	974	- 22
Intertronic	1 381	- 79
ITT	363	+ 10
Legrand	5 310	+ 20
Lyonnais des Eaux	1 415	- 50
Matra	2 280	- 145
Martin-Gérin	2 150	- 105
Moulinex	75,90	- 20,20
PM Lablanc	729	- 104
Radiotechnique	1 402	- 62
Schleibinger	277,50	+ 2,50
SEB	820	- 35
Siemens	2 470	+ 175
St. Louis	1 100	- 40
Téléfon. Electrique	2 850	- 70
Thomson-CSF	1 362	- 46

Banques, assurances

	19-6-87	Diff.
Bail Equipement	399	- 1,10
Banque (Cie)	679	- 23
Cetelac	847	+ 22
Chargem SA	1 311	- 59
CFP	1 145	- 25
Edy	2 425	- 30
Environ	2 425	- 30
Hélio (La)	761	+ 5
Imm. Pl-Monson	444	- 4
La Redoute	2 910	- 60
Nouvelles Galeries	561	- 57
Prisma	763	- 31
SCOA	122	- 8

(1) Coupon 10 F.

(2) Coupon 10 F.

(3) Coupon 10 F.

(4) Coupon 10 F.

(5) Coupon 10 F.

(6) Coupon 10 F.

(7) Coupon 10 F.

(8) Coupon 10 F.

(9) Coupon 10 F.

(10) Coupon 10 F.

(11) Coupon 10 F.

(12) Coupon 10 F.

(13) Coupon 10 F.

(14) Coupon 10 F.

(15) Coupon 10 F.

(16) Coupon 10 F.

(17) Coupon 10 F.

(18) Coupon 10 F.

(19) Coupon 10 F.

(20) Coupon 10 F.

(21) Coupon 10 F.

(22) Coupon 10 F.

(23) Coupon 10 F.

(24) Coupon 10 F.

(25) Coupon 10 F.

(26) Coupon 10 F.

(27) Coupon 10 F.

(28) Coupon 10 F.

(29) Coupon 10 F.

(30) Coupon 10 F.

(31) Coupon 10 F.

(32) Coupon 10 F.

(33) Coupon 10 F.

(34) Coupon 10 F.

(35) Coupon 10 F.

(36) Coupon 10 F.

(37) Coupon 10 F.

(38) Coupon 10 F.

(39) Coupon 10 F.

(40) Coupon 10 F.

(41) Coupon 10 F.

(42

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Condamné à devenir mondial

L'euro-marché est-il condamné, pour survivre, à céder la place à un marché mondial des capitaux capable de donner le jour à des émissions de 3 à 5 milliards de dollars simultanément négociables vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans chaque grand centre financier de la planète ? L'avenir du marché euro-obligataire traditionnel paraît, en effet, derrière lui et, pour l'évoquer, il semble qu'il faille dériver le plus employé le présent mais, comme les Beatles, chanter « Yesterday ». Deux contestations amènent à remettre en question l'existence de celui qui, depuis janvier 1961, date de la première émission euro-obligataire, s'est imposé comme étant « l'Eurobond Market » d'une part, le faible volume d'activité primaire, c'est-à-dire d'émission de nouvelles, malgré les tentatives de réajustement des euro-emprunts en dollars à taux fixe ; d'autre part, l'activité secondaire de plus en plus forte sur les grands emprunts d'Etat de toutes nationalités, qu'ils soient américains, allemands, néerlandais, anglais, français et autres, soit toutes les émissions dont la qualité est souveraine et la liquidité élevée.

La liquidité d'un emprunt est proportionnelle au volume de la transaction concernée. Ce facteur n'a cessé de prendre de l'importance depuis le début de la présente décennie jusqu'à devenir primordial de nos jours. C'est, entre autres, l'absence de liquidité suffisante qui a accéléré le déclin du marché des euro-emprunts à taux d'intérêt variable. C'est également un problème de liquidité qui a mis fin au grand mouvement de « mobilisation » des euro-crédits bancaires syndiqués.

La SNCF et le CIC

Face à cette perspective mondiale, l'actuelle euro-activité obligataire paraît bien ternie. Les émissions nouvelles se succèdent à un rythme particulièrement lent. Mais, parmi la poignée d'entre elles ayant vu le jour cette semaine, deux méritent d'être retenues : une seule parce qu'elle émane d'un débiteur français, la SNCF et le CIC, mais parce qu'elles ont, toutes deux, été bien accueillies.

La SNCF a, durant la première moitié de la semaine et sous la garantie de l'Etat français, lancé une euro-emission sur quatre ans de 90 millions de dollars canadiens. Offerte à un prix de 101,375 avec un coupon annuel de 9,625 %, soit, le jour du lancement, sur la base d'un rendement de 42 points supérieur à celui des obligations de même durée du gouvernement canadien, la proposition française a été bien accueillie. La conjonction d'une signature de première classe et de conditions en ligne avec un marché

Ces derniers reçoivent, actuellement, le favori des prêteurs pour deux raisons : d'une part, le genre de papier à court et moyen terme, qu'on dit mobilisable à tout instant, émis à partir de lignes de crédit à cinq, sept ou dix ans, n'est pas aussi aisément négociable que ses promoteurs l'avaient pensé ; d'autre part, tout type de papier prétendant à la parité dans les bilans des banques ainsi longtemps que la qualité du débiteur n'est pas tombée en deçà de tout soupçon.

On peut concevoir le prototype d'une émission mondiale typique comme suit : 5 milliards de dollars américains sur dix ans pour la Banque mondiale sur la base d'un rendement donné et à partir de commissions adossées pour les banques de tous pays désireuses de participer dans la transaction au niveau du groupe de direction. L'ampleur des engagements bancaires individuels, face à l'ampleur de l'opération, devant être de l'ordre de 250 millions de dollars, il est certain que la structure actuelle des commissions devra être révisée à la hausse. *Les choses ne sont pas, les banques assurant un marché secondaire devront être présentes en permanence.* Le débiteur de Tokyo préfigure l'absence de Londres dont le crépuscule devient immédiatement l'aurore du continent nord-américain avant qu'on ne célèbre le réveil du marché de l'empire du Soleil-Levant.

révisé par la remontée du dollar américain a facilité tout d'abord la syndication de l'opération au niveau des banques, puis, par la suite, le placement auprès des investisseurs, ceux du Benelux n'ayant pas été les derniers. La transaction SNCF est bâtie à partir d'un swap en francs suisses à taux fixe arrangé par Paribas qui dirige également l'emprunt euro-obligataire.

La Compagnie financière de Crédit industriel et commercial en lançant mercredi un euro-emprunt à six ans de 255 millions de dollars, a atteint simultanément trois objectifs. C'est, tout d'abord, la première opération libellée en devise allemande du CIC. Elle permettra au groupe bancaire français d'accroître sa renommée sur le marché international des capitaux. Ensuite, la transaction marque la réouverture du secteur à taux variable en Allemagne dont l'euro-activité primaire avait cessé depuis le début de l'année.

Les euro-obligations, qui seront émises à un prix de 100,05, porteront un intérêt semestriel qui sera l'addition d'une marge de 0,125 % au taux offert à Londres sur les dépôts en eurodollars à six mois. Enfin, l'Américain Morgan Stanley, qui est à la tête du syndicat bancaire, fait, avec cette opération, son entrée dans le club encore assez fermé des banques étrangères pouvant diriger des euro-emissions en deutschmarks.

L'offre du CIC a beaucoup intéressé les institutions asiatiques et européennes. Elle provient d'une signature dont le papier est relativement rare sur le marché international des capitaux. En outre, elle a l'avantage de procurer aux prêteurs un rendement supérieur au taux du Libor. Le produit de l'emprunt sera échangé contre des dollars à taux variable dont le coût sera proche du Libor dans le cadre d'un « swap » également arrangé par Morgan Stanley. La bonne réception se reflète vendredi dans le cours de 99,97-99,99 du marché gris.

En revanche, la CEE n'a guère été heureuse avec l'euro-emission en francs français qu'elle est venue proposer en début de semaine. D'un montant de 500 millions et d'une durée de neuf ans et demi, elle a vu le jour au moment même où le marché du franc tricolore s'affaiblissait lourdement à la suite de la publication de statistiques économiques défavorables pour l'Hexagone. Offerte à un prix de 96,625 avec un coupon annuel de 8,75 % pour procurer un rendement à échéance brut de 9,28 %, elle se traitait jeudi avec une décote de 400 points de base. Les termes et conditions de l'opération ont été établis afin de la rendre entièrement fongible avec l'euro-emprunt de 600 millions de francs français réalisé par la CEE au mois de mars de cette année. Ce faisant, la CEE espérait bénéficier de la liquidité que représente une euro-emission totalisant 1,1 milliard de francs. Malheureusement, le sort en a voulu autrement, et tant l'emprunteur qu'investisseurs, qui dirige la transaction, n'ont pu plier à l'égard d'un destin infortuné.

Pour terminer sur une note plus optimiste, il faut souligner que la privatisation de la Société générale se déroule extrêmement bien à l'étranger. La part offerte aux Etats-Unis sous la forme d'un placement privé était déjà entièrement souscrite dès lundi soir. La quotité internationale proposée dans le reste du monde était, de son côté, plus de six fois couverte en fin de semaine. Le Trésor français, pour des raisons que seul le diable doit connaître, s'acharne à interdire l'affichage de cours du marché gris. Son emprise se limite heureusement à l'Hexagone. Vendredi, le marché gris affichait sans honte à Londres un cours de 450-460 F français par rapport à un prix de vente de 407 F.

CHRISTOPHER PICHES.

LES DEVISES ET L'OR

Un dollar étonnamment soutenu

Est-ce l'effet d'une légère diminution du déficit commercial des Etats-Unis pour le mois d'avril, annoncée à la veille du week-end, ou celui d'une hausse mensuelle des prix de gros américains, ramené de 0,7 % en avril à 0,3 % en mai ? Le dollar, en tout cas, s'est étonnamment soutenu cette semaine, évoluant dans d'étroites limites.

Initialement déçus par les maigres résultats du sommet de Venise, où les Sept se sont bornés, en ce qui concerne le monétaire, à confirmer les engagements de stabilisation pris au palais du Louvre le 22 février dernier, les opérateurs sont en train, semble-t-il, de modifier leurs opinions en ce qui concerne l'avenir immédiat du « billet vert ». Outre-Atlantique, les commentaires vont bon train. « Le sentiment est en train de changer, et nous allons vers un marché haussier », nous enregistrons une véritable demande sur le dollar pour la première fois depuis longtemps. « La tendance s'oriente vraiment à la hausse ».

En regard de ces déclarations tout à fait bullish (haussières), des experts méfiant appellent à la prudence : « Si le dollar n'est pas fichu de sortir, par le haut, du « serpent » dans lequel il évolue, il risque de chuter ; au premier signe de faiblesse, il y aura un raz de marée ». Beaucoup d'experts estiment rassurantes les indications en provenance d'outre-Atlantique : progression de 4,8 % du PNB américain au premier trimestre, au lieu des 4,4 % antérieurement annoncés ; augmentation du taux d'utilisation des capacités de production. En outre, les déclarations également « rassurantes », des officiels se sont multipliées.

Enfin, on attend avec intérêt, dans trois semaines, les chiffres de la balance commerciale des Etats-

Unis pour le mois de mai, qui devraient être meilleurs : l'excédent commercial du Japon sur ce pays, déjà connu, n'a-t-il pas diminué de 700 millions de dollars pendant ce même mois ? De plus, certains experts (citons ceux d'IBM) avancent que le cours d'équilibre du dollar, exprimé en coût de production, serait, sur la France par exemple, de 6,60 F, soit de 10 % au-dessus des cours actuels.

A vrai dire, les partisans d'un recul supplémentaire du dollar, de l'ordre de 10 %, sont les plus nombreux. Ils avancent que, à 13,3 milliards de dollars pour le mois d'avril, le déficit commercial américain reste, tout simplement, « étonnamment » à ce rythme annuel de 170 milliards de dollars, et qu'il faudra bien en tenir compte. Simplement, ils admettent que les cours de la devise américaine peuvent se stabiliser, au plus, jusqu'à l'automne, avant de chuter. D'autres assurent que, désormais, le dollar, survenu, est désormais « à la hausse ».

On voit que l'éventail est largement ouvert...

Rumeur sur le SME

En Europe, le livre sterling s'est d'abord montré très ferme, sur d'excellentes nouvelles en provenance de l'économie britannique, en plein redressement. En outre, une telle santé ne devrait guère inciter la Banque d'Angleterre à baisser encore ses taux, toujours élevés, ce qui constitue un attrait supplémentaire pour les placements en zone sterling. Mais, à la veille du week-end, la devise anglaise a brusquement faibli, sur des craintes de réurgence de l'inflation, paraît-il.

En tout cas, la controverse est désormais ouverte sur la possibilité

de voir le livre entrer dans le système monétaire européen (SME), la victoire électorale de M^{re} Thatcher levant tous les obstacles à une telle opération. Mais, en même temps, cette possibilité a fait naître la rumeur d'un réajustement du SME, intervenant à l'automne prochain par exemple, et permettant alors de revoir certains parités, notamment celle de la lire, un peu faible maintenant, et du franc vis-à-vis du mark.

Cette rumeur persistante éveille quelques échos surprenants : « La confiance dans la monnaie ? Elle manque totalement... à l'heure actuelle, nous pouvons le dire à nos », a estimé M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre du général de Gaulle, mercredi 17 juin, lors du trentième anniversaire de l'Association des journalistes économiques et financiers. A qui se fier ?

Le pessimisme sur le franc — et pas seulement sur lui — a été alimenté par l'annonce d'un déficit croissant de la balance commerciale française, dont le creusement (- 5,6 milliards de francs en mai), surtout sur le solde industriel, est impressionnant. On doit dire tout de même que cette nouvelle n'a guère affecté le franc.

Après une montée éclair à plus de 3,35 francs, le cours du mark est retombé, sagement, à moins de 3,34 francs, c'est-à-dire à son niveau du lendemain du réajustement du SME le 12 janvier dernier, et cela sans aucune intervention de la Banque de France, qui a même récupéré des devises en début de semaine. Assez curieusement, cette semaine.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AU 19 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.M.E.	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc néerl.	Florin	Lire italienne
Londres	---	---	---	---	---	---	---	---
New-York	167,75	16,388	44,838	54,784	2,499	46,503	0,8787	---
Paris	---	---	---	---	---	---	---	---
Bruxelles	---	---	---	---	---	---	---	---
Frankfurt	---	---	---	---	---	---	---	---
Amsterdam	---	---	---	---	---	---	---	---
Madrid	---	---	---	---	---	---	---	---
Barcelone	---	---	---	---	---	---	---	---
Genève	---	---	---	---	---	---	---	---
Stuttgart	---	---	---	---	---	---	---	---
Milan	---	---	---	---	---	---	---	---
Torino	---	---	---	---	---	---	---	---
Rome	---	---	---	---	---	---	---	---
Madrid	---	---	---	---	---	---	---	---
Barcelone	---	---	---	---	---	---	---	---
Genève	---	---	---	---	---	---	---	---
Stuttgart	---	---	---	---	---	---	---	---
Milan	---	---	---	---	---	---	---	---
Torino	---	---	---	---	---	---	---	---
Rome	---	---	---	---	---	---	---	---

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 19 juin, 4,2132 F contre 4,1992 F le vendredi 12 juin.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une psychose caractérisée

Le jeudi 18, en fin de matinée, l'adjudication de la Caisse de refinancement hypothécaire, prévue pour 1 ou 2 milliards de francs, était brusquement annulée. Vu l'état du marché, tout à fait déplorable, la Caisse risquerait de payer 10,20 %, contre 9,70 % le 22 mai dernier. Elle renouait donc : une véritable première.

Cet événement donne une idée de l'atmosphère sur le marché financier, où a régné une véritable psychose.

Les motifs ? Depuis un mois, le climat a radicalement changé. Le marché ne retient des nouvelles et des événements que leur caractère négatif. Cela a commencé par les pronostics pessimistes de l'INSEE : inflation de 3,5 % prévue pour cette année, déficit commercial et chômage croissant. Cela a continué avec l'incident Létard et le sentiment que quelque chose s'était cassé dans la majorité. Cela s'est poursuivi avec le gros déficit commercial de mai, qui fait craindre des tensions sur le franc et sur les taux d'intérêt. Déprimant !

En outre, des facteurs « mécaniques » sont à l'œuvre. Depuis le début de l'année, entre les privatisations et les augmentations de capital sous diverses formes les appels à l'épargne publique frisent les 70 milliards, soit davantage que pendant l'année 1986 tout entière. Quant au marché obligataire, ses rechutes répétées depuis janvier ont traumatisé les opérateurs, notamment sur le MATIF, complètement sinistré.

Tout le monde vend : les gérants de SICAV « sensibles », encore chargés en emprunts à taux fixe, dont les cours dégringolent à mesure que les taux montent, les opérateurs en position, qui se hâtent de se défaire, ou de se convertir, ce qui pèse sur les taux ; les étrangers eux-mêmes, les Japonais, qui avaient acheté il y a deux mois et qui, avec leur brutalité coutumière, revendent en constatant, eux

aussi, que les cours baissent en fonction inverse des rendements.

Jusqu'à présent, les pouvoirs publics avaient été peu impressionnés par ces phénomènes, qu'ils jugeaient temporaires. « Le marché se trompe », affirmaient-ils, en haut lieu, avec une belle assurance. La chute de la Bourse, déclenchée automatiquement par la hausse des taux et le marasme des obligations, pourrait déranger ce calme olympien et provoquer quelques réactions.

Que faudrait-il faire ? En premier lieu, mettre le marché à la diète, le meilleur remède à une crise réside dans la liquidité au niveau des investisseurs institutionnels, trop sollicités. Le Trésor a suffisamment de ressources du fait des privatisations pour restreindre ses adjudications pendant quelque temps. Il l'a fait ces dernières années à plusieurs reprises.

La Caisse de refinancement hypothécaire a donné l'exemple, un peu tard sans doute, ce qui n'a pas amélioré son image chez des banquiers encore ulcérés d'avoir vu disparaître leur commission de placement au profit d'un mécanisme d'adjudication.

Mais, en début de semaine, le MATIF se redressait à plus de 104 et l'atmosphère se détendait. Hélas ! le gros déficit commercial de mai fit retomber le MATIF aux enfers (102,25), et le carnage reprit. Si la Caisse avait maintenu son adjudication, on l'aurait accusée d'avoir fait monter les cours. Maintenant, on l'accuse de s'être dérobée et de n'avoir pas joué le jeu.

Cela est possible. Mais les clients de la Caisse, à savoir les organismes de crédit, l'UCP, le Comptoir des entrepreneurs, la SOVAC, la Banque La Héral, peuvent faire valoir qu'ils prêtent parfois à 10 % ou moins. Emprunter dans ces conditions à 10,20 % serait suicidaire. De toute façon, le marché est « pourri ».

La diète est une médication possible. Reste l'action sur les taux. En France, quoi qu'on en dise en haut lieu, ceux-ci sont désormais supérieurs à ceux pratiqués en Europe : près de 6 % à long terme, et à taux réel, hors inflation, contre 5,5 % en Allemagne et près de 5 % contre 3,55 % en Allemagne pour le court terme.

Devant la psychose qui se développe, et qui devient dangereuse (à Paris, on ne veut plus ni taux fixes ni taux variables et la baisse de la Bourse pourrait n'être pas terminée), il n'est pas exclu que les pouvoirs publics fassent prochainement leur position. Les données « fondamentales » sont meilleures pour la France qu'il ne paraît : l'inflation sera davantage contenue dans les mois qui viennent, les coûts salariaux augmentent moins vite en France qu'en Allemagne.

Le plein de « mauvaises nouvelles » a peut-être été fait au premier semestre. Il suffit donc d'attendre l'inévitable renversement de tendance... certes, mais les peuples attendent des signes.

Déjà, la Banque de France, lors de son adjudication du début de la semaine, a servi 53 % des demandes, au lieu de 10 % précédemment. Vendredi, elle a laissé filer à moins de 7 % le taux de l'argent au jour le jour, à l'occasion de la fin de la période des réserves pour les banques, alors qu'il y a un mois elle avait stoppé la baisse en épongeant les liquidités. Elle pourrait élargir le « canal » d'évolution des taux, compris entre 7 3/4 % et 8 1/4 %.

Ce serait effectivement un signe, à moins qu'on ne s'efforce à vouloir trop défendre la monnaie par le moyen terme, surtout quand les emprunteurs doivent payer plus de 10 % face à une inflation de 2,4 % suivant M. Bédaride, ou de 3,5 % suivant l'INSEE. Le prix de l'argent, de toute façon, bat tous les records historiques.

F. R.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre refait surface

Après un début d'année 1987 particulièrement morose (baisse des cours de 6 % de janvier à avril), le cuivre refait surface. Sur le London Metal Exchange (LME), la tonne de Grade A à trois mois se traite à 952 livres sterling, après être passée au plus bas à 853 livres.

Cette reprise s'inscrit dans le cadre d'une « période de physique », notent les responsables « acheteurs » d'une grande société de transformation française, qui soulignent le déport des cotations au LME (cours du comptant supérieurs au cours à terme), position caractéristique d'un manque de disponibilité sur le marché. Comme le montrent les sta-

tistiques de l'International Wrought Copper Council (IWCC), cette situation résulte de la succession des déficits de l'offre mondiale sur la demande. Après un déficit cumulé 1985/1986 de 245 000 tonnes, l'IWCC prévoit pour le premier semestre 1987 un nouveau déséquilibre de 170 000 tonnes.

Des signes de pénurie ont d'abord commencé à se faire sentir en Amérique du Nord, où le producteur canadien Noranda a connu de sérieux problèmes. En effet, après avoir invoqué la classe de force majeure sur ses livraisons de janvier et février 1987, à la suite d'une grève qui a paralysé sa fonderie de Horne (Québec), la société a vu sa mine de Murdochville (également au Québec) ravagée par un incendie. Dès lors, les opérateurs américains se sont tournés vers le LME pour effectuer leurs transactions. Rien d'étonnant donc à ce que le volume traité sur le marché de Londres (ces chiffres sont désormais disponibles grâce à la nouvelle chambre de compensation du LME), ait largement dépassé celui du Comex de New-York.

Dans le reste du monde, certains gros pays producteurs ont également connu des problèmes. Le Chili, premier producteur mondial avec 1,4 million de tonnes en 1986, a dû reconstruire son principal four d'affinage. La Zambie, cinquième producteur mondial, se trouve, elle, confrontée à des questions de transport (manque de wagons et d'énergie) qui affectent l'acheminement du métal. De plus, les autorités de Lusaka ont décidé de ne plus passer par l'Afrique du Sud pour avoir un

accès à la mer. Désormais, le cuivre zambien est embarqué dans les ports de Dar-es-Salaam (Tanzanie) et de Beira (Mozambique), dont les capacités sont déjà largement dépassées.

L'évolution du dollar a aussi joué un rôle important dans le processus de détachement de ces dernières années. Comme le remarque un analyste, « En 1985, stocker du cuivre revenait à stocker du dollar, mais avec la baisse du billet vert on a assisté à de fortes ventes ».

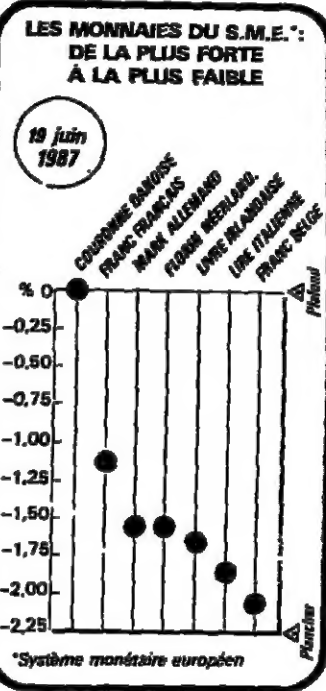
Autre élément de soutien pour l'or rouge : la concurrence de l'aluminium et surtout des fibres optiques n'a finalement que peu entamé ses parts de marché. Les derniers chiffres de l'IWCC font même état d'une légère augmentation de la demande occidentale de métal raffiné cette année. Elle atteindrait ainsi 7,6 millions de tonnes, contre 7,5 millions en 1986. Toutefois, la demande japonaise (industrie automobile et électronique) pourrait légèrement diminuer, en raison de la hausse du yen et de la montée du protectionnisme face au défilement des produits d'exportation nippons.

Si l'assainissement du marché du cuivre méritait d'être souligné — à ce propos, le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC) vient récemment de donner un coup de chapeau à l'industrie américaine —, il reste que la reprise des cours peut toujours entraîner la remise en exploitation d'unités de production fermées pour cause de non-rentabilité. D'ores et déjà, des bruits de réouvertures circulent aux Etats-Unis.

(Interim.)

PRODUITS	COURS DU 18-6
Cuivre L.M.E. (Londres)	949 (+ 4) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	987 (+ 18) Livres/tonne
Nickel (Londres)	2 845 (+ 98) Livres/tonne
Sacré (Paris)	1 115 (+ 7) Francs/tonne
Café (Londres)	1 240 (- 53) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 896 (+ 63) Dollars/tonne
Mé (Chicago)	263,75 (+ 0,25) Cents/dollars
Malt (Chicago)	192,25 (+ 1,75) Cents/dollars
Soya (Chicago)	177,70 (- 5,20) Dollars/cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

16 • Dimanche 21-Lundi 22 juin 1987 •

Le Monde

DATES	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Il y a cinquante ans, le gouvernement Léon Blum démissionne. ÉTRANGER 3 Amnistie partielle en URSS. 4 Le chancelier Kohl propose la création d'une brigade franco-allemande.	5 Le projet du gouvernement sur le financement de la Sécurité sociale. — La situation en Polynésie française.	6-7 Le rapport de la commission d'enquête du Sénat sur les manifestations étudiantes de l'hiver dernier. 8 La Coupe du monde de rugby : la victoire des All Blacks. RÉGIONS 9 Retour à Nancy.	10 La 8 ^e Documenta à Kassel. — La mort de Michel de Saint-Pierre. — Tandem, de Patricia Leconte. 12 Communication.	13 L'allégement de la fiscalité pour les cadres. — La formation professionnelle coûtera plus cher aux entreprises. 14 Revue des valeurs.	Météorologie 12 Mots croisés 12 Carnet 12 Spectacles 11	● Admissibilité aux grandes écoles (ECOL) ● Les corrigés du bac philo. (ETU) ● Les dossiers chauds du Monde. (DOS) Actualité. Sports. International. Bourse. Culture. Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

Après l'ajournement de la remise des lettres de créance de l'ambassadeur de Pretoria L'affaire Albertini, la cohabitation et le PC

Pierre-André Albertini, coopté par le gouvernement sud-africain du Ciskei en raison de ses liens avec l'ANC, est-il à l'origine d'un nouveau scandale ? Pour protester contre cette détention, l'Elysée a annoncé, vendredi 19 juin, que le président Mitterrand avait décidé d'ajourner la remise des lettres de créance du nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud en France, M. Henrick Geldenhuys (nos dernières éditions datées du 20 juin).

Cette décision, « à valeur symbolique » selon la présentation qu'on en faisait à l'Elysée, est un camouflet pour les dirigeants de Pretoria, qu'avait satisfaits l'attitude du gouvernement français après la victoire de la droite en mars 1986. Rappelé par la gauche en 1985, l'ambassadeur de France en Afrique du Sud avait rejoint son poste sur décision de M. Chirac. Faut-il en conclure, comme l'a fait immédiatement M. Le Pen, que, dans cette affaire, M. Mitterrand « s'est conduit non comme le président de la République française, mais comme le chef du Parti socialiste » ?

Matignon et le Quai d'Orsay font preuve de beaucoup plus de sérénité. La décision du chef de l'Etat, dans un domaine qui lui appartient par nature, coïncide avec une certaine lassitude des diplomates devant la mauvaise volonté de Pretoria. Le nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud avait obtenu son sésame le

18 mars, deux jours avant la condamnation de M. Albertini à quatre ans de prison.

« Pour autant que je sache, le gouvernement français ne souhaite pas que je témoigne », avait déclaré celui-ci devant des juges qui attendaient une déposition à charge contre ses codétenus sud-africains. Depuis, le Quai d'Orsay avait multiplié les démarches en vue d'une solution honorable, sans plus de succès que M. Jean-François Damiou, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui avait fait un voyage en Afrique du Sud juste avant le procès. M. Mitterrand s'était déclaré « personnellement choqué » par la condamnation de M. Albertini. Le gouvernement avait été plus discret, mais il s'était efforcé d'éviter qu'on en arrive à cette situation embarrassante : à deux reprises, en décembre 1986 et en février 1987, le président ambassadeur d'Afrique du Sud avait été convoqué au Quai d'Orsay.

Le jour même où l'Elysée annonçait la décision de M. Mitterrand, le chargé d'affaires sud-africain, était convoqué par M. Jean-Bernard Raimond. Il s'est présenté au Quai d'Orsay en compagnie de l'ambassadeur désigné. Le ministre des affaires étrangères a fait part d'une nouvelle fois de la préoccupation du gouvernement à la suite de la détérioration des conditions de détention de M. Albertini. Ce n'est pas M. Raimond qui a notifié l'ajournement de la remise des lettres de créance — l'ambassade d'Afrique du Sud avait déjà été informée par l'Elysée, — mais cette question a tout naturellement été évoquée.

Pas d'émol au Quai

Aucun émoi n'est perceptible dans l'entourage de M. Raimond. Un de ses collaborateurs estime que la décision de l'Elysée devrait inciter Pretoria à la réflexion. Les diplomates trouvent peu convaincante l'argumentation de l'Afrique du Sud selon laquelle le sort de M. Albertini dépend seulement du Ciskei « indépendant ».

On peut se demander si l'engagement aux côtés de l'ANC en lutte contre le pouvoir établi était compatible avec le statut de coopté. La Parti communiste français, au sein duquel les parents du prisonnier militent, ne se pose évidemment pas ce genre de question dans sa campagne contre « l'otage de l'apartheid ». Sans conséquence sur la cohabitation, l'initiative de M. Mitterrand lui a valu de recevoir, pour une fois, un bon point des anciens partenaires de l'union de la gauche.

M. Marchais l'a dit : « Le Parti communiste et son comité de défense des libertés et des droits de l'homme ne peuvent que se réjouir de ce premier acquis de leur combat. »

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

L'Organisation des opprimés sur terre annonce avoir tué un otage juif

Beirut (AFP). — L'Organisation des opprimés sur terre a annoncé, le vendredi 19 juin, l'assassinat du chef de la communauté juive du Liban, Elie Sour, dont elle avait, la première fois, annoncé la mort le 30 décembre 1986.

Dans un communiqué manuscrit parvenu tard dans la nuit aux quotidiens *Al Nahar* (indépendant) et *Al Safir* (proche des milieux musulmans et de gauche), accompagné d'un cliché instantané d'Elie Sour, l'organisation clandestine a annoncé « l'exécution du grand espion israélien Elie Sour, qui dirigeait, sous le couvert de la présidence du Conseil supérieur de la communauté juive du Liban, un réseau de renseignements relevant du Mossad (services secrets israéliens) ».

L'Organisation affirme que la sentence de mort a été exécutée « en signe de représailles contre les bombardements israéliens des villages opprimés du Liban du sud ».

Elie Sour, quarante-trois ans, avait été kidnappé en mars 1985, à Beyrouth-Ouest, à majorité musulmane. Selon le Conseil supérieur de la communauté juive du Liban, sept juifs libanais ont été enlevés entre mai 1985 et mai 1986, et ces enlèvements ont tous été revendiqués par l'Organisation des opprimés sur terre.

LIBAN Brusque démission du magistrat chargé de l'enquête sur l'assassinat de Rachid Karamé

BEYROUTH
de notre correspondant

Un rebondissement inattendu dans l'affaire de l'assassinat du premier ministre Rachid Karamé s'est produit le samedi 20 juin avec la démission du magistrat instructeur nommé par l'enquête.

Pourtant la veille, il paraissait à l'aise dans sa mission en annonçant que la première phase était terminée et se félicitait de la coopération de toutes les parties, soulignant l'apport du président Gemayel, qui a mis 15 millions de livres à sa disposition pour aider à découvrir les assassins. De son côté, le commandement de l'armée avait consigné le personnel de la base d'Adma, en territoire chrétien, d'où était parti l'hélicoptère piégé.

Cette brusque démission pourrait bien relancer la tension entre musulmans et chrétiens à un moment où elle paraissait s'apaiser.

Ce nouvel événement survient alors que trois jours après leur enlèvement, le journaliste américain Charles Glass et son hôte et protecteur libanais, M. Ali Adel Ouseirane, fils du ministre de la défense, un chite très modéré, n'avaient pas

encore été remis en liberté samedi en fin de matinée.

M. Ouseirane père, bien que se félicitant de la coopération dont font preuve à son égard les autorités syriennes et le guide spirituel du Hezbollah, Cheik Mohamed Hussein Fadallah, a souligné n'avoir jusqu'à présent reçu aucune assurance pour la libération des deux otages.

Les médias du camp chrétien, insistant sur le défilé à la Syrie que constitue le rapt des deux hommes, affirment qu'une mise en garde a été adressée au Hezbollah par Damas. Celui-ci a, dans un bref communiqué, nié avoir quelque lien que ce soit avec cette prise d'otages comme avec toutes les autres.

Les spéculations vont bon train à Beyrouth sur la possibilité que la Syrie relive le défi comme lors de l'affaire de la caserne Fathallah, à Basta, où vingt-deux membres du Hezbollah avaient été tués dans un affrontement avec l'armée syrienne, ce qui avait mis sur le tapis l'activité de cette organisation, du moins à Beyrouth-Ouest, et profita de l'occasion pour prendre le contrôle de la banlieue sud.

LUCIEN GEORGE.

Alcatel et Siemens se partagent le marché du téléphone belge

BRUXELLES
de notre correspondant

Comment le « contrat du siècle » est-il devenu une peau de chagrin ou, plus précisément, comment une coquette somme de 240 milliards de francs belges (environ 36 milliards de francs français) s'est-elle réduite de plus des deux tiers : voilà les questions qui se posaient le vendredi 19 juin, à Bruxelles, alors que le gouvernement de centre-droit de M. Martens annonçait qu'il s'était enfin mis d'accord sur la nature des conventions que la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT) pourrait négocier en vue de renouveler son matériel téléphonique.

Les lignes de force de l'accord gouvernemental sont les suivantes : le marché des centraux téléphoniques, le gros du contrat, sera partagé entre la Bell Telephone (du groupe CGB Alcatel), qui obtiendra deux cent mille lignes annuelles, et ATEA (du groupe Siemens), qui en obtiendra cent mille.

Les négociations se feront à partir d'un prix indicatif d'environ 15 000 francs belges la ligne. Au bout de trois ans, une part du marché, environ 10 %, sera libérée, ce qui permettra à Philips, qui était aussi candidat, de faire valoir ses droits. Philips, en guise de compensation, pourrait obtenir aussi,

grâce à ses prix compétitifs, une part non négligeable des contrats de transmission, alors qu'une série de petites entreprises verraient renouveler leur contrat de fourniture de câbles, mais à condition de réduire leurs prix.

La déception qui a secoué cette décision était quasi générale, car le gâteau à partager est bien moins important que celui qui avait été espéré. Les entreprises s'attendaient à ce que les autorités belges profitent de ce contrat pour lancer une politique industrielle ambitieuse en matière de télécommunications.

Les principaux bénéficiaires

Le volume des sommes en jeu — près de 240 milliards de FB — a cessé d'attirer les convoitises, et les principaux concurrents, Siemens, Philips, Alcatel, ne lésaient pas sur les promesses pour attirer les bonnes grâces des uns et des autres. L'un s'engageait à financer un centre de recherche en Wallonie, l'autre à augmenter l'emploi en Flandre, le troisième à aider les Bruxellois... Le gouvernement a choisi une autre solution, plus courageuse, sans doute : les firmes se verront imposer des tarifs relativement bas, plus proches de ceux pratiqués sur le marché mondial que de ceux des conventions précédentes. Celles-ci étaient particulièrement généreuses : près de 30 000 francs belges (4 800 F) la ligne, alors que les prix internationaux tournent autour de 10 000 francs belges (1 600 F). Un pactole qui n'avait apparemment pas été utilisé au mieux, puisque, de l'avis unanime, les services offerts par la RTT étaient nettement insuffisants.

Les consommateurs belges, grâce à la baisse des tarifs, et la RTT, qui va sans doute réaliser un fort bénéfice dans les années à venir, seront donc les principaux bénéficiaires de la récente décision gouvernementale. Pour le reste, tout le monde, ou presque, y perd, avec souvent de lourdes conséquences prévisibles.

La Bell Telephone, qui bénéficiait auparavant de 30 % du marché, voit sa part réduite à 66 % et à des prix

bien plus bas. L'échec est d'autant plus dur que les ACEC de Charleroi, qui font partie du même groupe, ne peuvent pas non plus tabler sur des commandes importantes. Des suppressions d'emplois devraient en résulter avec, pour les ACEC déjà moribondes, des perspectives véritablement catastrophiques.

Philips, qui espérait une part, même minime, du marché des centraux, pour pouvoir constituer une tête de pont européenne pour ATT, premier producteur mondial, doit déchanter. La déception est d'autant plus grande que la firme, qui est l'un des plus grands employeurs de Belgique, avait beaucoup promis, notamment aux Wallons, et était bien décidée à casser les prix. Ses offres étaient ainsi toujours inférieures à celles de ses concurrents.

Même si on parle de compensations importantes en transmission, ce nouvel échec, écrit Guy Duglay dans le *Soleil* de Bruxelles, venant après celui intervenu en France, pourrait sonner le glas de la collaboration entre Philips et ATT.

Siemens s'en sort apparemment mieux puisque, par rapport aux précédentes conventions, elle gagne en parts de marché ce qu'elle va perdre en prix.

Autres perdants : les deux régions du pays : la Flandre, où est installée aussi bien Bell Telephone que Siemens ATEA, devrait connaître des pertes d'emplois ; la Wallonie, qui conserve, certes, un certain nombre de contrats, devra remiser ses espoirs de développer une politique de recherche conséquente.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

M. ANDRÉ GIRAUD invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. André Giraud, ministre de la Défense, sera l'hôte de l'émission hebdomadaire «Le Grand Jury RTL-le Monde», le dimanche 21 juin, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Giraud répondra aux questions d'André Panseron et de Jacques Lemaire, de l'émission de Paul-Jacques Truffaut et Dominique Ponscasse, de RTL, le dimanche 21 juin, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'affaire du Carrefour du développement L'ancien directeur général de la police entendu sur le «vrai-faux» passeport d'Yves Chaliar

M. Pierre Verbrugge, directeur général de la police nationale de 1983 à 1987, a été entendu vendredi 19 juin par M. Jean-Pierre Michaux, juge d'instruction chargé du dossier du Carrefour du développement.

L'audition aurait porté essentiellement sur l'épisode du «vrai-faux» passeport remis à Yves Chaliar par la DST pour couvrir la fuite de celui-ci.

Bien que dirigeant la police nationale à l'époque, M. Pierre Verbrugge, selon certaines sources, n'aurait pas été averti des conditions dans lesquelles le faux passeport avait été délivré à Yves Chaliar, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, alors en fuite et sous le coup d'un mandat d'arrêt international.

Si cela devait se confirmer, il faudrait expliquer la procédure qui a permis à M. Bernard Gérard, directeur de la DST, de délivrer, contrairement aux habitudes et sans en référer à son chef, le faux passeport.

Voile Philippe Poupon : nouveau record de traversée de l'Atlantique

Philippe Poupon a amélioré, samedi 20 juin, le record de la traversée de l'Atlantique à la voile, en faisant franchir à son trimaran *Fléury-Michon-VIII* la ligne d'arrivée au large du cap Lizard (pointe sud-ouest de l'Angleterre), à 7 h 03 (9 h 03 heure française).

Pari de New-York le 13 juin, après plus d'un mois et demi d'attente de conditions météorologiques favorables, le navigateur français, vainqueur de la dernière édition de la Route du rhum, a mis sept jours, 13 heures et 1 minute pour rallier l'Europe. Philippe Poupon succède à Philippe Pasqua et Loïc Caradec au palmarès de cette traversée en améliorant de 8 h et 23 mn le record établi en 1986 par leur catamaran *Royale*.

La vitesse de *Fléury-Michon* a brutalement chuté de 18/19 nœuds à un peu plus de 10 nœuds à la fin du parcours en raison du manque de vent.

Avant sa fête de Vincennes SOS-Racisme propose un «nouveau contrat social»

Modifier le code de la nationalité dans un sens plus libéral, étendre progressivement le droit de vote aux étrangers et créer une autorité indépendante chargée de contrôler le fonctionnement de la police : SOS-Racisme a présenté, le vendredi 19 juin, ses «propositions pour une démocratie du mélange», au cours d'un colloque organisé à la Sorbonne, avec le *Nouvel Observateur*. Ce colloque devait être suivi, samedi, à partir de 20 heures, de l'esplanade de Vincennes, d'une grande fête musicale, L'Europe des couleurs.

Le secrétaire général de SOS-Racisme, M. Eric Gheblai, nous a déclaré : «Le nouveau combat de SOS-Racisme est moins un combat de mise en garde active de l'immigration qu'un combat actif et pragmatique pour l'obtention de l'égalité des droits et des chances pour tous : en somme, pour un nouveau contrat social.»

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

M. Edgar Faure annule la conférence pour l'aménagement rural

La première conférence nationale de l'aménagement rural, qui devait réunir, les 24 et 25 juin à Besançon, un aréopage de personnalités très distinguées dont le premier ministre lui-même, est annulée. La décision a été prise le mercredi 17 juin par M. Edgar Faure, président du conseil régional de Franche-Comté, président du comité d'organisation de la conférence et ancien ministre de l'agriculture.

Celui-ci, dans un communiqué, explique qu'il entend se montrer solidaire des paysans franc-comtois. Cette décision plonge dans la consternation tous ceux qui, de la DATAR au ministère de l'Agriculture, de M. Méhaignerie à la FNSEA, n'avaient ménagé ni leur peine ni leur temps depuis six mois pour réunir une documentation d'actualité, préparer une série de mesures à faire annoncer par MM. Guillaume et Chirac, mettre en valeur des expériences réussies

dans les Alpes, le Massif central ou en Bretagne.

Si M. Edgar Faure s'est résigné à tout annuler, c'est précisément à cause de la pression que faisaient monter depuis une semaine les agriculteurs de Franche-Comté. Dans cette région où la production laitière constitue l'essentiel des revenus des agriculteurs, les quotas sont ressentis comme un véritable fardeau.

«Libérez nos quotas, sinon nous sabotons votre conférence», ont lancé en substance à M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, les responsables régionaux de la FNSEA, menant du même coup M. Lacombe, président de ladite FNSEA et co-organisateur de la conférence, dans une impasse.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Le numéro du «Monde» daté 20 juin 1987 a été tiré à 504 426 exemplaires

NOUVEAU

IMMOBILIER

Ventes + Locations

Une page d'annonces

Le Monde

chaque mercredi

numéro daté jeudi